Institut de formation et de coopération technique

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE




2021

# Assistance technique de l'OMC
# Rapport annuel

## Optimiser la formation virtuelle pour traverser la pandémie

Comité du commerce et du développement
WT/COMTD/W/265

# Assistance technique de l'OMC

## Rapport annuel

Optimiser la formation virtuelle
pour traverser la pandémie

2021

Comité du commerce et du développement
WT/COMTD/W/265
22-3472

# Table des matières


**Liste des figures** 6
**Liste des infographies** 7
**Liste des tableaux** 7
**Avant-propos** 8
**Liste des sigles** 10



**Résumé analytique** 11



**Chapitre 1**
Bilan des résultats, suivi de l'impact 23
Résultats axés sur l'impact 24
Réussite de l'apprentissage 26
Renforcer la transparence 28
Renforcer la participation 32
Formation en cours d'emploi 36
Soutien aux accessions 40
Approfondir l'étude 44
Élargir le public visé 50



**Saluer les efforts des donateurs** 19



**Chapitre 2**
Donner la priorité à l'inclusion 53
Inclure les PMA 56
Promouvoir la participation des femmes 58
Toucher toutes les régions 62
La diversité linguistique 64



**Chapitre 3**
Un programme de cours en constante évolution 65
Chiffres sur la participation 66
Répondre à la demande 68
L'apprentissage progressif 70
Un contenu adapté et approprié 72
Activités virtuelles et interactives: la nouvelle norme 73
Les partenariats de l'OMC en action 80



**Annexes** 88
Annexe 1. Principaux résultats mesurés en 2020 88
Annexe 2. Matrice des activités 102



**Chapitre 4**
Suivi de la gestion et des ressources 81
Cadre pour la présentation des résultats 82
Gestion axée sur les résultats 83
Dépenses d'AT 84

# Liste des figures


Figure 1. Vue d'ensemble des donnateurs (2017-2021) 22
Figure 2. Taux de réussite (2017-2021) 25
Figure 3. Atteinte des objectifs d'AT 25
Figure 4. Objectifs d'AT en 2021 25
Figure 5. Résultats du CRPC (2017-2021) 26
Figure 6. Résultats de l'apprentissage en ligne (2017-2021) 27
Figure 7. Notifications en suspens des bénéficiaires (2017-2021) 28
Figure 8. Présentation de nouvelles notifications OTC par statut de développement économique (2012-2021) 29
Figure 9. Part des nouvelles notifications soumises par région (2017-2021) 29
Figure 10. Réduction des notifications agricoles en attente (2017-2021) 30
Figure 11. Notifications OTC par mode de présentation (2017-2021) 31
Figure 12. Nombre de documents de fond soumis par les bénéficiaires selon le statut de développement (2017-2021) 32
Figure 13. Nouveaux PCS soulevés dans le Comité OTC par statut de développement (1995-2021) 33
Figure 14. Nouveaux PCS soulevés dans le Comité SPS par statut de développement (1995-2021) 34
Figure 15. Nombre de documents d'accession présentés (2018-2021) 41
Figure 16. Réunions sur l'accession par type (2018-2021) 41
Figure 17. Participation des observateurs aux formations par état d'avancement des accessions en cours en 2021 41
Figure 18. Travaux de recherche des chaires de l'OMC (2017-2021) 44
Figure 19. Figure 19. Activités de sensibilisation des chaires de l'OMC durant la phase II (2017-2021) 45
Figure 20. Travaux de recherche des chaires de l'OMC durant la phase II par pays (2020-2021) 45
Figure 21. Activités de sensibilisation (2017-2021) 50
Figure 22. Participation des PMA (2017-2021) 56
Figure 23. Formateurs des e-CRPC en 2021 57
Figure 24. Participation hommes-femmes (2017-2021) 59
Figure 25. Participation des femmes par région en 2021 59
Figure 26. Participants par région et type d'activités (2020-2021) 63
Figure 27. Nombre d'activités par langue en 2021 64
Figure 28. Participation par type d'activité en 2021 66
Figure 29. Participants par année et type d'activités (2017-2021) 67
Figure 30. Demandes d'activités nationales (2012-2021) 68
Figure 31. Participation par niveau d'apprentissage (2017-2021) 70
Figure 32. Choix de parcours (2019-2021) 71
Figure 33. Participants aux activités de niveau avancé (2012-2021) 71
Figure 34. Cours d'apprentissage en ligne au format SCORM (2017-2021) 72
Figure 35. Nombre d'activités par mode de prestation en 2021 73
Figure 36. Évaluation des sessions informatives par les participants en 2021 77
Figure 37. Nombre de partenaires et d'activités conjointes (2017-2021) 80
Figure 38. Contributions des partenaires aux formations en 2021 80
Figure 39. Dépenses d'AT de l'OMC (2012-2021) 84
Figure 40. Fonds non affectés (2012-2021) 84
Figure 41. Dépenses d'AT par résultat clé en 2021 85
Figure 42. Montant des dépenses par région en 2021 86






# Liste des infographies


Infographie 1. Les résultats de 2021 en bref 14
Infographie 2. Schéma des activités d'AT 18
Infographie 3. Résultats clés 24
Infographie 4. Participation des Observateurs à l'AT par état d'avancement du processus d'accession 42
Infographie 5. Carte mondiale des chaires de l'OMC et principaux points de 2021 48
Infographie 6. Demandes de matériel de formation 51
Infographie 7. Pages les plus consultées sur le site web de l'OMC 52
Infographie 8. Travail de l'AT de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres 58
Infographie 9. Activités nationales et régionales de formation par pays 'hôte' 62
Infographie 10. La participation en chiffres 67
Infographie 11. Principales priorités des bénéficiaires en matière d'AT pour 2022-2023 69
Infographie 12. Stratégie d'apprentissage progressif de l'OMC pour l'AT 70
Infographie 13. Types d'activités par mode de prestation 75
Infographie 14. Cadre logique pour mesurer l'impact de l'AT 82


# Liste des tableaux


Annexe 1. Principaux résultats mesurés en 2021 88
Impact 88
Résultat clé 1 90
Résultat clé 2 98
Résultat clé 3 98
Résultat clé 4 100
Annexe 2. Matrice des activités 102
Résultat clé 1 – Les gouvernements appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations (milliers de CHF) 102
Résultat clé 2 – Les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession (milliers de CHF) 104
Résultat clé 3 – Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques (milliers de CHF) 104
Résultat clé 4 – Les acteurs non gouvernementaux connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent (milliers de CHF) 104
Autres coûts des programmes – dépenses de personnel et coûts de suivi et d'évaluation (milliers de CHF) 106

Avant-propos

# Égaliser les chances alors que les défis mondiaux se multiplient



> La raison d'être de l'OMC reste le recul de la pauvreté et le relèvement des niveaux de vie.

Les deux dernières années ont été difficiles pour tous. Les restrictions mises en place par les gouvernements pour enrayer la pandémie de COVID-19 ont profondément bouleversé nos vies et nos façons de travailler, de voyager ou de communiquer; elles ont eu des répercussions particulièrement fortes sur le commerce international et l'économie mondiale. Alors que nos économies meurtries commençaient tout juste à rebondir, le conflit qui a éclaté en Europe présage une crise en matière de sécurité alimentaire.

Les pays les plus vulnérables ont souffert de manière disproportionnée. Des millions de personnes qui sortaient lentement de la pauvreté y ont été brusquement replongées - or la raison d'être de l'OMC reste le recul de la pauvreté et le relèvement des niveaux de vie. Alors que les défis mondiaux se multiplient, l'assistance technique fournie par notre Organisation à ses Membres les moins favorisés pour égaliser les chances dans l'arène commerciale et les aider à défendre leurs intérêts est plus pertinente que jamais.





> L'assistance technique aux Membres les moins favorisés est plus pertinente que jamais dans un contexte économique en mutation rapide.

Quand je regarde les réalisations de l'OMC dans ce domaine en 2021, je suis extrêmement fier. Comme la plupart d'entre nous, l'Organisation a été prise de court par la pandémie en 2020, mais le présent rapport montre que le Secrétariat a réagi très rapidement: en 2021, les activités d'assistance technique ont été transformées et adaptées, tandis que le personnel acquérait de nouvelles aptitudes et compétences. Nous avons ainsi pu continuer à soutenir les Membres et Observateurs, et ce malgré les circonstances.

En somme, l'année 2021 a été une étape de consolidation: les innovations expérimentées dans l'urgence en 2020 sont devenues la norme. Comme cela est exposé ci-après, le Secrétariat a fait preuve d'une agilité remarquable durant une période très perturbée. L'OMC a démontré qu'elle pouvait être flexible pour s'adapter et rester pertinente dans un monde en mutation rapide.

Parmi les nombreuses améliorations enregistrées au cours de l'année, je suis particulièrement heureux de constater que la participation des pays les moins avancés (PMA) et des femmes aux activités d'assistance technique de l'OMC est repartie à la hausse en 2021, ces deux groupes ayant été parmi les plus touchés par la pandémie.

En revanche, une certaine «lassitude numérique» s'est installée au cours de l'année, de nombreux participants ayant des difficultés à combiner leurs tâches professionnelles ordinaires avec la disponibilité intellectuelle que l'apprentissage exige pour produire des résultats. Un retour aux activités d'assistance technique (AT) en présentiel devrait donc être encouragé dès que les conditions sanitaires le permettront.

À l'approche de la 12ème Conférence ministérielle, la disponibilité d'une assistance de qualité est un facteur essentiel pour aider les Membres à se sentir suffisamment confiants pour parvenir à un consensus sur les nombreuses questions difficiles qui figurent actuellement au programme de travail de l'OMC.



Xiangchen Zhang
Directeur général adjoint,
Organisation mondiale du commerce

## Liste des sigles

| | |
|---|---|
| ADPIC | Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce |
| AMP | Accord sur les marchés publics |
| AT | Assistance technique |
| CEA | Commission économique pour l'Afrique |
| CHF | Franc suisse |
| CRPC | Cours régional de politique commerciale |
| DSNU | Division de statistique des Nations Unies |
| ECOACC | Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase |
| EPC | Examen des politiques commerciales |
| FGAS | Fonds global d'affectation spéciale |
| FIMIP | Programme franco-irlandais de stages pour les missions |
| GAR | Gestion axée sur les résultats |
| IFCT | Institut de formation et de coopération technique |
| MPME | Micro, petites et moyennes entreprises |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMPI | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| OTC | Obstacles techniques au commerce |
| PCO | Programme de chaires de l'OMC |
| PCS | Préoccupation commerciale spécifique |
| PFPB | Programme de formation des Pays-Bas |
| PJP | Programme des jeunes professionnels |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PSA | Programme de stages sur l'accession |
| PSCR | Programme de stage de coordonnateur régional |
| SAP | Stratégie d'apprentissage progressif |
| SCORM | Sharable Content Object Reference Model |
| SPS | Sanitaire et phytosanitaire |
| TAMS | Système de gestion de l'assistance technique |
| USD | Dollar des États-Unis |





# Résumé analytique



- **En 2021, l'assistance technique de l'OMC a été adaptée aux restrictions liées à la pandémie qui entravaient la participation, et les résultats globaux ont été stables**
- **Après deux ans de restrictions, des innovations ont rendu l'assistance technique plus flexible**
- **Les outils numériques ont des avantages considérables, mais la formation en présentiel demeure précieuse et nécessaire**

# Résumé analytique

## Pandémie: Année II

En 2021, la pandémie de la COVID-19 a encore été la principale contrainte pour les activités d'AT de l'OMC. Malgré les efforts fournis, les voyages et les activités en présentiel n'ont pu reprendre. La douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) a elle-même dû être reportée à la dernière minute.

En 2020, le Secrétariat n'avait pu que réagir face aux restrictions liées à la pandémie. L'année 2021 a forcé à une adaptation plus résolue à des restrictions persistantes en optimisant les outils numériques et élaborant de nouveaux contenus pour continuer à fournir un soutien profitable aux bénéficiaires de l'AT.

## Des résultats stables

Globalement, le taux de réussite de l'AT (66%), mesuré sur la base des résultats obtenus selon l'approche approuvée par les Membres, est resté stable par rapport à 2020. Plus de la moitié des objectifs ont été atteints, 14% ont été partiellement atteints et un quart n'a pas été atteint.

Si la stabilité des résultats est un point positif, on déplore cependant l'absence presque totale d'activités en présentiel et la chute de la participation. Le nombre total d'apprenants a diminué de 23% par rapport à l'année précédente. En outre, les demandes d'activités nationales sont tombées à un niveau historiquement bas.

À quelques exceptions près, la participation s'est répartie à parts presque égales entre les activités virtuelles (lancées en 2020) et les cours en ligne (ou e-Learning, cours que les apprenants suivent à leur propre rythme sur Internet, et qui existaient déjà avant la pandémie). Le mode virtuel est resté la norme, les équipes redoublant d'efforts pour reproduire l'expérience de la formation en présentiel dans le cadre d'activités virtuelles. Les résultats de l'apprentissage, par exemple pour les cours régionaux de politique commerciale, se sont améliorés par rapport à 2020, ce qui donne à penser que l'adaptation des contenus au nouveau mode de prestation a fonctionné. Les activités avancées ont également pu reprendre sous forme virtuelle.

## Lassitude digitale

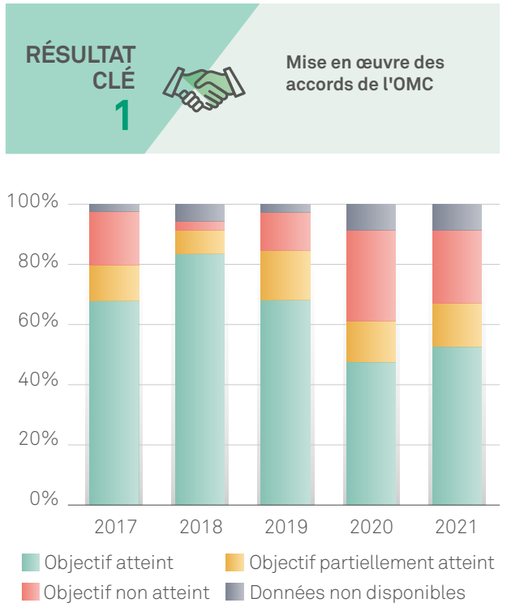
La participation aux activités virtuelles a toutefois baissé considérablement durant l'année, même si quelques ajustements dans les mesures ont pu exagérer ce phénomène. La «lassitude digitale», une concurrence accrue pour le temps disponible des apprenants et les difficultés liées au travail à distance peuvent expliquer ce recul. Le mode virtuel offre des avantages indéniables, parmi lesquels une plus grande flexibilité, des coûts réduits et la possibilité de s'adresser simultanément à des utilisateurs plus nombreux. Mais il a aussi des inconvénients, notamment la moindre interaction entre les participants et avec les formateurs en dépit des efforts déployés. Tous ces facteurs ont pu influer sur le nombre de participants aux cours en ligne, qui ont connu un taux d'abandon nettement plus élevé en 2021 (+40%), alors que le nombre de leurs participants restait globalement stable. Ces cours ont également été adaptés à la nouvelle situation, avec par exemple des micromodules pour appareils mobiles et des séances de questions-réponses en direct.

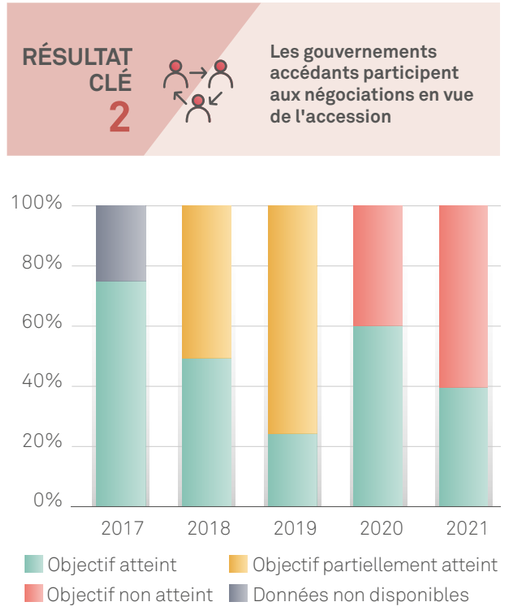
## Apprendre en travaillant

L'offre en la matière (stages et programme des jeunes professionnels) a été maintenue en dépit des restrictions de voyage et 56 participants ont rejoint le Secrétariat ou les Missions permanentes à Genève pour améliorer leurs connaissances en travaillant sur les questions commerciales. Au total 94% des participants ont répondu aux attentes, dont un tiers les ont même dépassées.








## Soutien constant aux Membres et Observateurs

L'AT vise principalement les fonctionnaires gouvernementaux des pays en développement et des PMA Membres et Observateurs. Son efficacité et son impact vont au-delà de la participation active aux formations: ils sont aussi mesurés par l'évolution de l'activité des bénéficiaires dans le cadre de l'OMC.

À cet égard, les Membres bénéficiaires ont réduit le nombre de notifications en suspens en 2021, et ont utilisé davantage les plates-formes digitales pour remplir les procédures. Le nombre de documents «de fond» présentés par ces Membres – un indicateur indirect de leur participation aux travaux des organes de l'OMC – a aussi augmenté de 20% par rapport à 2020.

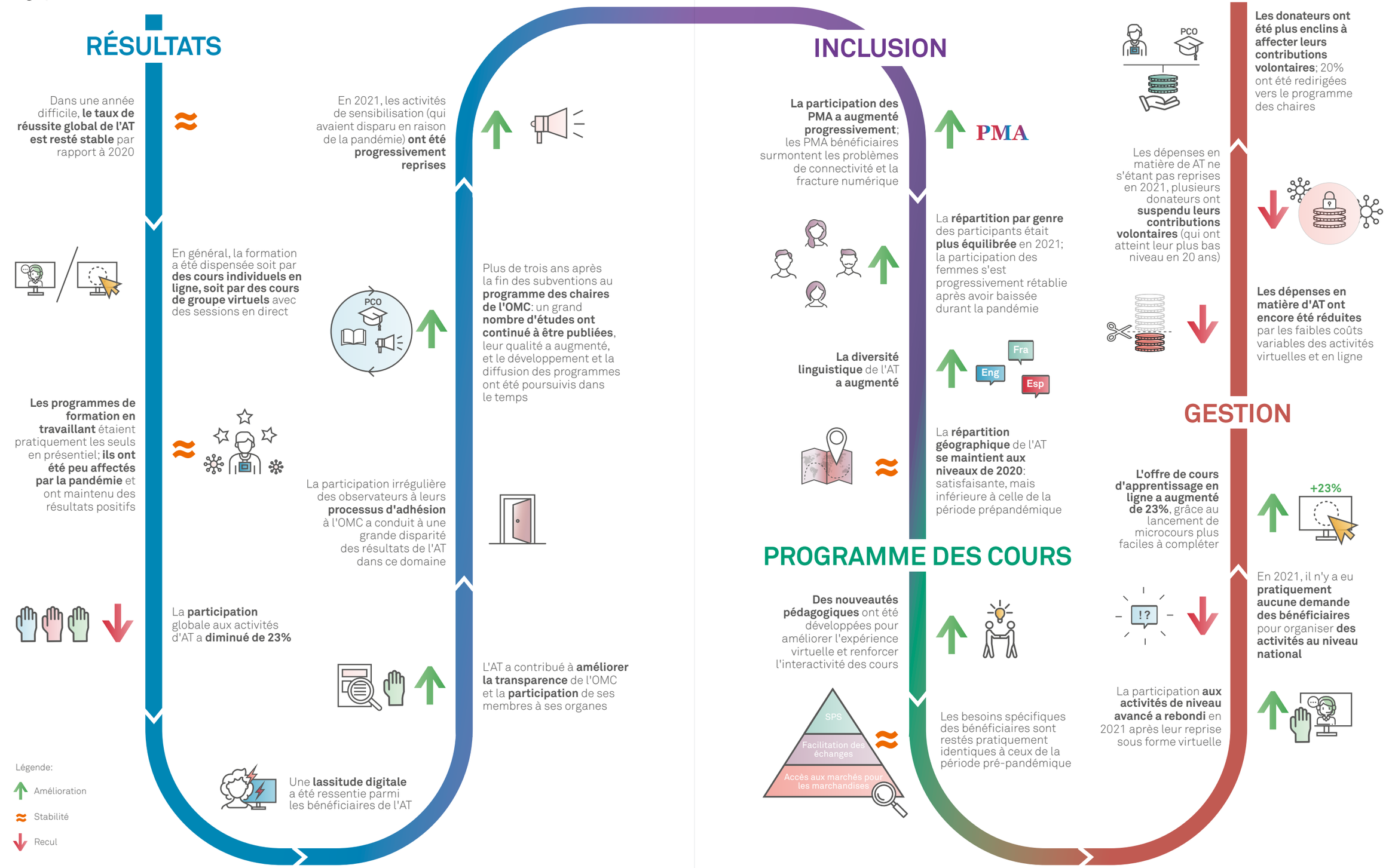
Un autre indicateur de l'effet de l'AT est la capacité accrue des Membres à soulever de nouvelles préoccupations commerciales spécifiques (PCS). La majorité des nouvelles PCS portant sur les obstacles techniques au commerce (OTC) ont été soulevées par les Membres bénéficiaires au cours de la dernière décennie (dont 80% en 2021). De même, les Membres en développement ont soulevé la majorité des nouvelles PCS en matière SPS au cours des 14 dernières années, présentant 85% de celles enregistrées en 2021.

## Des résultats mixtes dans la promotion des nouvelles adhésions

Un autre objectif de l'AT est d'appuyer l'accession de nouveaux Membres à l'OMC. Plusieurs PMA ayant le statut d'Observateur ont progressé vers l'accession en 2021: les Comores et Timor-Leste ont tenu des réunions formelles de leur groupe de travail, et le Soudan a tenu une réunion informelle puis une réunion formelle plus tard dans l'année. Six documents d'accession ont été établis ou révisés (soit 50% de plus qu'en 2020).

Pour ce qui est des accords plurilatéraux, la distribution de documents relatifs à l'accession à l'Accord sur les marchés publics (AMP) a plus que doublé par rapport à 2020. Elle reste cependant nettement inférieure à la moyenne de 2016-2018.

**Infographie 1. Les résultats de 2021 en bref**

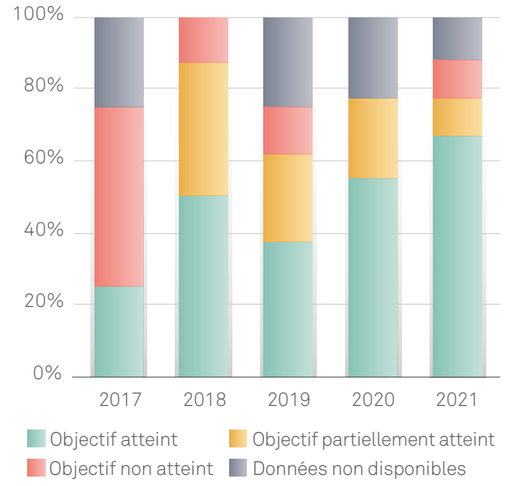





WT/COMTD/W/265
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

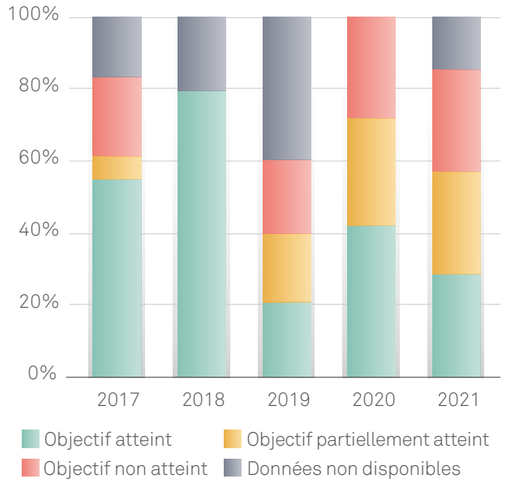
**RÉSULTAT CLÉ 3**

**Les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques**




**RÉSULTAT CLÉ 4**

**Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent**




## Nouveau cycle pour le Programme de chaires

Les partenariats avec des universités et des chercheurs au niveau local sont un moyen efficace de développer les connaissances sur les questions relatives au commerce dans les pays en développement Membres et Observateurs. Depuis 2010, le Programme des chaires de l'OMC (PCO) soutient des universitaires de renom et leurs équipes pour encourager les travaux de recherche, l'adaptation des programmes d'étude et la diffusion des résultats.

La Phase II du PCO s'est achevée début 2019, mais le réseau de 19 chaires continue de produire des résultats et de bénéficier d'un accès direct au Secrétariat. Leurs publications se situaient en 2021 au deuxième meilleur niveau jamais enregistré. 17 nouvelles chaires ont été sélectionnées pour la Phase III.

## Reprise des activités de sensibilisation destinées aux acteurs non traditionnels

L'AT de l'OMC cible aussi d'autres parties prenantes (législateurs, médias ou société civile) au moyen d'activités de sensibilisation et de formation. Les initiatives à l'intention des journalistes ont repris en 2021, les activités de sensibilisation dans leur ensemble atteignant leur niveau le plus élevé depuis cinq ans. Cependant, la demande de matériels de formation pour les milieux universitaires ou privés a été de 23% plus faible qu'en 2020.

L'OMC a par ailleurs renforcé sa présence sur les réseaux sociaux afin de mieux diffuser l'information sur les questions commerciales auprès de publics divers. Le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux a augmenté de 19%, tandis que le nombre de pages Web sur l'AT et d'articles d'actualité consultés a légèrement baissé.





## Encouragement de l'inclusion

Les efforts visant à rendre l'AT accessible aux PMA et inclusive en termes d'égalité hommes-femmes, de répartition géographique et de multilinguisme se sont poursuivis en 2021.

Les participants des PMA représentaient plus d'un quart des apprenants; ils venaient de 42 pays Membres ou observateurs, principalement africains. L'AT a également continué d'impliquer des experts régionaux ou locaux en tant que facilitateurs, pour favoriser l'appropriation par les participants et offrir des formations mieux adaptées au contexte local.

Les modalités virtuelles imposées par la pandémie ont posé différents défis logistiques, avec un impact variable sur les participants, parfois lié à leur situation géographique. L'accès à une connexion Internet fiable était l'un des enjeux, ce qui explique que certains bénéficiaires n'aient pu participer pleinement. C'est pourquoi en 2021 le Secrétariat a lancé une initiative pilote pour aider les participants rencontrant des problèmes de connectivité.

De nouveaux modules et formations axés sur les liens entre commerce et genre ont été élaborés, et les chaires du PCO ont développé leurs activités et leurs travaux de recherche dans ce domaine. Globalement la participation féminine a augmenté par rapport à 2020, pour atteindre 46%.

En 2021, près de la moitié des activités d'AT – apprentissage en ligne et mode virtuel – ont été menées en anglais (49%). C'est un changement car l'anglais était utilisé précédemment pour 60% à 70% de ces activités. Le français et l'espagnol, réservés aux formations régionales ou nationales, représentaient respectivement 23% et 25% des activités (soit une augmentation de près de 10 points de pourcentage pour chaque langue).

IFCT

## Forte diminution des dépenses d'AT

En 2021 comme en 2020, les restrictions liées à la COVID-19 ont entravé le déploiement d'activités d'AT en présentiel, d'où une baisse des dépenses pour la période: les activités virtuelles ne requièrent aucun déplacement, ce qui réduit fortement leurs coûts variables directs. Les dépenses d'AT ont ainsi chuté depuis le début de la pandémie de 62% par rapport à 2019. En 2021, une nouvelle baisse (de 20%) a été enregistrée par rapport à 2020, car certaines activités en présentiel avaient eu lieu avant mars 2020.

Conséquence directe de la baisse des dépenses d'AT, le solde des fonds disponibles en fin d'exercice était supérieur au montant prévu pour l'année suivante; la pleine mise en œuvre du Plan d'AT est donc garantie en 2022. Une autre conséquence imprévue a été la suspension temporaire des contributions volontaires de certains donateurs. En 2021, les contributions volontaires ont ainsi atteint leur niveau le plus bas depuis plus de 20 ans.

## Les contributions non affectées déclinent

Les Membres contribuant à l'AT sont disposés à reprendre leurs contributions volontaires dès que le niveau de de liquidité des fonds d'affectation spéciale le justifiera. En 2021, on a constaté une volonté accrue des contributeurs d'affecter leurs contributions volontaires à certaines activités: 20% d'entre eux les ont redirigées vers le programme des chaires.

## Une plate-forme en ligne pour améliorer l'efficacité

Le système de gestion de l'assistance technique (TAMS) est l'outil en ligne permettant d'évaluer efficacement les activités et de garantir le respect de la gestion axée sur les résultats (GAR). Le TAMS continue d'évoluer pour intégrer de nouvelles fonctionnalités, bien qu'en 2021 le plan de travail prévu ait subi plusieurs ajustements et retards.

## Infographie 2. Schéma des activités d'AT

**COURS EN LIGNE (E-LEARNING):**
Disponibles sur Internet, 24 heures/24 et 7 jours/7; auto apprentissage au rythme du participant; interactions limitées avec les autres apprenants et les formateurs; généralement cours standard.

**ACTIVITÉS EN PRÉSENTIEL:**
Expériences d'apprentissage ponctuelles (dates fixes, invitations, etc.); généralement conçues spécialement pour un groupe de participants; combinaison d'auto apprentissage, de séances en direct, de travaux de groupe, etc.; participants et formateurs sont au même endroit, pour des interactions directes plus faciles et plus fréquentes; tous les participants suivent plus ou moins le même contenu au même rythme.

**ACTIVITÉS VIRTUELLES:**
Reproduction en ligne des activités en présentiel en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie; interaction régulière entre participants et avec les formateurs, essentielle pour adapter les activités aux besoins des participants; webinaires et autres séances virtuelles remplaçant les réunions en personne.

**FORMATION EN COURS D'EMPLOI:**
Programmes de stages et Programme des jeunes professionnels, permettant aux fonctionnaires de niveau intermédiaire et aux jeunes professionnels d'apprendre par la pratique en travaillant au Secrétariat ou dans la Mission de leur pays auprès de l'OMC; type très particulier d'AT, durant en moyenne 10 mois.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **MONDIALES** | Apprentissage en ligne | Cours exécutif virtuel sur le commerce<br>Séminaires virtuels | Cours avancé de politique commerciale<br>Cours thématiques<br>Séminaires mondiaux | Stages<br>Programme des jeunes professionnels | Activités d'AT organisées par d'autres institutions |
| **RÉGIONALES** | | Cours régionaux en ligne de politique commerciale<br>Séminaires virtuels | Cours régional de politique commerciale<br>Cours sous-régional de politique commerciale<br>Séminaires régionaux thématiques | | |
| **NATIONALES** | | Séminaires virtuels | Séminaires nationaux généraux<br>Séminaires nationaux thématiques | | |





# Saluer les efforts des donateurs

**En 2021, près de 62% des ressources pour l'AT de l'OMC provenaient de contributions volontaires des Membres donateurs, et les 38% restants du budget ordinaire de l'OMC. Le financement des donateurs est donc essentiel pour continuer à fournir une assistance technique de première qualité aux pays en développement et PMA Membres et Observateurs, afin qu'ils puissent profiter pleinement de leur participation à l'OMC et au système commercial multilatéral.**




**Financement de l'Assistance Technique liée au Commerce (ATLC)**

**Les contributions volontaires reçues en 2021 sont tombées à 7,5 millions de CHF, un plancher historique et le chiffre le plus faible des deux dernières décennies. La Finlande est redevenue donatrice avec des contributions non affectées, tandis que l'Allemagne, le Canada, la Chine et la Norvège se sont abstenus d'apporter de nouvelles contributions. Toutefois, comme les dépenses d'AT étaient au plus bas en raison de l'absence de formations en présentiel, le déclin des contributions volontaires n'a pas eu d'incidence négative sur l'AT.**

# La non-affectation des fonds pour le développement offre plus de flexibilité aux organisations, pour une assistance technique plus efficace

Entretien avec Mikael Anzén, Ambassadeur de Suède auprès de l'OMC

Mikael Anzén représente les intérêts de la Suède dans le système commercial multilatéral depuis septembre 2018, date de sa nomination comme Ambassadeur auprès de l'OMC. Son pays étant le plus grand donateur pour l'AT de l'OMC à travers des contributions non affectées, M. Anzén évoque l'importance d'un soutien constant aux Membres en développement pour renforcer leur participation au commerce mondial.

**La Suède est le principal bailleur de fonds pour l'assistance technique de l'OMC depuis de nombreuses années. Pourquoi cet engagement financier?**

Grâce à l'innovation, à l'esprit d'entreprise et au commerce, la Suède a pu tirer parti des règles commerciales mondiales dans le cadre de l'OMC. Le gouvernement suédois reste donc attaché à un système commercial multilatéral ouvert, juste et durable – où l'OMC occupe une place centrale – car le commerce reste le moteur le plus important de la croissance, de l'emploi et du développement au plan mondial. Il est aussi vital pour lutter contre la pauvreté: la Suède est convaincue que, grâce à l'AT, les pays en développement pourront mieux appréhender l'OMC et renforcer leurs capacités commerciales, de manière à participer plus efficacement au commerce mondial et donc à faire reculer la pauvreté.

**La Suède n'affecte pas ses contributions volontaires à des programmes d'assistance technique spécifiques, ce qui est très apprécié. Quelle est la raison d'être de cette approche?**

La non-affectation de l'aide au développement ou de AT est un principe fondamental pour les contributions de la Suède aux organisations internationales, qui s'applique aussi à l'aide bilatérale. Une fois qu'un bénéficiaire est jugé admissible, nous considérons qu'il est le mieux placé pour savoir où le financement est le plus nécessaire. Cette flexibilité lui permet de réorienter ou d'affecter des fonds en priorité quand c'est nécessaire, et l'assistance n'est que plus efficace.




> La Suède est convaincue que l'assistance technique favorise une participation plus efficace des pays en développement au commerce mondial.

**Quelles sont les attentes de la Suède par rapport au financement de l'AT de l'OMC?**

Nous souhaitons que les pays bénéficiaires et leurs délégués comprennent mieux l'écosystème commercial international, et la façon dont ces règles communes peuvent aider des pays à prendre part au commerce mondial et à sortir de la pauvreté.

**Comment les Suédois perçoivent-ils le partenariat avec l'OMC en matière d'assistance technique et de coopération?**

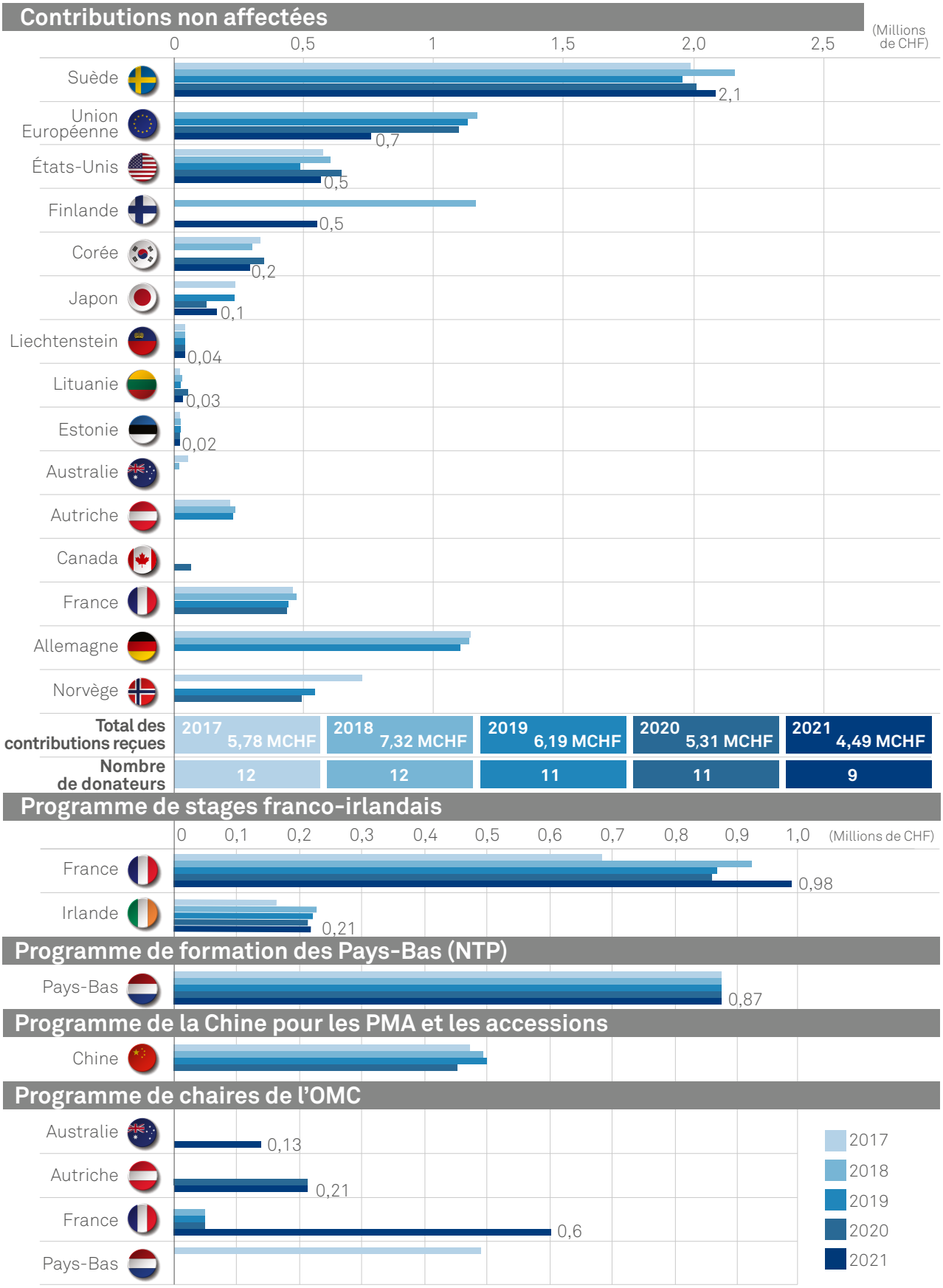
Je pense que la plupart des Suédois souhaitent que leur pays joue un rôle de premier plan pour l'assistance technique et la solidarité internationale. Néanmoins, le public pourrait être sensibilisé davantage au fonctionnement de l'OMC et à l'impact des activités. Je rencontre régulièrement des délégués qui me disent que c'est en partie grâce à un cours ou à un programme sur le commerce financé par la Suède qu'ils travaillent avec l'OMC. C'est toujours gratifiant.

**Quels sont les principaux défis en matière de formation et de coopération dans le domaine commercial, pour la Suède et pour l'OMC?**

Le nombre de donateurs pour l'AT de l'OMC semble diminuer, de même que les ressources financières et la volonté de contribuer, ou l'intérêt. On constate aussi chez les pays contributeurs une tendance à vouloir mettre en place leurs propres programmes, au lieu d'offrir des contributions non affectées. Le risque est alors d'accroître les besoins en gestion et en administration, ce qui pourrait nuire à l'efficacité de l'AT.

**Communiqué de presse: don de la Suède**

**Figure 1. Vue d'ensemble des donnateurs (2017-2021)**



# Chapitre 1
## Bilan des résultats, suivi de l'impact




- **En 2021, l'impact des restrictions liées à la pandémie sur les formations dispensées a été encore plus marqué que l'année précédente.**
- **Deux objectifs sur trois ont été remplis en 2021 (53% ont été pleinement atteints et 14% l'ont été partiellement), ce qui représente une légère amélioration par rapport aux résultats de 2020.**
- **Les résultats des participants ont progressé dans le cadre des cours régionaux de politique commerciale, mais ils ont baissé pour les activités d'apprentissage en ligne.**
- **L'année 2021 a été marquée par un nombre record de stagiaires et par le lancement de la Phase III du Programme de chaires de l'OMC.**

# RÉSULTATS AXÉS SUR L'IMPACT

## Quels sont les objectifs de l'assistance technique de l'OMC?

**L'assistance technique (AT) est une fonction centrale de l'OMC qui vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays bénéficiaires dans le domaine du commerce. Chaque activité, cours et formation relevant de l'AT est conçu et dispensé dans l'objectif de produire des résultats spécifiques et mesurables. Ces résultats doivent montrer que les Membres de l'OMC et les observateurs disposent de capacités renforcées en vue de faire respecter leurs droits et de s'acquitter de leurs obligations, de tirer pleinement parti du système commercial multilatéral fondé sur des règles et de faire face aux problèmes et aux possibilités qui en découlent.**

**En 2021, l'AT visait quatre résultats clés:**

1. **les gouvernements appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations;**
2. **les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession;**
3. **les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables publics;**
4. **les acteurs non gouvernementaux et les législateurs connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent.**

**Chacun de ces résultats clés comprend plusieurs résultats intermédiaires qui sont associés à des indicateurs permettant de suivre les progrès et de déterminer si les objectifs fixés ont été atteints. Le cadre logique incluant l'ensemble des résultats, des résultats intermédiaires et des indicateurs figure en annexe de ce rapport, à la page 88.**

**Infographie 3. Résultats clés**








## Taux de réussite stable durant un année difficile

Si l'année 2020 a été difficile pour l'AT de l'OMC, la pandémie de COVID-19 ayant interrompu les voyages internationaux et donc entravé le déroulement des formations, l'année 2021 l'a été encore plus.

Un retour à la normale était attendu en 2021 concernant les voyages et l'organisation d'activités. Cependant, du fait de l'apparition de nouveaux variants de la COVID-19, les rassemblements en présentiel ont été continuellement reportés. Dans l'ensemble, les restrictions liées à la pandémie et la «lassitude digitale» bien documentée qui en a découlé (en raison d'une exposition excessive aux appareils connectés) ont très probablement influé sur l'énergie des apprenants et sur leur capacité à s'impliquer dans les activités virtuelles et en ligne.

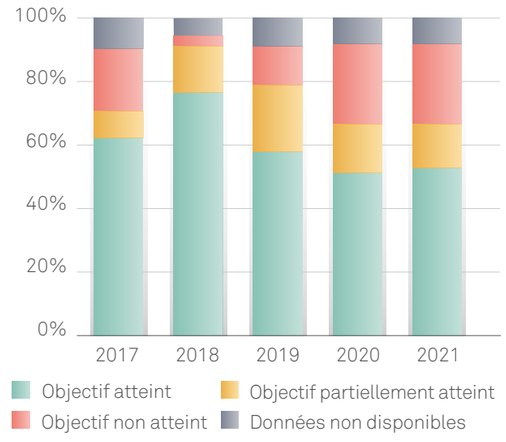
Toutes ces difficultés ont eu des effets négatifs sur le nombre de participants en 2021, ainsi que sur les résultats obtenus dans le cadre de plusieurs cours, avec des répercussions sur plusieurs des résultats intermédiaires et des objectifs permettant de mesurer la réussite de l'AT de l'OMC. D'une manière générale, le taux de réussite mesuré selon la réalisation des objectifs fixés était identique à celui de l'année précédente: 31 objectifs ont été atteints, 15 ne l'ont pas été et 8 l'ont été partiellement.

Une liste exhaustive des objectifs et indicateurs figure à l'annexe 1.

Les efforts déployés pour continuer à fournir un appui technique de grande qualité par l'intermédiaire de plates-formes virtuelles avaient été engagés l'année précédente et ils se sont intensifiés en 2021. Grâce à une flexibilité et une adaptabilité accrues, le Secrétariat a ainsi pu exploiter pleinement les avantages de l'enseignement à distance pour l'AT.

Cependant, cette expérience a également démontré que les formations en présentiel offrent une part d'échanges, de motivation et de mise en relation enrichissante qui ne peut être entièrement reproduite dans un environnement virtuel.

**Figure 2. Taux de réussite (2017-2021)**




**AT et formation de l'OMC**

**Figure 3. Atteinte des objectifs d'AT**

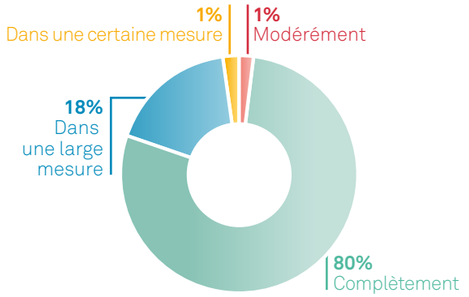
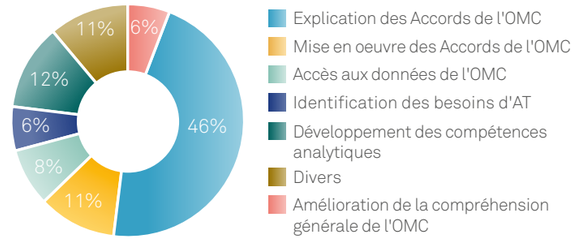


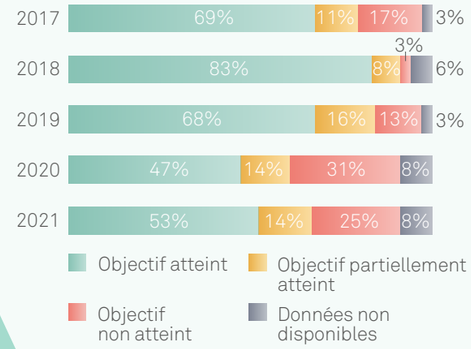

**Figure 4. Objectifs d'AT en 2021**



# RÉSULTAT CLÉ 1

## RÉSULTAT CLÉ 1

**Mise en œuvre des accords de l'OMC**



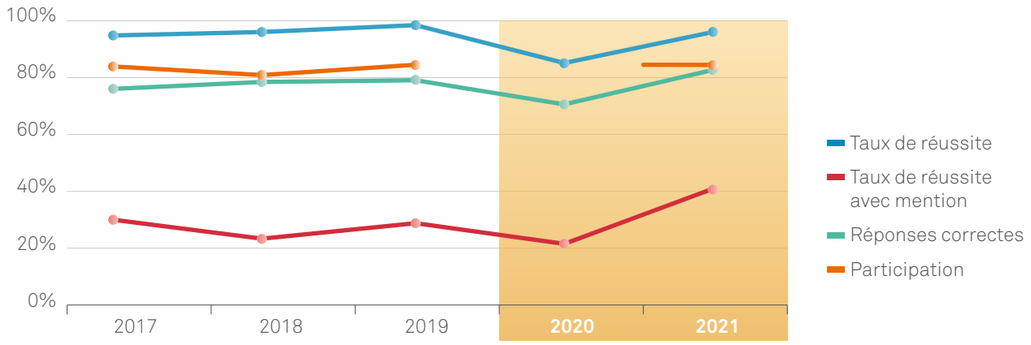

## Traverser la pandémie

En 2021, presque toutes les activités habituellement menées en présentiel ont eu lieu en ligne. Si, objectivement, la participation en résulte moins coûteuse et plus flexible, cela a toutefois eu des répercussions négatives sur le nombre de participants qui ont pu aller jusqu'au bout de leur formation. La possibilité de suivre les cours à distance ainsi que les changements de priorités des pouvoirs publics ont pu contraindre les participants à ajouter les activités de formations à leur charge de travail ordinaire, au détriment de leurs résultats.

Par exemple, le nombre de participants ayant achevé les activités d'introduction et intermédiaires en 2021 était largement inférieur à la moyenne enregistrée pour la période 2016-2018 (qui a servi de référence dans le Plan d'AT pour mesurer les progrès réalisés). Signe plus encourageant, le nombre d'apprenants ayant achevé des formations de niveau avancé a augmenté. Des explications sur les différences entre les niveaux d'introduction, intermédiaire et avancé figurent page 70.

Dans l'ensemble, les résultats ont été atteints pour ce qui est des cours en ligne: les cours régionaux de politique commerciale (CRCP) ont affiché une augmentation des taux de réussite, des taux de réussite avec mention et de la proportion de participants attribuant une note excellente au programme – cependant, aucun cours avancé de politique commerciale n'a eu lieu en 2021.

**Figure 5. Résultats du CRPC (2017-2021)**




*Note:* En 2020 et 2021, tous les CRPC ont eu lieu en ligne, à l'exception d'un seul organisé au début de l'année 2020.

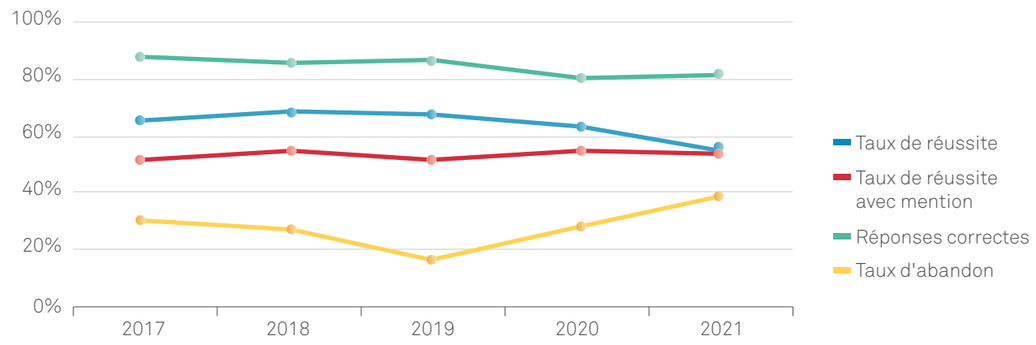






La participation aux cours en ligne (c'est-à-dire aux cours en auto-apprentissage qui étaient déjà disponibles sur internet avant la pandémie) est restée stable. Cependant, le taux d'abandon a augmenté tandis que celui de réussite a diminué, comme le montre la figure 6. La lassitude numérique provoquée par le travail à distance et les contraintes de temps expliquent peut-être cette tendance négative. Toutefois, le nombre d'apprenants en ligne ayant réussi à obtenir une mention s'est maintenu à un niveau analogue.

**Figure 6. Résultats de l'apprentissage en ligne (2017-2021)**



# RENFORCER LA TRANSPARENCE

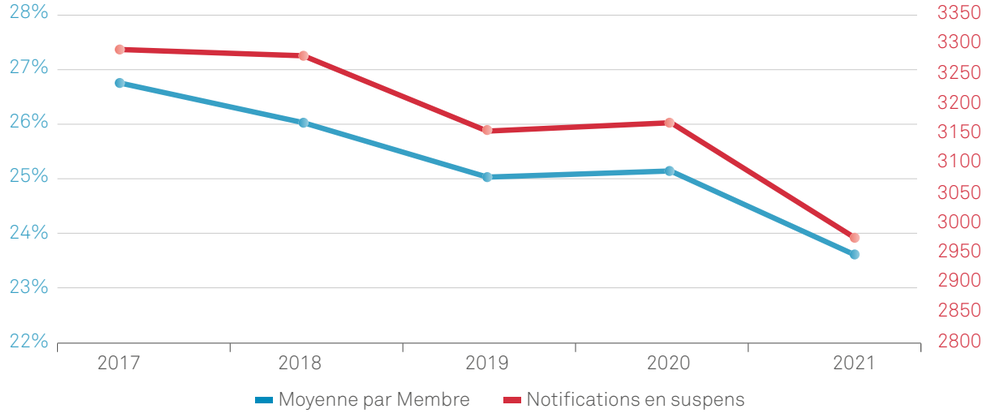
## Respecter les obligations de notification envers les partenaires commerciaux

La transparence est essentielle pour assurer un commerce ouvert et équitable. Lorsque les Membres informent leurs partenaires commerciaux des politiques et réglementations visant le commerce extérieur en temps voulu, leurs perspectives commerciales s'améliorent. Dans le cadre de ses activités d'AT, l'OMC reste déterminée à renforcer les capacités des bénéficiaires à remplir leurs obligations en matière de transparence, y compris la notification de nouvelles mesures commerciales.

L'AT apportée en matière de transparence vise à réduire le nombre de notifications «en suspens» ou «attendues». En 2021, les bénéficiaires de l'AT avaient en moyenne 23,6 notifications en suspens, un chiffre bien inférieur à la moyenne enregistrée pour la période 2016-2018 (soit 28), prise comme référence dans le cadre logique. L'amélioration soutenue illustrée par la figure 7 peut être attribuée à la réactivité des Membres et à l'augmentation du nombre de notifications présentées dans les domaines des mesures SPS, des OTC, de l'agriculture et des ADPIC.

En 2021, l'OMC a organisé 15 activités liées à la transparence qui ont réuni 583 participants issus de 83 Membres et Observateurs. Neuf activités nationales ont été menées en Afghanistan, en Afrique du Sud, en Arabie saoudite, aux Bahamas, au Bangladesh, à Djibouti, à Sainte-Lucie et au Viet Nam. Les diverses prescriptions en matière de notification et les dispositions et outils de l'Accord OTC relatifs à la transparence y ont été abordés. Des activités régionales ont été organisées en Amérique latine et au Moyen-Orient sur les systèmes de présentation des notifications en ligne et les notifications concernant les subventions. Des activités mondiales ont été menées sur les notifications dans les domaines des mesures SPS, des licences d'importation et de l'agriculture.

**Figure 7. Notifications en suspens des bénéficiaires (2017-2021)**




**Aperçu des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence et PCS**

**Examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'accord OTC**

**Rapport sur les notifications concernant les ADPIC**





Le nombre de notifications présentées par les bénéficiaires de l'AT a considérablement augmenté au cours de ces dernières années. Les notifications OTC l'illustrent bien: en 2021, les PMA Membres en ont présenté 63% de plus qu'en 2020, contre une progression de seulement 5% enregistrée entre 2019 et 2020.

Collectivement, les pays en développement et PMA Membres de l'OMC ont été à l'origine de 85% des nouvelles notifications OTC présentées en 2021. Comme le montre la figure 8, la progression des bénéficiaires de l'AT s'agissant de la présentation de nouvelles notifications OTC est relativement constante depuis 2012.

En outre, les Membres africains ont fait preuve d'un dynamisme particulier dans la présentation de notifications OTC en 2021: le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie figurent ainsi parmi les 10 Membres ayant présenté le plus grand nombre de notifications OTC. Comme le montre la figure 9, les résultats de l'Afrique en matière de nouvelles notifications OTC ont suivi une tendance à la hausse, qui date en fait de 2016.

**Figure 8. Présentation de nouvelles notifications OTC par statut de développement économique (2012-2021)**

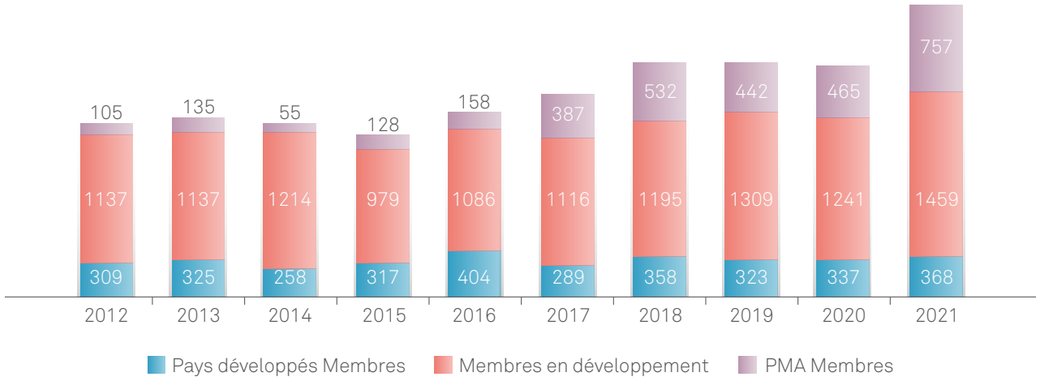
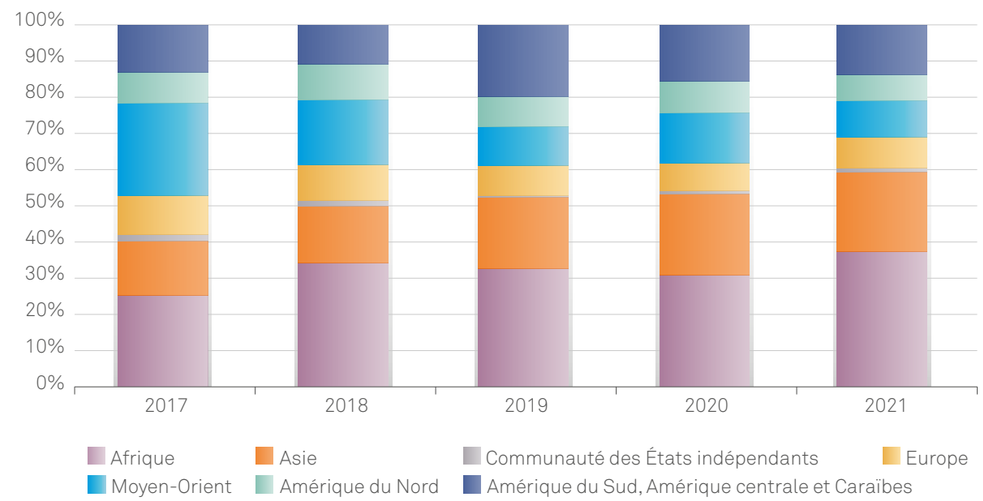
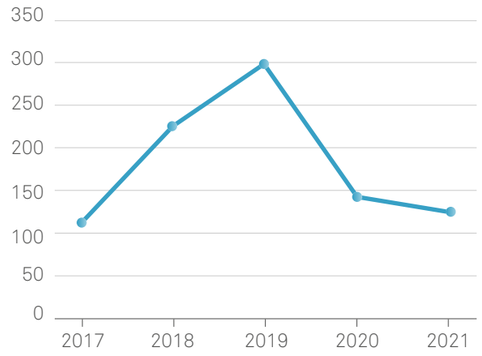



**Figure 9. Part des nouvelles notifications soumises par région (2017-2021)**



Au cours des cinq dernières années, les notifications relatives à l'agriculture ont représenté environ 60% de l'ensemble des notifications en suspens. Étant donné que de nouvelles prescriptions dans ce domaine s'ajoutent chaque année, le suivi de l'influence de l'AT est un défi statistique. Pour contourner cette difficulté, une solution consiste à inscrire la réduction du nombre de notifications en suspens à la fin de l'année précédente, comme dans la figure 10. Cependant, les bénéficiaires de l'AT ont réduit de façon régulière leur arriéré de notifications relatives à l'agriculture tout en respectant les nouvelles prescriptions en matière de notification.

**Figure 10. Réduction des notifications agricoles en attente (2017-2021)**




## Gros plan: Le Réseau pour la transparence de l'OMC

Le Secrétariat soutient également d'autres initiatives informelles destinées à renforcer la transparence, comme le réseau lancé en 2020pour améliorer la cohérence et l'efficacité du cadre de transparence de l'OMC. Il s'agit d'exploiter des synergies dans la gestion de l'information, de partager de meilleures pratiques relatives à la participation des Membres, et de promouvoir une AT et une collaboration efficaces auprès des délégués et des Membres.

Parmi les autres avantages offerts par le réseau figurent de nouvelles possibilités de coordination en matière de transparence dans l'ensemble du Secrétariat ainsi que l'émergence de nouvelles idées et solutions.

**Liste des systèmes en ligne de l'OMC**

“Je recommanderais au Secrétariat de continuer à promouvoir le Réseau pour la transparence. Le haut degré d'engagement, les effets positifs constatés et sa très bonne réputation au sein du personnel donnent à penser qu'il s'agit là d'un atout important pour le Secrétariat.



***Nicholas Davis,***
*Global Foresight Group, Suisse*





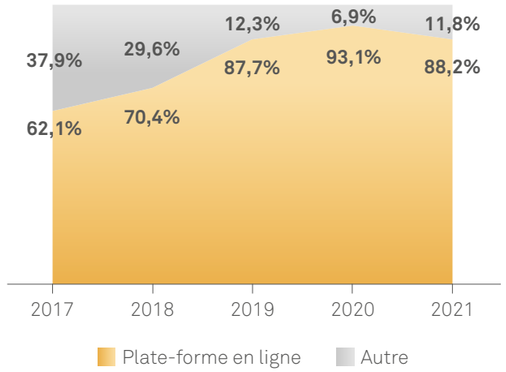
## Optimiser les plates-formes en ligne

Les Membres utilisent de plus en plus les plates-formes en ligne pour présenter leurs notifications. Grâce aux plates-formes spécialisées, les notifications parviennent en temps opportun à tous les Membres, qui peuvent réagir ou apporter des précisions. Il existe trois grandes catégories: les plates-formes de présentation, les répertoires de notifications, et les services d'alertes sur inscription et forums de discussion.

Au cours des dernières années, les formations relevant de l'AT ont progressivement intégré des modules sur l'utilisation de ces plates-formes en ligne, dont les résultats sont manifestement positifs. Par exemple, la part des notifications OTC transmises par l'intermédiaire de ces moyens n'a cessé de progresser au cours des cinq dernières années, culminant à 93,1% en 2020 pour s'établir à 88,2% en 2021, comme le montre la figure 11.

De la même manière, la part des rapports présentés par l'intermédiaire du système de présentation eTRIPS est passée de 58% à 89% entre 2019 et 2021, tandis que la part des notifications transmises au moyen de ce système a grimpé de 73% à 90% au cours de la même période.

**Figure 11. Notifications OTC par mode de présentation (2017-2021)**




**En bref: Les principaux systèmes en ligne de l'OMC pour la transparence:**

*La **plate-forme ePing SPS et OTC** facilite le suivi des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des obstacles techniques au commerce (OTC). Elle permet aux utilisateurs de consulter les notifications, les préoccupations commerciales et les renseignements relatifs aux points d'information, ainsi que d'obtenir des informations sur des notifications et de s'inscrire pour recevoir des alertes concernant certains produits et/ou marchés.*

*Le **système de présentation e-TRIPS** permet aux Membres de l'OMC de présenter des notifications, des documents d'examen et des rapports liés à l'Accord sur les ADPIC.*

*Le **portail e-TRIPS** offre un point d'accès unique aux renseignements relatifs à l'Accord sur les ADPIC.*

*Le **portail e-GPA** offre un point d'accès unique aux engagements concernant le champ d'application des Parties à l'AMP.*

*Le **système de présentation des notifications AG-IMS** permet aux Membres de présenter des notifications relatives à l'agriculture.*

*Le **système de gestion de l'information sur l'agriculture (AG-IMS)** donne accès aux notifications relatives à l'agriculture et aux archives du Comité de l'agriculture qui s'y rapportent.*

*Le **répertoire central des notifications** est une base de données interne de l'OMC qui contient toutes les notifications liées au commerce.*

RÉSULTAT CLÉ 1

# RENFORCER LA PARTICIPATION

## Augmentation du nombre de documents présentés par des pays en développement et PMA Membres

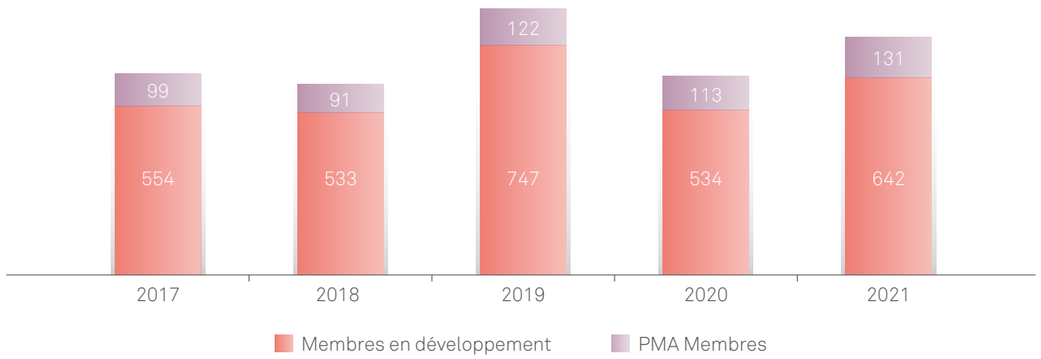
En renforçant les connaissances des Membres sur les Accords de l'OMC, les activités d'AT visent à accroître la participation effective des bénéficiaires au système commercial multilatéral. Les travaux des organes de l'OMC étant fondés sur les documents communiqués par les Membres, la capacité des pays en développement et des PMA Membres à présenter des documents «de fond» (propositions, déclarations, questions et réponses, rapports, etc.) est un indicateur indirect de leur aptitude à contribuer activement aux délibérations.

En 2021, le nombre de documents «de fond» présentés par les pays en développement et les PMA Membres a augmenté de près de 20% par rapport à l'année précédente; il reste toutefois inférieur au niveau record de 2019. Cette augmentation dénote une nette amélioration par rapport à la moyenne de la période 2016-2018, utilisée comme référence dans le Plan d'AT (773 documents de fond contre 619). Comme en 2020, 83% provenaient des pays en développement Membres et 17% des PMA Membres.

En 2020, la pandémie a perturbé les travaux de nombreux organes de l'OMC, avec la fermeture du Secrétariat pendant deux mois, la réduction du nombre de participants aux réunions et le passage à des interactions virtuelles. La tenue de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC prévue en 2021 (mais reportée à la dernière minute) peut expliquer l'augmentation du volume d'activité dans la plupart des organes et, partant, du nombre de documents présentés par les Membres.

**Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification**

**Figure 12. Nombre de documents de fond soumis par les bénéficiaires selon le statut de développement (2017-2021)**








RÉSULTAT CLÉ 1

Outre la présentation de documents de fond, l'implication des bénéficiaires de l'AT dans les travaux des organes de l'OMC dépend de la capacité de leurs délégués à participer effectivement aux procédures. Leur capacité à recourir aux mécanismes comme les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) au sein des comités compétents est un bon exemple de participation effective.

Les PCS permettent aux Membres de désamorcer des tensions commerciales au moyen du dialogue et de la coopération. Comme le montre la figure 13, la capacité des Membres en développement à soulever de nouvelles PCS devant le Comité OTC a régulièrement progressé au cours de ces dernières années. D'eux-mêmes ou en coordination avec des Membres développés, ils ont soulevé la majorité des nouvelles PCS relatives aux OTC enregistrées au cours de la dernière décennie (80% en 2021). Le même constat peut être formulé au sujet des nouvelles PCS soulevées devant le Comité SPS. Les Membres en développement ont également soulevé la majorité des nouvelles PCS concernant des mesures SPS au cours des 14 dernières années, leur part ayant culminé à 85% en 2021 (voir la figure 14). Les activités d'AT sur les normes (OTC et SPS), comme le cours SPS approfondi présenté plus bas, mettent l'accent depuis de nombreuses années sur le mécanisme des PCS; elles ont contribué à renforcer la capacité des pays en développement à y recourir.

**Figure 13. Nouveaux PCS soulevés dans le Comité OTC par statut de développement (1995-2021)**

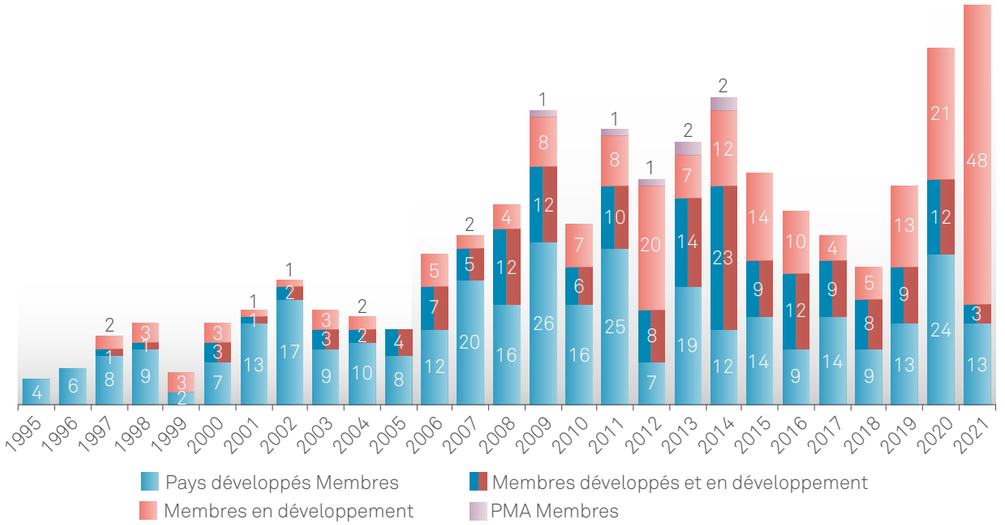
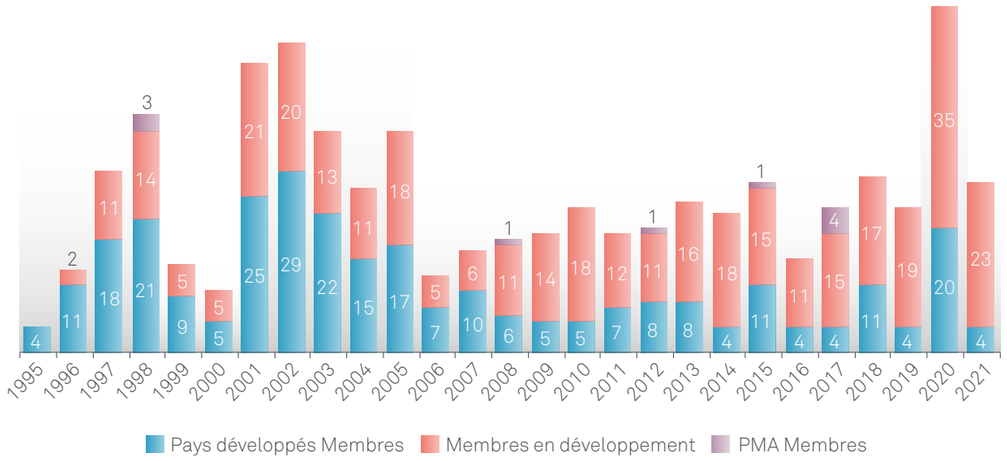


**Figure 14. Nouveaux PCS soulevés dans le Comité SPS par statut de développement (1995-2021)**




## Faciliter un commerce sûr grâce au renforcement des capacités SPS

Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à améliorer leurs capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour faciliter un commerce sûr. C'est à la fois un pôle de connaissances, qui recense et diffuse les bonnes pratiques dans le domaine SPS, et un mécanisme de financement pour la préparation et le déploiement de projets SPS collaboratifs.

En 2021, le STDF a continué d'être un partenaire clé pour les activités d'AT de l'OMC. Des exposés ont été présentés sur son rôle pionnier concernant la réduction des coûts commerciaux liés aux normes, l'utilisation d'approches fondées sur des données probantes pour éclairer la prise de décisions, le soutien aux mécanismes nationaux de coordination pour les normes SPS, et la production d'un nouveau guide sur l'élaboration de bonnes pratiques réglementaires.

STDF

> “La Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) a stimulé un potentiel commercial susceptible d'accroître fortement le bien-être économique des Africains. La séance consacrée au STDF était très importante, car il est primordial de renforcer les capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux pour évaluer les effets que pourrait avoir la Zone de libre-échange sur ce secteur.

***Doaa Galal,*** *Égypte*





## Renforcer la participation effective au sein du Comité SPS

Durant les deux dernières années, de nombreux cours de l'OMC ont dû basculer vers un format virtuel. En 2021, s'est tenu le premier cours approfondi en ligne - adapté du cours SPS avancé présentiel - pour continuer à transmettre aux fonctionnaires en poste dans les capitales qui assistent aux réunions du Comité SPS les connaissances permettant de renforcer leur participation.

Ainsi, 23 fonctionnaires chargés des questions relatives aux réglementations SPS dans diverses régions ont approfondi leur compréhension de l'Accord SPS et étudié les liens de celui-ci avec d'autres Accords de l'OMC. Ils ont également analysé le rôle et le fonctionnement du Comité SPS, des mécanismes nationaux de coordination et des travaux menés dans ce domaine par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (voir page 34). Parmi les autres thèmes abordés figuraient les obligations en matière de transparence, et les travaux de la Commission du Codex Alimentarius, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

Les participants ont également mené une étude de cas rigoureuse, dans le cadre de laquelle ils ont rédigé et présenté des interventions sur des PCS lors d'une simulation de réunion du Comité SPS. Cet exercice, ainsi que la séance de bilan qui a suivi, leur ont donné des orientations en vue de tirer le meilleur parti de l'Accord SPS. «On nous a fourni de nombreux documents utiles pour renforcer la coordination du Comité national SPS et améliorer le respect des obligations du Nigéria en matière de transparence dans le cadre de l'Accord», explique M. Shola Fagile, Fonctionnaire chargé des affaires commerciales II au Département du commerce extérieur du Ministère fédéral de l'industrie du Nigéria.

Plusieurs personnes ayant suivi la formation ont déclaré qu'elles appliqueraient immédiatement les connaissances acquises dans leur travail quotidien. Par conséquent, elles devraient pouvoir aider efficacement le Comité à remplir son rôle de forum international chargé de discuter des mesures SPS et de régler les PCS.




***Ihssane Beqqali,*** *chef de la Division de la normalisation et des questions SPS, Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, Maroc*

> “La gestion des notifications SPS adressées à l'OMC au niveau national nécessite un renforcement régulier des capacités du personnel, et l'assistance technique nous a aidés, en tant que «points d'information» SPS dans différents pays, à faire connaissance afin de mieux coopérer et communiquer les uns avec les autres.

# FORMATION EN COURS D'EMPLOI

## Nombre record de stagiaires pour le renforcement des capacités commerciales à l'OMC

En 2021 comme en 2020, les programmes de stages ont été épargnés par les effets de la pandémie. Les stagiaires ont pu, malgré les restrictions de déplacement, participer effectivement aux différents programmes, ce qui nécessite d'être présent à Genève.

Les programmes de stages relevant de l'AT de l'OMC permettent à des fonctionnaires de rang intermédiaire et à de jeunes professionnels chargés des questions commerciales d'apprendre par la pratique en travaillant soit au sein du Secrétariat soit avec les représentants de leur pays auprès de l'OMC.

Les stages sont un type d'assistance technique très particulier: ils sont plus longs (10 mois en moyenne, tandis que certains ateliers ne durent que quelques jours) et ont un coût bien plus élevé que la moyenne. Le Programme de stage de coordonnateur régional (PSCR) et le Programme des jeunes professionnels (PJP) disposent de ressources prévisibles, car ils sont entièrement financés par le Fonds global d'affectation spéciale pour l'AT de l'OMC. Pour les autres programmes, les ressources dépendent des contributions apportées par les bailleurs de fonds associés (la Chine pour le Programme de stages sur l'accession, la France et l'Irlande pour le Programme franco irlandais de stages pour les missions et les Pays-Bas pour le Programme de formation des Pays-Bas) et sont donc susceptibles de varier d'une année à l'autre.

En 2021, l'OMC a accueilli 56 stagiaires, un chiffre record. Dans un esprit d'inclusion et en vue de renforcer les capacités des Membres qui en ont le plus besoin, presque la moitié des participants sélectionnés provenaient de PMA. Le nombre total de stagiaires est stable depuis 2018, lorsque le PJP a commencé à embaucher une douzaine de stagiaires par an.

Les stagiaires et les jeunes professionnels sont évalués au moyen de mécanismes leur permettant d'échanger des observations avec leurs supérieurs hiérarchiques. Sur les 56 personnes ayant participé à ces programmes en 2021, près d'un tiers (30%) ont dépassé sensiblement les exigences. Dans les deux tiers restants, la plupart (64%) ont pleinement satisfait aux normes de comportement professionnel, tandis que trois stagiaires seulement ont reçu la note «partiellement satisfaisant».

**Programmes de stages**

### Programme de stages sur l'accession (PSA)

Quatre jeunes professionnels originaires de Chine, d'Inde, du Kenya et du Venezuela ont suivi le PSA en 2021, soit un nombre identique à celui de l'année précédente.

Les stagiaires ont été affectés au Secrétariat et ils ont apporté un soutien au processus d'accession de pays comme l'Algérie, l'Azerbaïdjan, les Bahamas, le Bélarus, la Guinée équatoriale, l'Ouzbékistan ou le Timor-Leste. Ils ont également participé aux travaux du programme «Le commerce au service de la paix», récemment lancé dans l'objectif d'aider les pays fragiles et touchés par des conflits à parvenir à la stabilité et à la prospérité en accédant à l'OMC.

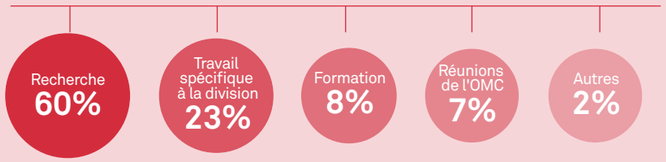
> “C'est un honneur d'avoir pris part aux efforts déployés pour aider des pays en développement dans leur parcours vers l'accession à l'OMC.



***Angela Min Yi Hou,***
*stagiaire du PSA, Chine*

**QUI:** jeunes diplômés
**D'OÙ:** PMA et pays en développement
**QUOI:** travail au sein de la Division des accessions du Secrétariat de l'OMC
**COMBIEN DE TEMPS:**
10 mois en moyenne

**Répartition du temps des stagiaires**








### Programme de stages des Pays-Bas (PSPB)

En 2021, 15 jeunes fonctionnaires de pays en développement et de PMA ont eu l'occasion de développer leurs connaissances sur les questions commerciales, sous la direction de fonctionnaires du Secrétariat. Ils ont réparti leur temps entre des travaux au sein de leurs divisions respectives, des activités de recherche, des séances de formation et des réunions tenues par les groupes de l'OMC.

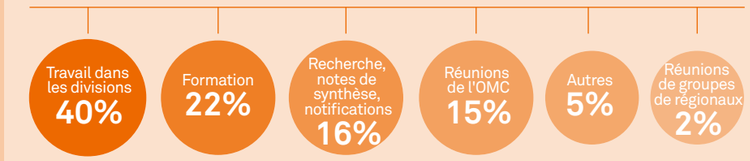


***Brenda Bvalani,***
*stagiaire du PFPB, Malawi*

> “Je sais maintenant qu'un vaste programme d'assistance technique est mis à la disposition des PMA, et j'ai appris comment utiliser la flexibilité ménagée par les Accords de l'OMC pour permettre à nos pays de tenir leurs engagements et de renforcer leur participation au système commercial multilatéral.

**QUI:** fonctionnaires gouvernementaux
**D'OÙ:** pays en développement et PMA membres et les petites et économies vulnérables
**QUOI:** apprendre en emploi au Secrétariat de l'OMC
**COMBIEN DE TEMPS:**
9,5 mois en moyenne

**Répartition du temps des stagiaires**






## Programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP)

En 2021, dans le cadre du FIMIP 20 fonctionnaires de niveau intermédiaire en poste dans les capitales et travaillant sur les questions commerciales ont été admis pour rejoindre la délégation de leur pays d'origine à l'OMC. Il s'agit de l'une des plus fortes participations enregistrées depuis le lancement du programme, et 75% des stagiaires étaient issus de PMA. Ils ont approfondi leurs connaissances sur les Accords de l'OMC et ont pu se tenir au courant des processus de négociation engagés concernant leur pays, des questions examinées et des procédures de travail de différents organes de l'OMC. De fait, plus de la moitié de leur temps était consacrée à des réunions de divers comités et groupes de l'OMC.



***Gobinda Bahadur,***
*stagiaire du FIMIP,*
*Népal*

> “J'ai pu observer, échanger et me faire une idée des stratégies et techniques utilisées dans les négociations multilatérales, ce qui a renforcé mes propres compétences en matière de négociation. Les négociations sur les subventions à la pêche et les discussions sur la dérogation à l'Accord sur les ADPIC étaient parmi les processus les plus instructifs.

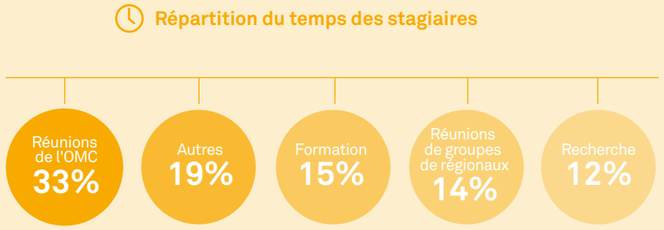
**QUI:** les fonctionnaires de niveau intermédiaire basés dans la capitale

**D'OÙ:** Membres en développement et PMA

**QUOI:** travail dans les missions permanentes de leur pays auprès de l'OMC

**COMBIEN DE TEMPS:** 9,5 mois en moyenne

**Répartition du temps des stagiaires**




## Programme de stages de coordonnateur régional (PSCR)

Ce programme, organisé à la demande de Membres coordonnant un groupe régional ou un groupe de pays au sein de l'OMC, a accueilli quatre fonctionnaires en poste dans les capitales en 2021. En plus de renforcer leurs propres capacités, les participants, qui venaient du Burkina Faso, de la Jamaïque, de Maurice et du Samoa, ont aidé leurs missions à participer aux activités courantes de l'OMC et à faire face à la charge de travail supplémentaire découlant de leurs responsabilités en tant que coordonnateurs de groupe.

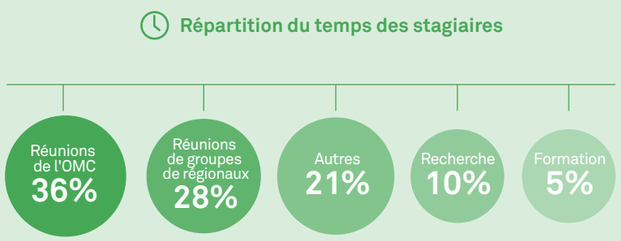
**QUI:** les fonctionnaires de niveau intermédiaire basés dans la capitale

**D'OÙ:** Membres coordonnant un groupe régional ou un groupe de pays à l'OMC

**QUOI:** travail dans la mission permanente du coordinateur de groupe

**COMBIEN DE TEMPS:** durée du mandat du coordinateur, 1 an maximum

**Répartition du temps des stagiaires**








## Programme des jeunes professionnels (PJP)

Quatorze jeunes professionnels de diverses origines (de l'Eswatini à la Géorgie en passant par le Guatemala et la Thaïlande) ont été sélectionnés parmi plus de 2 400 candidats pour le programme de 2021. Ils ont été intégrés pendant 11 mois dans différentes divisions du Secrétariat de l'OMC (agriculture et produits de base, accès aux marchés, développement, règles, etc.) afin d'acquérir des connaissances sur un large éventail de sujets liés au commerce.



***Carmina Baéz,***
*stagiaire du PJP,*
*République dominicaine*

> “Je souhaitais approfondir mes connaissances relatives à l'Accord SPS tout en m'initiant à d'autres domaines de travail de l'OMC, et mes attentes ont été largement dépassées.

**QUI:** jeunes professionnels qualifiés

**D'OÙ:** priorité aux PMA et aux pays en développement n'ayant pas ou peu de représentation professionnelle au sein du Secrétariat de l'OMC

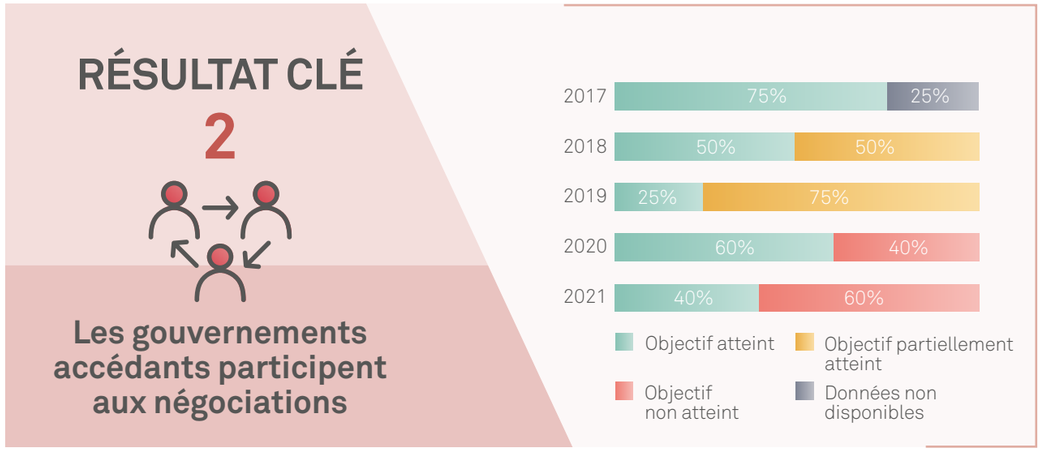
**QUOI:** travail dans une division du Secrétariat

**COMBIEN DE TEMPS:** 1 an maximum

**Domaines de travail des jeunes professionnels en 2021**



# SOUTIEN AUX ACCESSIONS




## Devenir Membre de l'OMC

Dans l'ensemble, le niveau de participation aux activités d'AT des gouvernements souhaitant accéder à l'OMC était comparable à celui des années précédentes. Parmi les participants, il y avait plus de 800 représentants de pays Observateurs auprès de l'OMC; la plupart venaient d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale, du Caucase et d'Afrique.

L'AT aide les gouvernements accédants à surmonter les difficultés techniques au cours du processus, mais elle ne peut se substituer à une impulsion politique.

Durant l'année 2021, plus de la moitié des gouvernements accédants ont poursuivi leurs travaux en vue de devenir Membres de l'OMC. Les cours de portée générale ont attiré la plupart des participants venus de pays Observateurs, devant les activités sur les normes et celles strictement axées sur les accessions. S'agissant des modalités d'apprentissage, les choix de ces participants étaient semblables à ceux des autres: 56% ont suivi des cours en ligne.



***Dávida Mesquita,***
*Participante du Cours de formation virtuel sur le commerce des services pour les gouvernements accédants, Timor-Leste*

> “Ce cours m'a permis de mieux comprendre les aspects dont les pays devraient tenir compte lors de l'établissement d'une offre initiale en matière d'accès aux marchés concernant le commerce des services. Cela va m'être très utile, étant donné que je participe au groupe de travail du Timor-Leste sur l'accession à l'OMC et que nous en sommes actuellement en train d'établir cette offre initiale.







Les activités mondiales sont une bonne occasion de réunir des fonctionnaires de différents gouvernements accédants, qui leur permet de discuter de leurs besoins communs. Par exemple, en 2021, des participants venus de 15 Observateurs ont pris part à une formation virtuelle destinée aux gouvernements accédants du monde entier, organisée avec le Centre du commerce international et axée sur le commerce des services.

En parallèle, des ateliers nationaux ont été organisés aux Bahamas, au Bélarus, au Bhoutan, aux Comores et en Ouzbékistan en vue d'aborder des sujets spécifiques comme les questions de procédure relatives aux accessions, le système d'alerte ePing (voir page 31) et les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

Plusieurs PMA ayant le statut d'Observateur ont connu des avancées dans le cadre de leur processus d'accession: les groupes de travail des Comores et du Timor-Leste ont tenu des réunions formelles, tandis que le Soudan a organisé une réunion informelle qui a conduit à la tenue d'une réunion formelle plus tard dans l'année. Six documents ont été établis ou révisés en 2021: un Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de Curaçao, des résumés factuels des points soulevés pour les groupes de travail de l'Ouzbékistan, du Soudan et du Timor-Leste, et des projets de rapports révisés pour ceux de l'Azerbaïdjan et des Comores. En outre, six feuilles de route pour l'accession ont été révisées.

**Accessions à l'OMC**

**Figure 15. Nombre de documents d'accession présentés (2018-2021)**

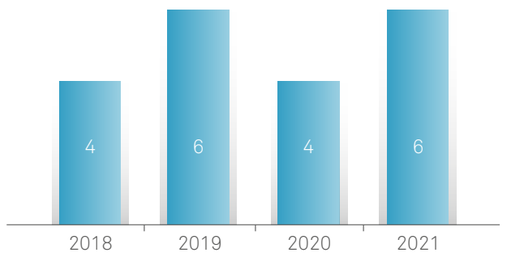



**Figure 16. Réunions sur l'accession par type (2018-2021)**

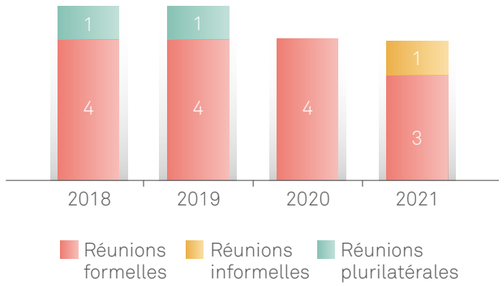
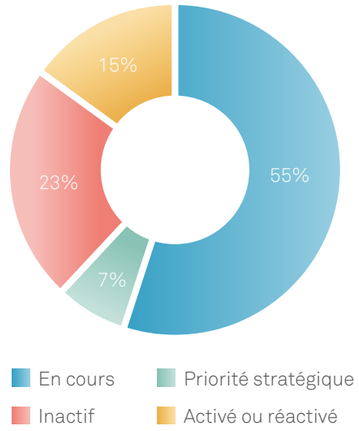



**Figure 17. Participation des observateurs aux formations par état d'avancement des accessions en cours en 2021**



RÉSULTAT CLÉ 2

## Une participation inégale des Observateurs

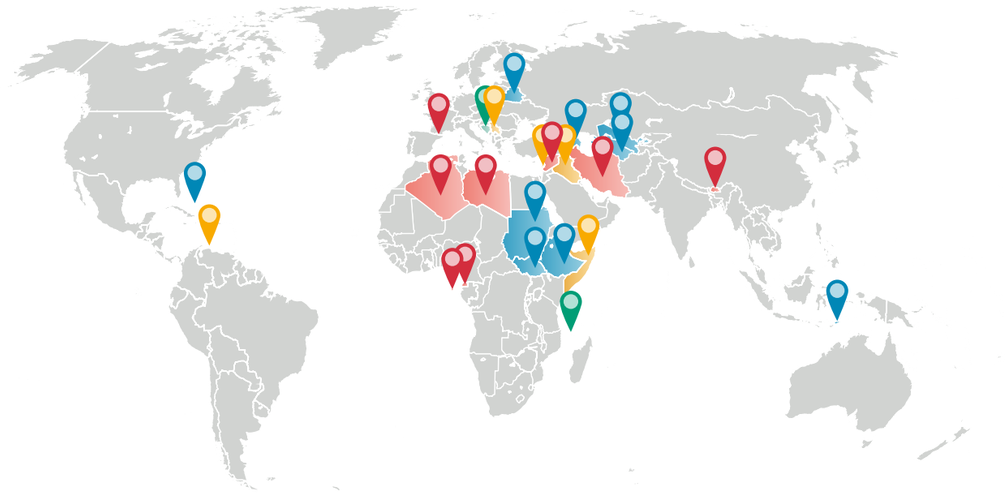
Pour la plupart des Observateurs représentés dans les activités d'AT, le processus d'accession est «en cours», ce qui signifie que certains progrès techniques sont réalisés et que des échanges de renseignements se tiennent régulièrement avec l'OMC.

Environ 7% des participants étaient issus de deux pays, la Bosnie-Herzégovine et les Comores, dont l'accession a été identifiée comme «priorité stratégique»: compte tenu de l'avancement de leurs dossiers sur le plan technique, ces pays sont susceptibles d'accéder à l'OMC dans un avenir proche.

Des mesures ont été prises pour la «réactivation» des processus d'accession de l'Iraq, du Liban et de la Serbie, et l'«activation» de ceux de Curaçao et de la Somalie. Le Turkménistan a obtenu le statut d'Observateur en 2020 et présenté une demande d'accession à la fin de l'année 2021.

Aucune activité n'a été enregistrée au cours des trois dernières années pour le groupe de travail de la Guinée équatoriale, qui a donc rejoint l'Algérie, l'Andorre, le Bhoutan, l'Iran, la Libye, Sao Tomé-et-Principe et la Syrie, dont le processus est «inactif».

**Infographie 4. Carte du monde avec les observateurs par statut d'adhésion à l'OMC**



**Observateurs en priorité stratégique**

Bosnie-Herzégovine
Comores

**Observateurs dont le travail est en cours**

Azerbaïdjan
Bahamas
Bélarus
Éthiopie
Soudan du Sud
Soudan
Timor-Leste
Turkménistan
Ouzbékistan

**Observateurs dont le processus d'adhésion est activé ou réactivé**

Iraq
Liban
Serbie
Curaçao
Somalie

**Observateurs inactifs**

Algérie
Andorre
Bhoutan
Guinée équatoriale
Iran
Libye
Sao Tomé & Principe
Syrie





RÉSULTAT CLÉ 2

## Faciliter l'accession aux accords plurilatéraux

Dans le cadre de l'OMC, les accords plurilatéraux sont ceux dont tous les Membres de l'Organisation ne sont pas signataires. En 2021, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, la Macédoine du Nord, la République kirghize et le Tadjikistan ont activement préparé leur accession à l'un de ces traités: l'Accord sur les marchés publics (AMP).

L'AT a donc ciblé les Membres et Observateurs désireux d'accéder à l'AMP, à la fois en sélectionnant des représentants qualifiés pour participer aux activités générales et en organisant des séances spécifiques sur les questions connexes.

Plusieurs activités menées en 2021 (parmi lesquelles un atelier régional pour l'Europe centrale et orientale, l'Asie centrale et le Caucase et un cours mondial avancé) contenaient des modules sur les avantages concernant l'accession à l'AMP. La participation active du Brésil à des activités d'AT depuis plusieurs années, y compris en 2021 pour l'atelier mondial avancé, a débouché sur des négociations actives en vue d'accéder à l'AMP en 2012, et plus récemment sur la présentation d'une offre révisée concernant l'accès aux marchés.

En 2021, le nombre de documents distribués concernant l'accession à l'AMP a plus que doublé par rapport à 2020, pour atteindre une moyenne de 2,7 documents par processus actif. Ce chiffre reste toutefois bien loin de la moyenne de 6,8 enregistrée pour la période 2016-2018.

## Qu'est ce que l'AMP?

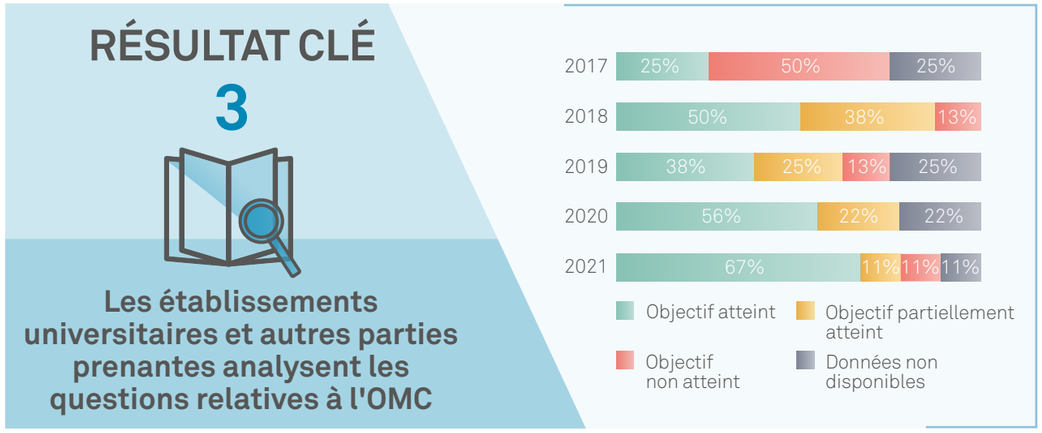
L'objectif fondamental de l'AMP est l'ouverture mutuelle des marchés publics entre ses Parties. À l'issue de plusieurs cycles de négociations, les Parties ont ouvert des activités de passation de marchés à la concurrence internationale (c'est-à-dire aux fournisseurs des Parties proposant des marchandises et des services) pour une valeur annuelle estimée à plus de 1 700 milliards d'USD.

L'Accord compte actuellement 21 Parties, représentant 48 Membres de l'OMC. Trente-cinq Membres/Observateurs et quatre organisations internationales participent au Comité des marchés publics en qualité d'observateurs. Parmi ces Membres, 11 ont engagé le processus d'accession à l'Accord.




**L'Accord sur les marchés publics**

# APPROFONDIR L'ÉTUDE




## Encourager la recherche sur le commerce dans les milieux universitaires

Les milieux universitaires jouent un rôle central pour créer des connaissances et des données probantes sur le commerce, former de futurs spécialistes et fonctionnaires chargés du commerce, et conseiller les responsables politiques sur la base de travaux de recherche. Par conséquent, l'établissement de partenariats avec les universités et les chercheurs au niveau local est un moyen efficace d'accroître les connaissances concernant le commerce et les questions liées à l'OMC dans les pays en développement et les PMA Membres et Observateurs.

Le Programme de chaires de l'OMC (PCO) soutient depuis 2010 des universitaires influents et leurs équipes afin d'encourager la recherche, l'adaptation des programmes d'étude et la diffusion des travaux auprès des responsables politiques. Ces activités font naître un dialogue autour du commerce et aident les gouvernements à forger leurs plans et politiques.

Au cours de deux cycles de quatre années (la Phase I et la Phase II) le PCO a établi un réseau de 19 universités (voir la carte pages 48 et 49). Ces institutions ont reçu de l'OMC une dotation annuelle pendant les quatre premières années, puis elles ont continué à faire partie du réseau, bénéficiant ainsi de l'accompagnement du Secrétariat, de l'accès au Conseil consultatif, et de la notoriété du PCO.

En 2021, au total 17 institutions ont été retenues sur 126 candidatures émanant de 56 Membres pour participer au prochain cycle de quatre ans du PCO (Phase III - voir la liste à la page 49). Cela porte jusqu'à 36 le nombre d'universités participantes. En outre, un financement ponctuel a été accordé pour des projets de recherche spécifiques à des chaires ne recevant plus de dotation annuelle. Treize chaires ont collaboré étroitement pour dix projets de recherche différents avec des fonctionnaires gouvernementaux et autres responsables politiques (voir l'encadré page 47).

**Figure 18. Travaux de recherche des chaires de l'OMC (2017-2021)**

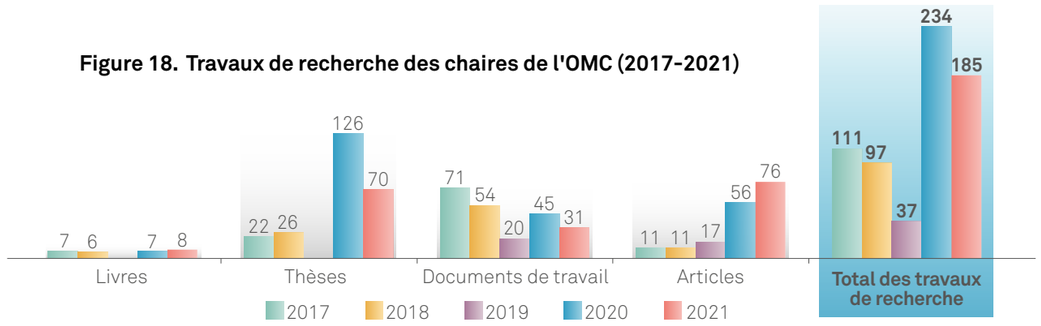







**Figure 19. Activités de sensibilisation des chaires de l'OMC durant la phase II (2017-2021)**

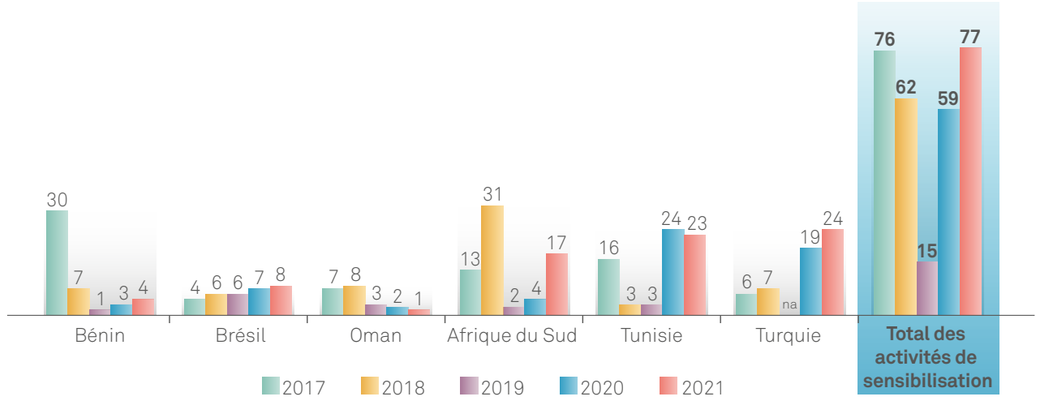
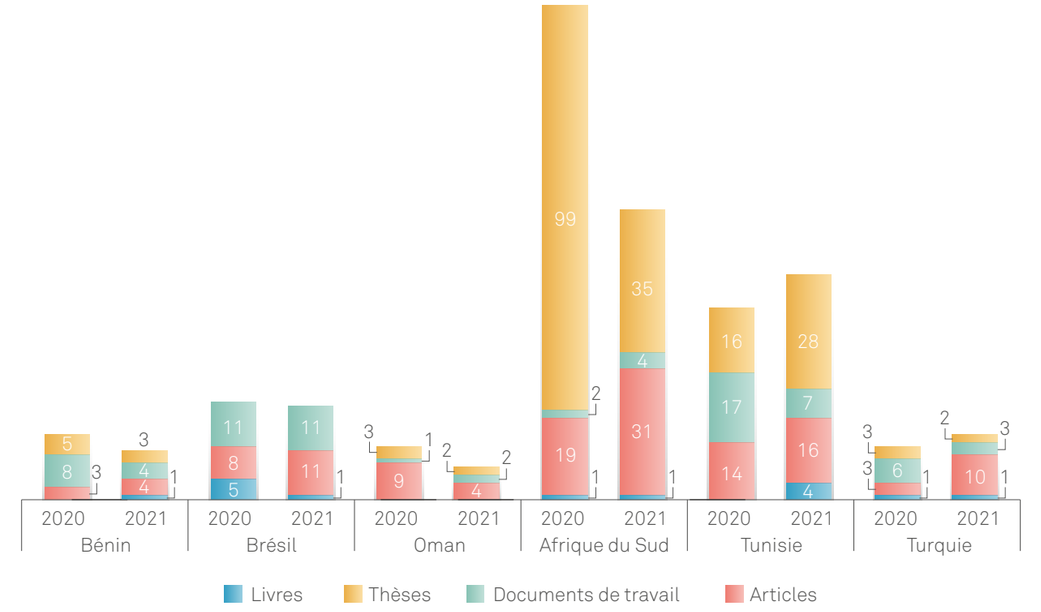



**Figure 20. Travaux de recherche des chaires de l'OMC durant la phase II par pays (2020-2021)**



Les publications des six chaires de la Phase II ont atteint en 2021 le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré pour le PCO, comme le montre la figure 18. Ces chaires ont continué à publier après 2019, lorsque les dotations annuelles de l'OMC ont pris fin, avec un fléchissement entre 2020 et 2021 principalement en raison du grand nombre de thèses publiées en 2020 (voir la figure 20).

Par ailleurs, le nombre d'activités de sensibilisation (conférences, séminaires, etc.) organisées par les chaires de la Phase II a augmenté en 2021, dépassant le niveau record enregistré en 2017 et attestant la flexibilité des chaires pour s'adapter rapidement durant la pandémie.

**Programme de chaires de l'OMC**



***Ahmad Makaila,***
*Ambassadeur du Tchad et Président du Groupe des PMA*

“

Le Programme de chaires de l'OMC offre l'opportunité de sensibiliser nos universités et nos instituts de recherche, ainsi que nos sociétés, à la politique commerciale internationale, et de créer des passerelles avec les décideurs et les fonctionnaires chargés de la formulation et de la mise en œuvre des politiques.



***Margarete Schramböck,***
*Ministre fédérale des affaires numériques et économiques de l'Autriche*

“

Il est capital d'enrichir les compétences des établissements universitaires liées au commerce pour renforcer la compréhension des questions commerciales dans les pays en développement et les PMA.







# Microentreprises dirigées par des femmes et relance de l'économie «bleue» à Maurice

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) jouent un rôle central dans l'économie et le développement de Maurice: elles représentent 99% du nombre total d'entreprises et environ 12% des exportations. Compte tenu de leur pertinence socioéconomique et de la dureté avec laquelle la pandémie les a frappées, la chaire de l'OMC à Maurice a lancé un projet en vue d'évaluer ces effets, en particulier sur les MPME dirigées par des femmes et sur les entreprises exerçant des activités de pêche et des activités maritimes durables (l'économie «bleue»).

Une enquête portant sur 380 entreprises de l'ensemble du pays a montré que 65,3% d'entre elles avaient été contraintes de cesser leurs activités lors du deuxième confinement mis en place en mars 2021. Selon Soomilduth Bholah, Ministre du développement industriel, des PME et des coopératives de Maurice, «le rapport fait ressortir plusieurs difficultés rencontrées par les MPME pendant le deuxième confinement, comme des problèmes de trésorerie, la baisse de la demande agrégée et l'amenuisement des possibilités d'accès aux marchés, ou encore l'augmentation du coût du fret.» M. Bholah a souligné que les responsables devaient «garantir que des politiques appropriées soient élaborées et mises en œuvre», et il a donc salué l'éclairage apporté par ce rapport.

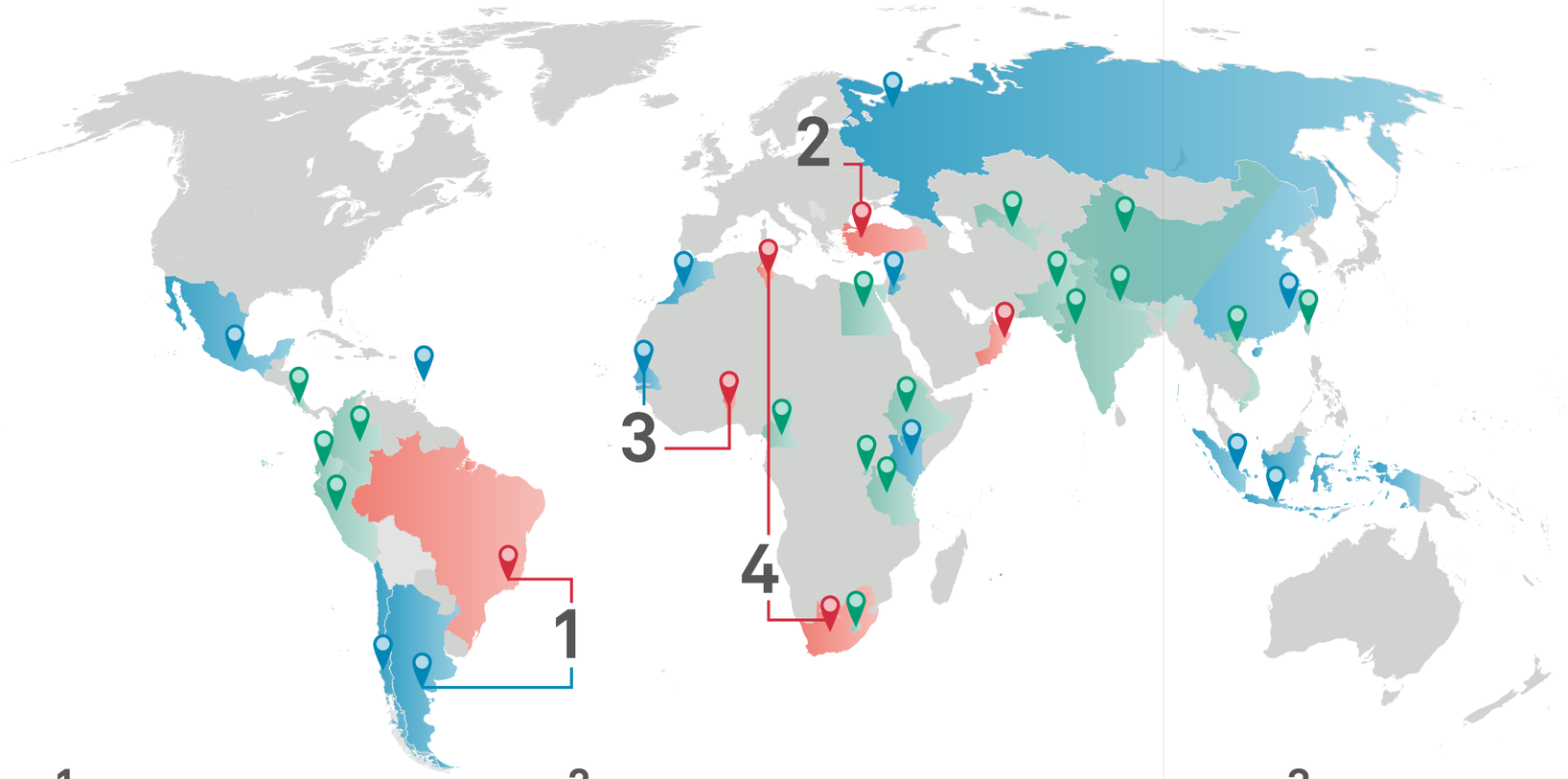
Par ailleurs, un groupe de réflexion sous forme virtuelle a été constitué avec l'*Association des femmes chefs d'entreprises et le Conseil national des femmes entrepreneurs de Maurice*. Ces discussions ont conduit à publication d'un deuxième document qui contenait une comparaison des conséquences de la pandémie pour les entreprises dirigées par des hommes et par des femmes, ainsi qu'une étude des facteurs empêchant les microentreprises mauriciennes dirigées par des femmes de numériser leurs opérations.

Ces deux publications donnent à penser que, compte tenu de leur part dans les exportations, les MPME peuvent constituer un important mécanisme de relance économique pour Maurice. Elles contiennent également des recommandations sur une série de stratégies visant à exploiter le potentiel de ces entreprises, que ce soit en encourageant les sociétés mauriciennes de taille plus importante qui participent aux activités d'exportation à s'approvisionner davantage en produits et en services auprès des MPME nationales ou en ciblant celles-ci dans le cadre de programmes de soutien sectoriel afin de renforcer leurs capacités commerciales.

Plusieurs conférences en ligne ont été organisées tout au long de l'année pour donner de la visibilité aux résultats des recherches et établir un dialogue avec les responsables politiques et autres acteurs concernés. L'un de ces événements virtuels, organisé par la chaire de l'OMC en décembre, avait pour objet de discuter de la façon dont les MPME font face aux conséquences de la crise sanitaire mondiale.



**Infographie 5. Carte mondiale des chaires de l'OMC et principaux points de 2021**




## 1 Méga-accords ARGENTINE-BRÉSIL et MERCOSUR

La chaire du Brésil, en collaboration avec sa collègue en Argentine, a élaboré un projet de recherche sur les effets macroéconomiques et commerciaux des politiques suivies par cinq pays en développement ayant récemment conclu des méga-accords, comme le Partenariat économique régional global et l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste. Ce projet a été financé par les Pays-Bas et prévoyait des événements de sensibilisation, auxquels ont participé les gouvernements.

D'autres activités de sensibilisation ont été consacrées à l'Accord relatif au MERCOSUR, au vu de son importance pour le Brésil. La chaire a été en mesure d'obtenir des fonds et d'établir des partenariats avec plusieurs acteurs du secteur public et du secteur privé. Deux cours ont été organisés, à savoir une formation en ligne et une nouvelle formation sur les politiques et réglementations en matière de commerce international, qui était consacrée à l'OMC et aux accords commerciaux préférentiels et spécifiquement conçue pour les femmes.

## 2 TURQUIE. Modifications de la législation de la concurrence, migrations et collaboration avec les exportateurs

La chaire de Turquie a examiné plusieurs sujets, à savoir les dispositions relatives aux accords de libre-échange, les réglementations relatives à la santé publique et leur justification dans le cadre des Accords de l'OMC, le Pacte vert de l'Union européenne et ses conséquences pour l'agriculture, et les accords de libre-échange conclus par la Turquie avec le Royaume-Uni et l'Union européenne, entre autres.

La chaire et son équipe ont publié plusieurs livres et chapitres de livres en 2021. En particulier, la chaire s'est appuyée sur les précédents travaux relatifs aux modifications de la législation et des politiques en matière de concurrence.

La chaire s'est associée à l'Assemblée des exportateurs turcs, qui représente environ 96 000 exportateurs, afin d'évaluer la décence des conditions de travail des entreprises turques à vocation commerciale. Elle a également assuré les fonctions de conseiller juridique principal auprès du Ministre turc du commerce.

S'agissant de l'élaboration des programmes d'études, un nouveau programme de certificats a été lancé dans le domaine des nouvelles approches du commerce international. Cinq étudiants en doctorats préparent actuellement leur thèse à l'université.





### Chaires de la phase I (2010-2014)

Faculté latino-américaine de sciences sociales (ARGENTINE), Université des Indes occidentales (BARBADE), Université de commerce international et d'économie de Shanghai (CHINE), Université du Chili (CHILI), Université d'État de Saint Pétersbourg (FÉDÉRATION DE RUSSIE), Université Gadjah Mada (UGM) (INDONÉSIE), Université de Jordanie (JORDANIE), Université de Nairobi (KENYA), Université Mohammed V-Souissi (MAROC), Université de Maurice (MAURICE), Institut technologique autonome de Mexico (MEXIQUE), Université Cheikh Anta Diop (SÉNÉGAL), Université nationale de Singapour (SINGAPOUR)

### Chaires de la phase II (2014-2019)

Université North-West (AFRIQUE DU SUD), Université d'Abomey-Calavi (BÉNIN), Fondation Getulio Vargas, Faculté d'économie de São Paulo (BRÉSIL), Université Sultan Qaboos (OMAN), Université de Tunis, Tunis Business School (TUNISIE), Université Bilgi d'Istanbul (TURQUIE)

### Chaires de la phase III

Université de Yaoundé II (CAMEROUN), Université de commerce international et d'économie (CHINE), Université des Andes (COLOMBIE), Université nationale (COSTA RICA), Université du Caire (ÉGYPTE), Université andine Simon Bolivar (ÉQUATEUR), Université d'Addis-Abeba (ÉTHIOPIE), Institut indien du commerce extérieur (INDE), Université nationale du Lesotho (LESOTHO), Faculté de gestion de Katmandou (NÉPAL), Université d'économie mondiale et de diplomatie d'Ouzbékistan (OUZBÉKISTAN), Faculté des sciences économiques de Lahore (PAKISTAN), Université catholique pontificale du Pérou (PÉROU), Université du Rwanda (RWANDA), Université nationale de Taiwan (TAIPEI CHINOIS), Centre africain de formation en politique commerciale (TANZANIE), Université de commerce extérieur (VIET NAM)

## 3 BÉNIN/SÉNÉGAL. Obstacles à l'intégration des chaînes de valeur régionales en Afrique de l'Ouest

Toutes les formations proposées par la chaire du Bénin en 2021 venaient d'être mises en place. La chaire a également collaboré avec l'Université Senghor d'Alexandrie en vue de financer et de lancer deux programmes de master. L'équipe de recherche a établi des liens forts avec le gouvernement.

En 2021, un projet mené conjointement avec la chaire de l'OMC au Sénégal et financé par la France a permis d'évaluer les obstacles auxquels les pays africains sont confrontés lorsqu'ils essaient d'intégrer les chaînes de valeur régionales. Il a pour objectif d'identifier les produits spécifiques offrant un avantage comparatif aux pays de la sous-région et d'élaborer des stratégies de diversification permettant de créer et de renforcer les chaînes de valeur régionales. La chaire du Bénin a également généré une base de données évaluant les conséquences de la pandémie sur les PME et les acteurs privés.

## 4 Analyse des possibilités commerciales entre l'AFRIQUE DU SUD et la TUNISIE et de la ZLECAf

La chaire d'Afrique du Sud a écrit un livre avec la chaire de Tunisie sur les possibilités commerciales entre l'Afrique du Sud et les PME tunisiennes, en ayant recours à une approche basée sur le modèle d'aide à la décision. Les résultats du projet ont été présentés au Département du commerce, de l'industrie et de la compétitivité de l'Afrique du Sud, au Conseil d'exportation des biens d'équipement d'Afrique du Sud et à l'Association d'exportation de tubes d'acier d'Afrique du Sud. De plus, la chaire d'Afrique du Sud a également publié un livre évaluant l'avenir numérique de l'Afrique.

Un autre projet de recherche, mené en collaboration avec la CEA de l'ONU, a permis d'évaluer les possibilités d'exportation du Cameroun en ayant recours à la même approche. On peut également citer deux autres activités en cours, dont un livre sur le commerce bilatéral permis par la ZLECAf, et un autre sur l'analyse des mégadonnées et la sélection des marchés internationaux.

La chaire continue de maintenir et de créer des liens forts avec les gouvernements nationaux et provinciaux dans le cadre de différents organismes et services.

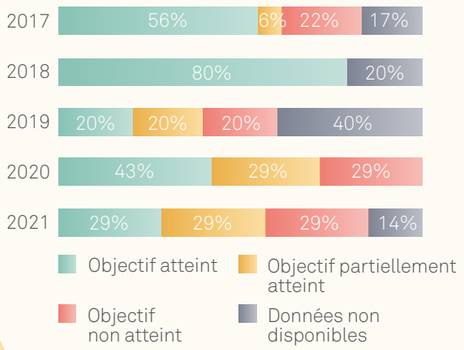
Toutes les formations existantes ont été actualisées en 2021, y compris celle sur les effets de la pandémie sur le commerce international et la logistique. L'université propose toujours un diplôme de premier cycle en économie et commerce international, ainsi qu'un diplôme de troisième cycle en commerce international.

# ÉLARGIR LE PUBLIC VISÉ

**RÉSULTAT CLÉ 4**



**Les acteurs non gouvernementaux sont sensibilisés aux questions de l'OMC**

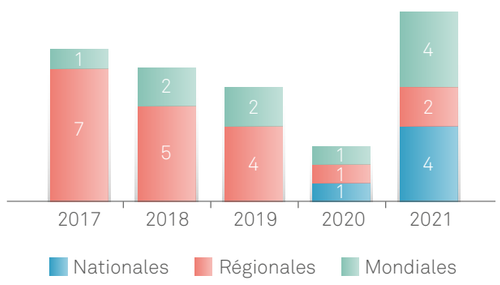



## Aller à la rencontre d'acteurs distincts du public traditionnel de l'OMC

Au-delà du principal public visé (les fonctionnaires gouvernementaux), l'AT de l'OMC cherche à toucher un public plus large pour mieux faire comprendre les questions liées au commerce et les discussions en cours. À cette fin, les activités de sensibilisation favorisent le dialogue avec les législateurs, les représentants de la société civile, les journalistes et les acteurs du secteur privé.

Si elles ont été très rares en 2020, les activités de sensibilisation organisées par l'OMC à l'intention des acteurs extérieurs se sont toutefois intensifiées en 2021 pour atteindre le niveau le plus haut des cinq dernières années, comme le montre la figure 21. Les résultats ont cependant été inégaux. D'une part, les objectifs fixés s'agissant des demandes de matériels de formation en ligne et du nombre de pages Web consultées ont été atteints. D'autre part, les formations délivrées aux parties prenantes non gouvernementales dans le cadre de l'AT de l'OMC n'ont pas atteint le niveau escompté (qu'il s'agisse du nombre d'activités ou du nombre de participants). En l'absence de données disponibles sur la diversité des sujets liés à l'OMC couverts par les déclarations, les rapports et les documents produits par ces parties prenantes, il n'a pas été possible de mesurer la réalisation d'un tel objectif.

**Figure 21. Activités de sensibilisation (2017-2021)**




> La diversité des renseignements fournis dans ce cours nous permet d'expliquer l'incidence des décisions de grande portée sur la vie quotidienne de notre pays.



***Anabella Aparicio,** journaliste pour Sudestada, Informativos de Canal 10 et Radio Sarandí, Uruguay*

Au cours de l'année, les questions relatives au commerce mondial ont suscité beaucoup d'intérêt parmi ce public plus large, ce qui s'explique probablement par la tenue de la douzième Conférence ministérielle (CM12) de l'OMC, initialement prévue à la fin de l'année 2021. Malheureusement, la Conférence a été reportée en raison de la dégradation de la situation sanitaire.





Après une année sans aucune activité à l'intention des journalistes spécialisés dans le domaine des affaires et de l'économie, deux manifestations ont été organisées en 2021 en partenariat avec la Fondation Friedrich-Ebert (FES): l'une était destinée à des journalistes anglophones d'Afrique et d'Asie-Pacifique, l'autre à des correspondants et analystes latino-américains. Les participants ont eu l'occasion de dialoguer avec des diplomates et des fonctionnaires de l'OMC.

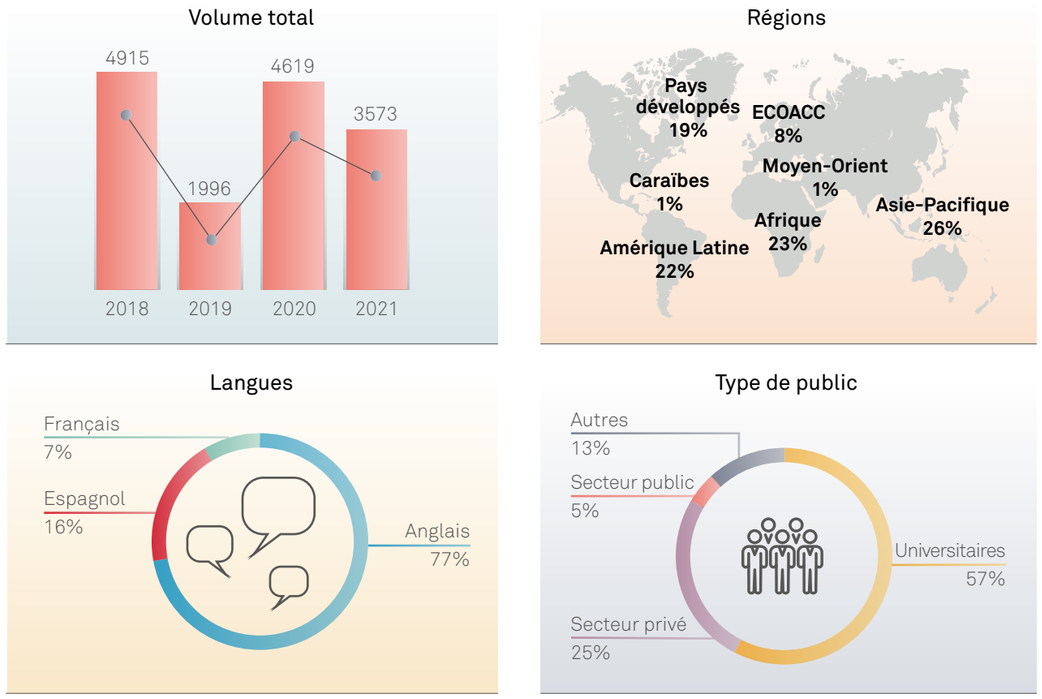
Un atelier a également été organisé à l'intention de législateurs de la région Asie-Pacifique, en collaboration avec la Fondation Temasek et l'École d'études internationales S. Rajaratnam de Singapour. Les parlementaires ont participé à des discussions sur les perspectives régionales et mondiales pour la reprise après la pandémie avec divers intervenants, dont des représentants de l'OMC.

Les acteurs du secteur privé ont manifesté un intérêt pour les cours plus spécialisés, et des webinaires nationaux sur l'utilisation de l'outil ePing ont été organisés spécialement à leur intention. Un autre webinaire, organisé en collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), a permis d'étudier les difficultés et les possibilités s'agissant de l'accès des PME aux marchés publics étrangers.

## Demandes de matériels de formation

Les plates-formes d'apprentissage en ligne de l'AT de l'OMC et de sa vaste gamme de cours en ligne et de matériels d'autoformation aspirent à 'atteindre des acteurs distincts du public traditionnel (y compris des participants de pays développés). En 2021, la demande concernant ces matériels a baissé de 23% par rapport à 2020. Le plus grand nombre de demandes émanait des milieux universitaires, devant les représentants du secteur privé, les fonctionnaires gouvernementaux et les membres d'ONG. Les régions comptant le plus grand nombre d'auto-apprenants étaient l'Asie-Pacifique, l'Afrique et l'Amérique latine. Comme pour le portefeuille d'apprentissage de l'AT de l'OMC dans son ensemble, le plus grand nombre de demandes portait sur les matériels en langue anglaise (77% de la demande totale).

**Infographie 6. Demandes de matériel de formation**



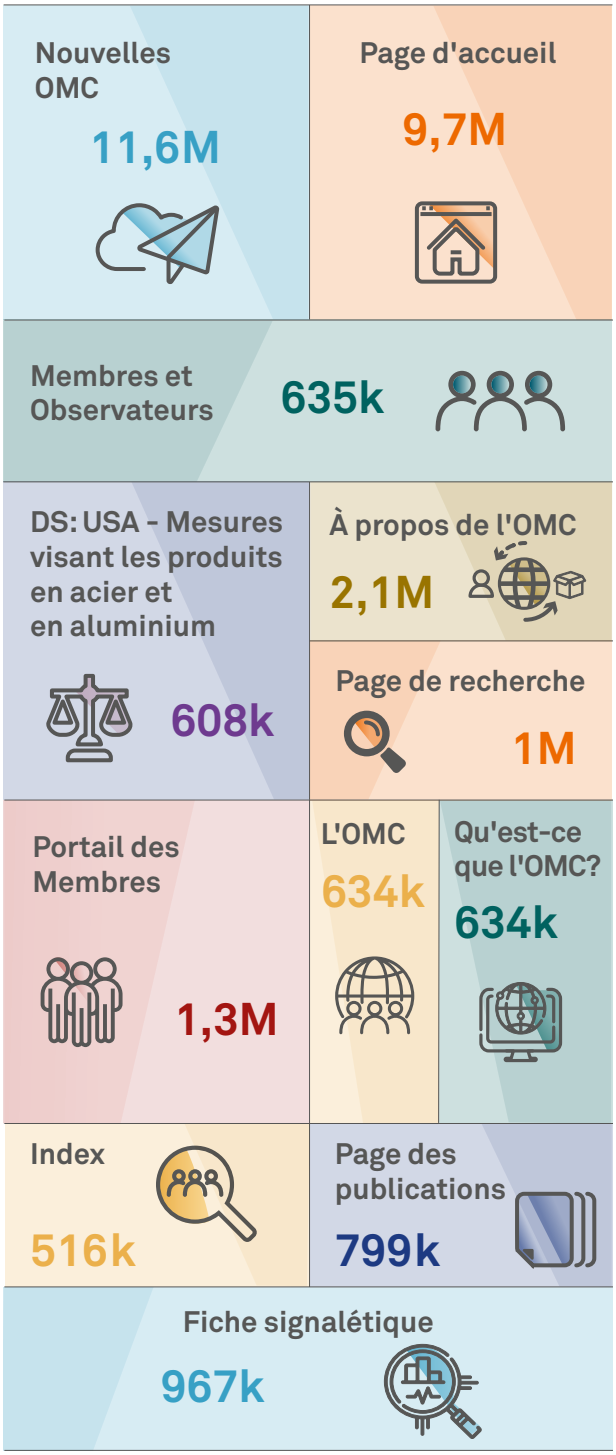
# Diversifier les canaux de promotion

Les réseaux sociaux constituent désormais le principal point d'accès au grand public et aux autres parties prenantes non gouvernementales; ils favorisent la diffusion de renseignements sur les questions commerciales et les activités d'AT de l'OMC. Par exemple, de plus en plus de campagnes sont menées sur Twitter pour faire connaître l'Accord SPS et ses conséquences pour le commerce des produits alimentaires et les consommateurs, ainsi que les activités d'AT dans ce domaine. Le hashtag #WTOsps sur Twitter témoigne de ces efforts.

Au cours de l'année 2021, davantage d'infographies, de vidéos et d'animations ont été publiées sur les comptes de l'AT de l'OMC sur les réseaux sociaux, dans le but de présenter l'information de façon plus conviviale et plus attrayante. Ces plates-formes ont été utilisées de manière intensive pour promouvoir les activités d'apprentissage en ligne – qu'il s'agisse des nouveaux cours, des webinaires ou des orientations à l'intention des apprenants. À la fin de l'année, le nombre de personnes suivant les activités de l'AT de l'OMC sur l'ensemble des réseaux sociaux avait augmenté de 19% par rapport à 2020.

Le «succès» des pages Web de l'AT et des articles d'actualité – mesuré par le nombre de vues – a de nouveau largement dépassé la moyenne de la période 2016-2018 prise comme référence dans le Plan d'AT (six fois plus de vues), bien qu'à un niveau quelque peu inférieur à celui de 2020.

**Infographie 7. Pages les plus consultées sur le site web de l'OMC**




**Cliquez ici pour suivre les médias sociaux de l'OMC sur l'AT**

# Chapitre 2
# Donner la priorité à l'inclusion



- **En 2021, le nombre de participants à l'AT de l'OMC originaires de PMA était plus élevé que les années précédentes**
- **La participation des femmes a également augmenté et de nouvelles formations sur le commerce et l'égalité des genres ont été dispensées**
- **Des problèmes de connexion Internet se sont posés pour des personnes participant de manière virtuelle depuis plusieurs régions**
- **La part et le nombre de cours dispensés dans des langues autres que l'anglais ont augmenté, tout comme les séances avec interprétation en direct**

# UNE ASSISTANCE TECHNIQUE INCLUSIVE

## Un commerce ouvert et efficient ne tolère aucune discrimination

Bridget Chilala, Directrice de l'IFCT

> Il est indispensable de donner aux personnes de tous horizons les moyens de contribuer aux négociations et aux processus décisionnels.

Intégrer et soutenir les économies en développement, aider les femmes et les petites entreprises à tirer parti du marché mondial, inclure des Membres aussi divers que possible… L'inclusion est inscrite dans l'ADN de l'OMC et, par conséquent, dans celui de l'assistance technique que l'Organisation offre aux bénéficiaires.

Les résultats clés qui mesurent le succès de l'AT ont en effet pour objectif de fournir une assistance à tous – Membres existants et nouveaux Membres de toutes les régions du monde, milieux universitaires, société civile, acteurs privés. Le développement ne peut pas être durable si ses bénéfices n'atteignent pas tout le monde.

Un Membre de l'OMC ne devrait pas établir de discrimination entre ses partenaires commerciaux, ni entre ses produits et services et ceux d'autres Membres; de même, il n'y a pas de place pour d'autres types de discrimination lorsqu'il s'agit de favoriser un commerce plus ouvert et plus efficient.

C'est la raison pour laquelle l'AT de l'OMC s'efforce d'inclure de plus en plus de femmes dans ses cours à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux, ses stages et ses programmes de formation. La réduction des disparités entre les hommes et les femmes est une question de justice, mais également un élément essentiel de la réalisation des objectifs de développement fixés par la communauté internationale. Ainsi, en 2021, nous avons continué à organiser des formations sur la relation entre l'égalité des genres et le commerce. En outre, des travaux de recherche ont été menés dans le cadre du Programme de chaires de l'OMC pour aider les femmes entrepreneurs à prendre part au commerce dans différents pays.

En ce sens, l'expansion de l'apprentissage virtuel, accéléré par la pandémie, a ouvert de nouvelles voies. Nous pouvons à présent atteindre des personnes qui n'auraient pas eu le temps ou la possibilité de prendre part aux cours en présentiel. Cependant, ce saut au mode virtuel comporte







un piège: celui de pousser les participants à suivre leur formation au détriment de leur temps libre et de leur vie de famille. Lorsque cela se produit, comme c'est le cas pour tous les aspects de l'équilibre entre travail et vie privée, les femmes sont souvent perdantes. Par ailleurs, les problèmes de connectivité sont généralement plus importants pour les participants de pays en développement et de PMA.

Nous aspirons également à la diversité sur le plan géographique. Nous touchons de plus en plus de régions et les bénéficiaires de notre assistance viennent d'horizons toujours plus divers. La Directrice générale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala, a récemment salué la diversité de notre groupe de 12 jeunes professionnels de pays en développement et de PMA qui passeront un an au siège de l'Organisation pour améliorer leurs connaissances sur le commerce et contribuer à nos travaux.

Outre la diversité d'horizons et de cultures, l'AT doit aussi être inclusive d'un point de vue générationnel. De nos programmes de stages à nos cours avancés, nous soutenons des personnes, des employés et des professionnels de tous âges. Il en va de même pour nos partenaires de formation et, bien entendu, pour notre propre personnel. Nous devrions tirer parti de la sagesse des professionnels expérimentés tout en ouvrant la voie aux jeunes générations afin qu'elles commencent à contribuer à un avenir meilleur.

Mettre fin à toute forme de discrimination est un pas nécessaire, mais pas suffisant. Il est indispensable de donner aux personnes de tous horizons les moyens de contribuer aux négociations et aux processus décisionnels. Il s'agit là de l'unique voie vers un environnement commercial prospère, juste et inclusif.

# INCLURE LES PMA

## Stimuler le changement dans les pays les moins avancés

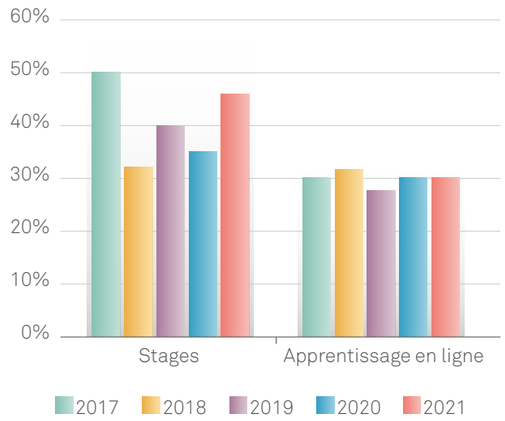
Les pays les moins avancés (PMA) sont des pays à faible revenu qui se heurtent à de graves obstacles structurels au développement durable. Il y a actuellement 46 PMA dans le monde, dont 35 sont Membres de l'OMC et 8 ont le statut d'Observateur. Ensemble, ils représentent 30% des bénéficiaires de l'AT. Favoriser leur participation au système commercial multilatéral est une priorité pour l'OMC.

Les exportations des PMA se sont contractées depuis le début de la pandémie, même si leur part dans le commerce mondial en 2020 (dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles) s'élevait tout de même à 1,13%. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à l'année précédente (1,15%), mais le taux reste supérieur à la moyenne de 1,07% utilisée comme référence dans le Plan d'AT.

Le nombre de documents présentés par les PMA aux Comités de l'OMC, autre indicateur utile de leur participation au système, a augmenté en 2021 (voir la page 32).

En 2021, les participants des PMA représentaient plus d'un quart (27%) du total; ils venaient de 42 Membres de l'OMC et Observateurs, et principalement d'Afrique. Cette part était plus élevée pour les stagiaires et les jeunes professionnels, à presque la moitié (46%), soit un record par rapport aux six dernières années. Enfin, la part des ressortissants des PMA pour l'apprentissage en ligne est restée stable en 2021, à 30% (soit presque un participant sur trois).

**Figure 22. Participation des PMA (2017-2021)**




**Le commerce et le développement**

“Ces ateliers sont fondamentaux pour les fonctionnaires gouvernementaux des PMA comme moi. Ils nous aident à mieux comprendre le système commercial multilatéral. En ce qui me concerne les enseignements sur les possibilités de transferts de technologie à partir de pays développés sont extrêmement utiles.



***Diana Zafiarivelo,***
*Responsable des questions relatives aux ADPIC, Ministère du commerce, Madagascar*

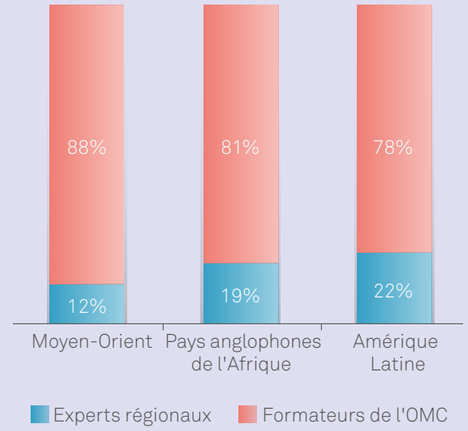




## Impliquer les experts locaux et régionaux dans l'AT

L'implication d'experts locaux et régionaux en tant que facilitateurs revêt une importance stratégique dans le Plan d'AT de l'OMC; elle favorise l'appropriation des programmes par les participants et élargit leurs réseaux. Elle offre aussi une perspective contextuelle qui ne peut être apportée que par des personnes travaillant dans le pays ou la région. Les facilitateurs locaux améliorent en outre la compréhension du contenu de l'AT étant donné que les participants sont plus motivés par un contexte socio-culturel commun. La figure 23, qui prend comme exemples les cours régionaux de politique commerciale (CRPC) en ligne de 2021, montre qu'une bonne part des formateurs étaient des experts du commerce régionaux.

**Figure 23. Formateurs des e-CRPC en 2021**




“Rencontrer des experts du terrain et des personnes de notre région qui travaillent dans le domaine du commerce nous permet de créer un réseau de contacts pour l'avenir.



***Sofia Vargas,***
*Conseillère, Ministère du commerce extérieur, Costa Rica*

“La rencontre avec l'expert régional était très utile pour avoir un aperçu des enjeux commerciaux dans la région.



***Mouna Bahri,***
*Directrice adjointe, Département du commerce extérieur, Ministère du commerce et du développement des exportations, Tunisie*

# PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES FEMMES

## Le commerce au service de l'égalité hommes-femmes

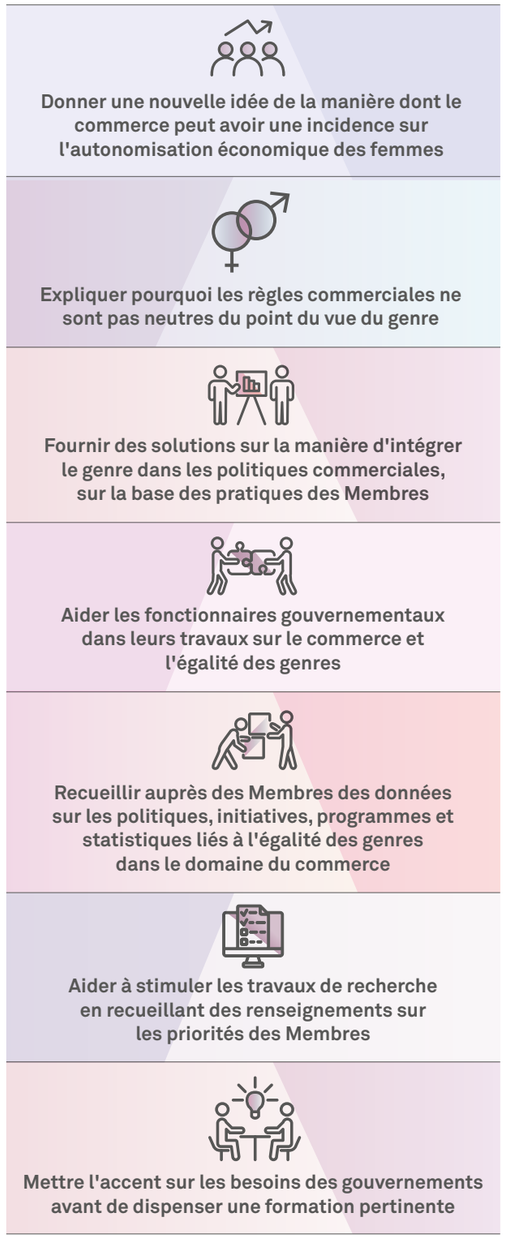
Renforcer le rôle et la participation des femmes dans le commerce mondial fait partie de la mission de l'AT de l'OMC. En septembre 2021, faisant fond sur la déclaration adoptée à la onzième Conférence ministérielle, les Membres du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres ont approuvé une stratégie d'AT spécifique sur le sujet.

En conséquence, le programme de formation de l'OMC dans ce domaine a été remanié en 2021 pour aider les Membres à mieux comprendre comment le commerce et les règles commerciales sont façonnés par les questions de genre et ont une incidence sur elles. Le programme mis à jour vise à soutenir les fonctionnaires gouvernementaux: il contient un éventail d'outils destinés à les aider lors de l'élaboration de politiques, tels que des indicateurs concrets pour appliquer des règles commerciales avec une perspective de genre ou une carte de tous les types de mesures prises par les Membres en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

L'intérêt et la demande pour des formations sur les questions d'égalité hommes-femmes augmentent. Par exemple, un cours consacré à ce sujet a été organisé à la demande de Saint-Kitts-et-Nevis en août 2021 (voir page 60). Cette toute première activité portant exclusivement sur les questions de genre a eu lieu dans les Caraïbes, région ayant traditionnellement le taux le plus élevé de participation des femmes aux activités d'AT de l'OMC.

**AT en matière de commerce et d'égalité des genres**

**Infographie 8. Travail de l'AT de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres**








En 2021, une séance de formation sur le commerce et l'égalité des genres a suscité un grand intérêt parmi les stagiaires, qui ont fait part de réflexions et d'expériences tirées de leurs contextes nationaux. Cela a permis d'ajuster le programme de formation de l'OMC dans ce domaine.

Le Programme de chaires de l'OMC (voir pages 44 et 45) a aussi lancé plusieurs projets sur le commerce et l'égalité hommes-femmes. Par exemple, les chaires de l'OMC à la Barbade, au Chili et au Mexique ont mené un projet conjoint pour sensibiliser les Membres aux liens entre leurs instruments de politique commerciale et l'égalité, et les aider à tenir compte des questions de genre dans leurs politiques commerciales.

Même si les femmes furent encore moins nombreuses que les hommes à participer aux activités en 2021 (46,4%), l'écart a légèrement diminué. Il s'agit là d'une évolution positive dans le contexte de la pandémie, qui a accru la charge des soins et des travaux domestiques qui incombe la plupart du temps aux femmes. Plus de la moitié des participants aux activités de portée mondiale étaient des femmes (53%).

Les Caraïbes (où les femmes représentent 75% de la participation totale) et l'Amérique latine sont restées les régions à plus forte participation féminine. Parallèlement, le déséquilibre s'est accru en Afrique et au Moyen-Orient, où les femmes représentaient moins d'un tiers des bénéficiaires. En 2021, seuls 35,5% des participants des PMA étaient des femmes.

**Figure 24. Participation hommes-femmes (2017-2021)**

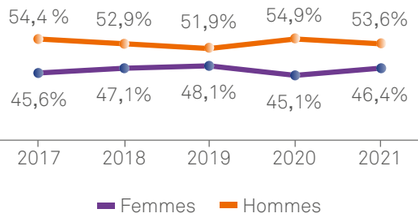
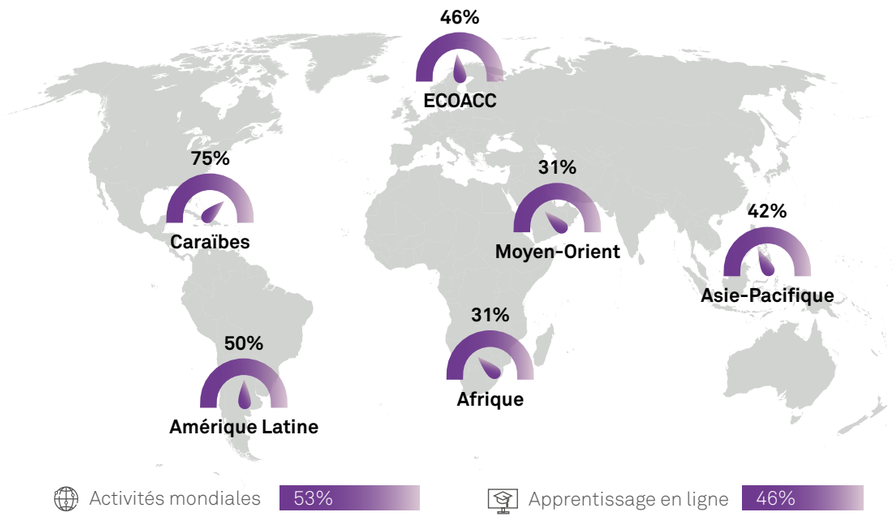



**Figure 25. Participation des femmes par région en 2021**



# Favoriser la participation des femmes entrepreneurs aux programmes commerciaux

**Un atelier a été organisé à Saint-Kitts-et-Nevis sur les obstacles empêchant les femmes de tirer parti du commerce international**

> L'impact du commerce est déterminé par la structure des marchés et des institutions... et les inégalités entre les genres qui y sont ancrées.

«L'impact du commerce est déterminé par la structure des marchés et des institutions... et les inégalités entre les genres qui y sont ancrées», estime Latoya Davis, agente de politique commerciale au Ministère du commerce international de Saint-Kitts-et-Nevis. Elle ajoute: «Les politiques et accords commerciaux influent sur les possibilités pour les femmes – et les hommes – d'obtenir un emploi et de le garder, et de tirer parti des avantages du commerce international de marchandises et de services».

Mme Davis est une des 60 fonctionnaires de ce Membre des Caraïbes qui ont participé à une formation sur le commerce et l'égalité des genres en août 2021. Le cours a donné aux participants une nouvelle perspective sur la manière dont le commerce influence l'autonomisation économique des femmes. En utilisant des exemples concrets, il a aidé les fonctionnaires à comprendre pourquoi les règles commerciales ne sont pas neutres du point de vue de l'égalité et comment les accords commerciaux de l'OMC peuvent être mis en œuvre en tenant compte des différences entre hommes et femmes pour avoir une incidence positive.

En tant que Secrétaire permanente auprès du Ministère, Jasemin Weekes collabore étroitement avec les micro, petites et moyennes entreprises. «Dans ce secteur, les femmes jouent un rôle important dans l'économie et le commerce international et elles ont subi de plein fouet la pandémie», explique-t-elle. Mme Weekes estime que l'atelier lui a permis de mener une réflexion pour voir si les prescriptions étaient conçues de manière à satisfaire aux besoins. «Cela m'a permis de réfléchir aux moyens de favoriser la participation des femmes entrepreneurs dans les programmes de promotion du commerce».

En effet, un des principaux points retenus par de nombreux participants était le besoin de politiques soutenant en priorité les femmes entrepreneurs. Pour citer Natalya Paul, fonctionnaire administrative auprès du Ministère, «en définitive, la question est de savoir si les femmes ont suffisamment de moyens d'action et, si tel n'est pas le cas, comment y remédier». L'atelier a renforcé sa conviction selon laquelle l'élimination des obstacles liés à l'évolution des chaînes de valeur mondiales et du cadre politique – y compris pour l'accès au financement, à la formation et à d'autres ressources – peut remédier aux inégalités hommes-femmes.

La formation répondait à une demande du gouvernement et a fourni aux fonctionnaires de nouveaux outils pour intégrer l'égalité des genres dans les politiques commerciales. Selon Mme Davis, «les nombreux renseignements et idées présentés dans le cadre de ces ateliers» permettent aux pays d'acquérir des connaissances, et de développer et de maintenir une culture d'inclusion et d'égalité.



***Jasemin Weekes,***
*Secrétaire permanente. Ministère du commerce international, industrie, commerce, consommation et travail, Saint-Kitts-et-Nevis*



***Natalya Paul,***
*Fonctionnaire d'administration. Ministère du commerce international, industrie, commerce, consommation et travail, Saint-Kitts-et-Nevis*



***Latoya Davis,***
*Fonctionnaire chargé de la politique commerciale. Ministère du commerce international, industrie, commerce, consommation et travail, Saint-Kitts-et-Nevis*



# TOUCHER TOUTES LES RÉGIONS

## Permettre à tous de participer dans de bonnes conditions

Outre l'objectif spécifique consistant à soutenir les PMA, les efforts déployés dans le cadre de l'AT de l'OMC pour plus d'inclusion visent également à accroître la diversité géographique des bénéficiaires. En 2021, des ateliers ou activités nationaux et régionaux ont été organisés pour plus de 100 Membres et Observateurs de toutes les régions du monde. Ces activités portaient sur un vaste éventail d'aspects (du commerce électronique aux licences d'importation, en passant par les mesures correctives commerciales et la problématique hommes-femmes dans le domaine commercial), leur contenu étant à chaque fois adapté au contexte régional ou national, pour offrir un soutien précieux aux participants.

De même, les participants au Programme pour les jeunes professionnels et les stagiaires (voir pages 36 et 39) venaient de 44 pays bénéficiaires, ce qui a élargi la portée géographique et accru la diversité. Comme l'a dit la Directrice générale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala, lors de ses adieux aux jeunes professionnels de 2021: «Vos perspectives et vos expériences ont contribué à enrichir les travaux du Secrétariat, où l'inclusion et la diversité sont au cœur des activités».

**Infographie 9. Activités nationales et régionales de formation par pays 'hôte'**








Les modalités virtuelles imposées par la pandémie ont posé différents défis logistiques, avec un impact variable sur les participants, parfois lié à leur situation géographique. L'accès à une connexion Internet fiable était l'un des enjeux, ce qui a limité ou même empêché la participation de certains bénéficiaires.

Pour cette raison, en 2021, le Secrétariat a lancé une initiative pour aider ceux qui ont fait face à des problèmes de connectivité. Les participants au Cours régional de politique commerciale pour l'Afrique anglophone ont reçu une somme forfaitaire qui couvrait l'achat de données mobiles additionnelles ou la mise à niveau de leur abonnement Internet.

S'agissant de la diversité géographique, l'Afrique est restée la région comptant le plus grand nombre de participants aux activités d'AT en 2021, suivie par l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. La baisse globale de la participation concerne toutes les régions, particulièrement les Caraïbes. À l'inverse, le nombre d'apprenants en ligne a augmenté partout, sauf dans les régions Caraïbes et Europe centrale et orientale et Caucase.

**Figure 26. Participants par région et type d'activités (2020-2021)**

# LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

## Soutenir le multilinguisme pour une meilleure diffusion

L'OMC reste attachée à proposer une offre d'AT multilingue. Par exemple, les six micro-cours d'apprentissage en ligne lancés en 2020 (en anglais uniquement) ont été traduits en français et en espagnol en 2021. Les cours en ligne de courte durée sur les mesures antidumping et le commerce des services sont maintenant aussi accessibles dans les trois langues officielles de l'Organisation.

En 2021, près de la moitié des activités d'AT - apprentissage en ligne et mode virtuel) ont été menées en anglais (48,8%). C'est un changement car l'anglais était utilisé précédemment pour 60% à 70% de ces activités. De manière générale, on a observé une augmentation de la part et du nombre d'activités dans des langues autres que l'anglais par rapport aux chiffres de 2020.

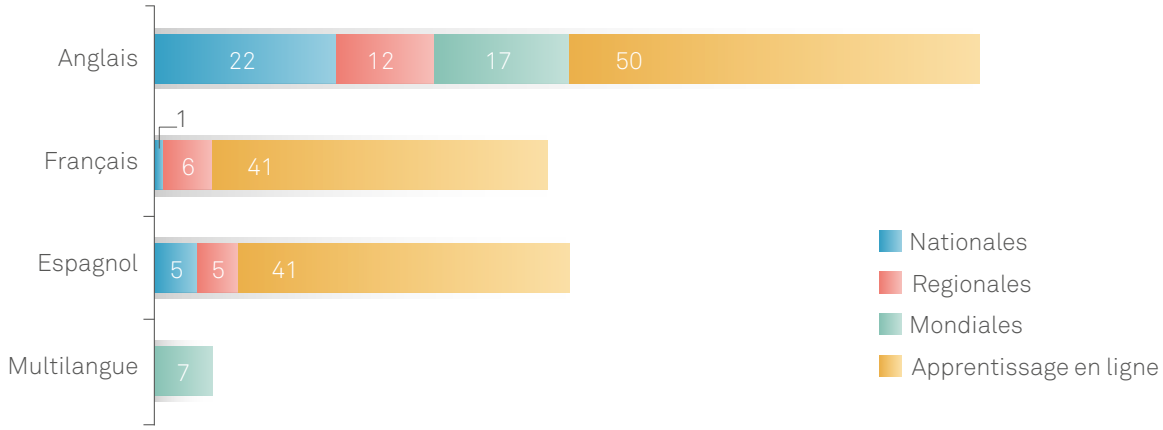
Comme d'habitude, toutes les activités mondiales ont été conduites en anglais ou avec interprétation multilingue. L'utilisation du français et de l'espagnol était réservée aux formations régionales ou nationales, mais ces langues ont été respectivement utilisées pour 23,2% et 24,6% des activités (soit une augmentation de presque 10 points de pourcentage pour chaque langue).

Proposer une interprétation dans les trois langues officielles de l'OMC lorsque cela est possible était une des principales recommandations ressortant de plusieurs cours, parmi lesquels l'Atelier mondial avancé sur l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. Les participants estimaient que le sous-titrage de vidéos n'était pas aussi efficace que le doublage, étant donné que cette deuxième option leur permettait d'écouter le contenu du cours tout en étudiant les documents pertinents. Cependant, le nombre et la part d'activités multilingues a baissé de plus de moitié par rapport à 2020, même s'il est plus facile de fournir une interprétation simultanée en mode virtuel.

S'agissant de l'apprentissage en ligne – unilingue par nature – le nombre d'activités d'appui (séances de questions-réponses en direct, etc.) en français et en espagnol a augmenté de plus d'un tiers en 2021. Plus de 80% des séances en direct remaniées (visioconférences visant à répondre aux doutes des participants qui ne sont pas considérées comme de véritables activités de formation) étaient multilingues.

Les Membres et Observateurs doivent choisir une langue de travail à l'OMC, et le Secrétariat essaie de tenir compte des préférences dans la fourniture de l'AT afin de promouvoir la diversité linguistique. L'anglais reste la langue choisie par la plupart des participants (presque 6 sur 10), qu'il s'agisse des activités virtuelles ou de l'apprentissage en ligne. Plus de 16% des participants ont utilisé le français, 11% ont suivi les activités en espagnol et 14% ont pris part à des formations multilingues avec interprétation simultanée.

**Figure 27. Nombre d'activités par langue en 2021**



# Chapitre 3

## Un programme de cours en constante évolution



- **Le Secrétariat a continué de former son personnel, d'élaborer de nouveaux matériels de formation et de développer de nouvelles compétences pédagogiques pour faciliter la transition vers une AT virtuelle imposée par la pandémie**
- **La participation globale a chuté de 23% en raison de l'absence de cours en présentiel**
- **Le nombre de demandes d'activités nationales est tombé à un niveau historiquement bas**
- **Le nombre de participants à des cours avancés est remonté après une baisse de deux ans**

# CHIFFRES SUR LA PARTICIPATION

## Une participation limitée par les restrictions liées à la pandémie

En 2021, il a été très difficile de parvenir à des niveaux satisfaisants de participation aux activités d'AT. En raison de l'instabilité de la situation sanitaire mondiale et des restrictions liées à la pandémie, le retour à la formation en présentiel a sans cesse été repoussé et n'a en fin de compte pas eu lieu. À l'exception des stages, du Programme des jeunes professionnels et de trois activités spécifiques, toutes les formations ont eu lieu sous forme virtuelle ou de cours en ligne. Globalement, le nombre de participants a diminué de 23% par rapport à l'année précédente, avec 11 425 apprenants.

Pour les cours en ligne, le nombre de bénéficiaires est resté pratiquement inchangé par rapport à 2020. La baisse de la participation totale en 2021 s'explique donc par l'évolution au niveau des autres activités d'AT, et en particulier des cours virtuels (anciennement dispensés en présentiel et qui ont été adaptés au format virtuel). La lassitude digitale (voir page 76), les difficultés liées à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et le manque de temps pourraient faire partie des causes profondes.

Ce déclin par rapport à 2020 est néanmoins à considérer avec prudence: lorsque les activités virtuelles ont commencé en 2020, les distinctions entre conférences, symposiums et séances de formation proprement dites étaient confuses, et il se peut que cela ait entraîné une surévaluation des activités et de la participation. Une approche plus rigoureuse a été adoptée en 2021 et, suivant une méthodologie égale, la participation a augmenté de 17% par rapport à l'année précédente.

Une fois de plus, les cours de portée générale ont attiré la plupart des participants (33%), devant les cours sur les normes et l'accès aux marchés pour les marchandises. Cette répartition reflète d'une certaine manière les priorités des Membres et Observateurs en ce qui concerne l'AT (voir page 69).

**Tableaux de bords sur les participants aux activités d'AT**

**Figure 28. Participation par type d'activité en 2021**

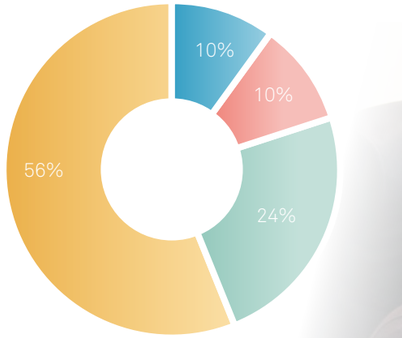


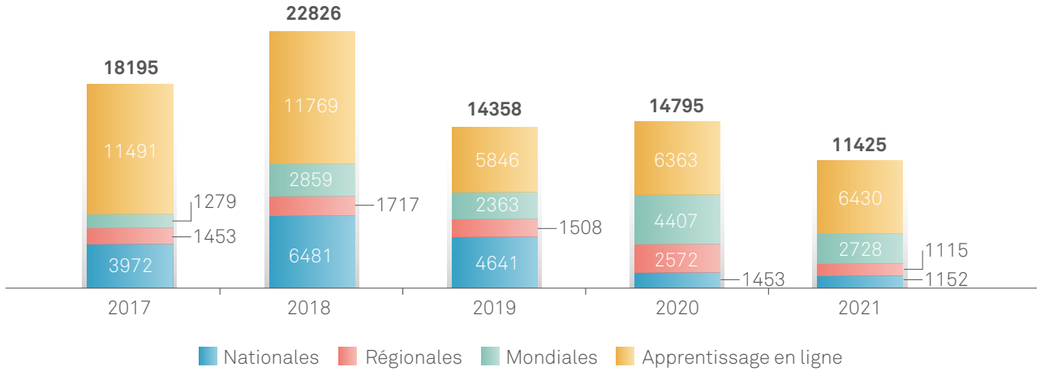




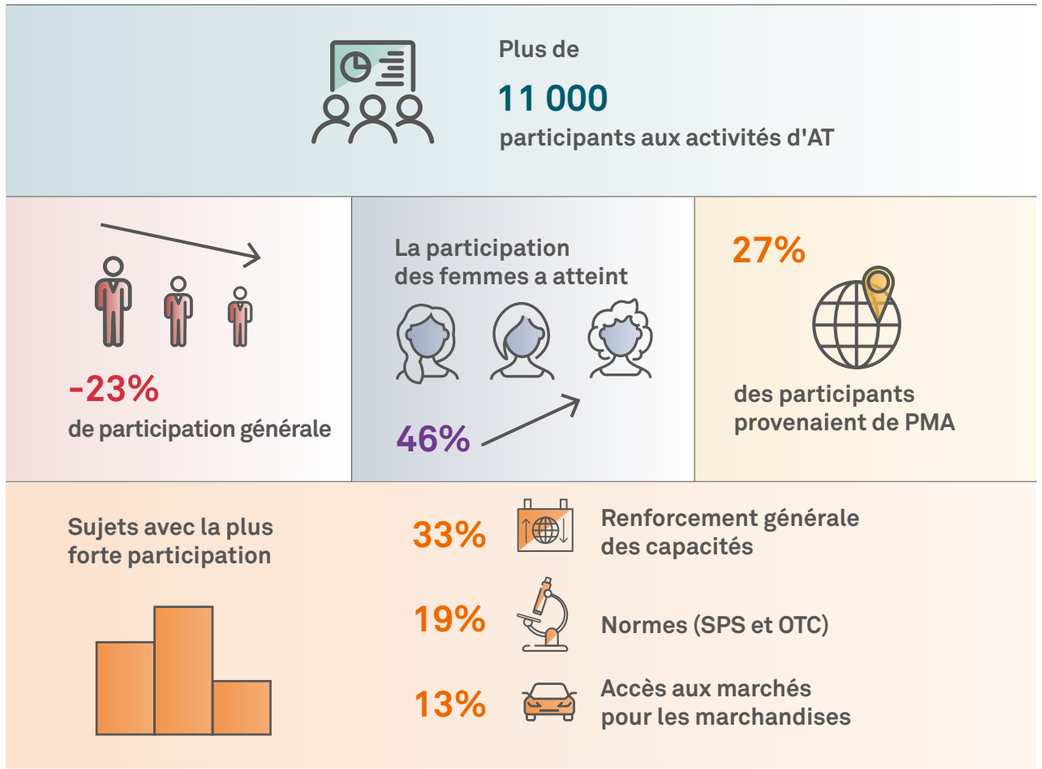




**Figure 29. Participants par année et type d'activités (2017-2021)**




**Infographie 10. La participation en chiffres**



# RÉPONDRE À LA DEMANDE

## Répondre aux besoins et priorités des bénéficiaires

Il est essentiel de déterminer les besoins et priorités des bénéficiaires avec exactitude pour que l'AT de l'OMC reste pertinente et efficace. Les échanges réguliers avec les bénéficiaires, les demandes d'activités nationales, les questionnaires, les examen des politiques commerciales (EPC) et les études diagnostiques effectuées par d'autres organisations aident le Secrétariat à identifier les lacunes dans ce domaine aussi précisément que possible.

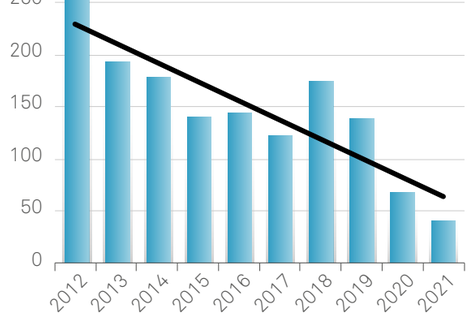
En 2021, 73 bénéficiaires ont répondu au questionnaire de l'OMC sur les priorités pour le Plan biennal d'AT 2022-2023. Le niveau de la demande des bénéficiaires permet d'établir trois catégories de priorités. Les normes (OTC et SPS), le commerce des services et la facilitation des échanges arrivent largement en tête pour la majorité des personnes interrogées. L'agriculture, le commerce électronique et l'accès aux marchés pour les marchandises constituent un deuxième groupe (ces questions sont identifiées comme des priorités dans plus d'un tiers des réponses). Le troisième groupe inclut les subventions, les mesures antidumping et les mesures de sauvegarde, la propriété intellectuelle, les notifications, ainsi que les compétences en matière de négociation commerciale.

Par rapport aux enquêtes précédentes, seules des variations mineures apparaissent dans cette liste de priorités, qui ne semble pas avoir été affectée par la pandémie. Par ailleurs, les demandes d'activités nationales (le meilleur outil pour une formation adaptée aux besoins d'un bénéficiaire à un moment donné) ont presque disparu en 2021 (voir la figure 30): le Secrétariat a reçu environ le quart des demandes reçues, en moyenne, pendant les cinq années précédant la pandémie. Depuis 2020, les bénéficiaires ont eu des priorités autres que le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine commercial, ou ont attendu la reprise des activités en présentiel pour relancer leurs demandes.

Dans le même ordre d'idées, aucune activité de suivi des EPC n'a été organisée en 2021, malgré la reprise complète du processus d'examen après sa suspension partielle en 2020. Ces activités de suivi peuvent être très efficaces pour encourager les Membres à mettre en œuvre les éventuelles réformes nécessaires après l'examen.

Le Secrétariat a mené une enquête thématique pour préparer deux activités avancées destinées aux spécialistes, sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie pour les PMA et sur les mesures SPS. Les réponses ont aidé à évaluer la compréhension de ces questions par les bénéficiaires et à adapter le programme pour combler les lacunes perçues et mieux répondre aux objectifs.

**Figure 30. Demandes d'activités nationales (2012-2021)**







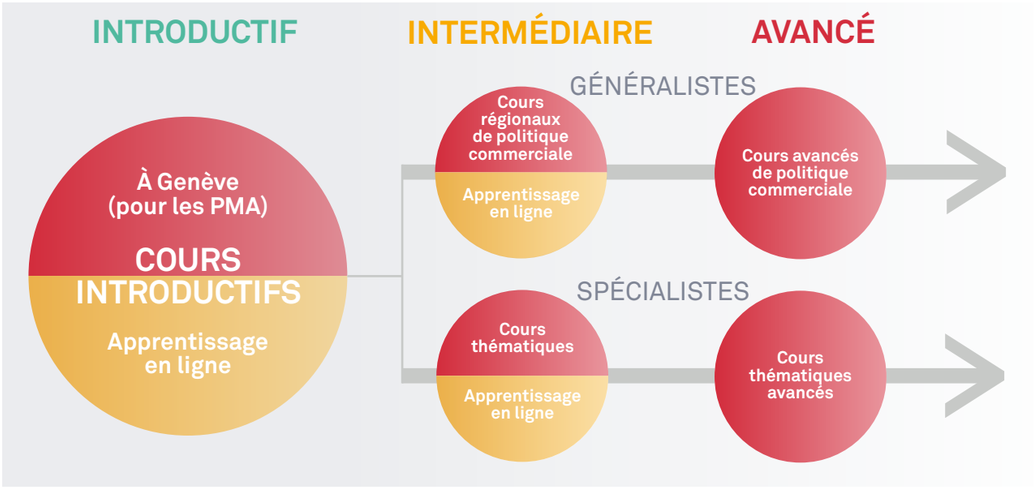

**Infographie 11. Principales priorités des bénéficiaires en matière d'AT pour 2022-2023**



# L'APPRENTISSAGE PROGRESSIF

## Procéder étape par étape

**Infographie 12. Stratégie d'apprentissage progressif de l'OMC pour l'AT**




Depuis 2013, l'AT de l'OMC s'articule autour de trois niveaux qui permettent aux participants de progressivement améliorer leur compréhension des questions commerciales. Grâce à cette approche, lorsqu'ils s'inscrivent aux cours de niveau supérieur, les participants maîtrisent déjà les éléments nécessaires pour suivre les conférences et les formations.

Le **niveau d'introduction** offre à tous une initiation concernant le rôle, la structure et le fonctionnement de l'OMC, ainsi que les fondements économiques et juridiques de l'Organisation. Le cours en ligne intitulé «Introduction à l'OMC» et d'autre programmes d'apprentissage en ligne constituent le pilier de ce premier niveau.

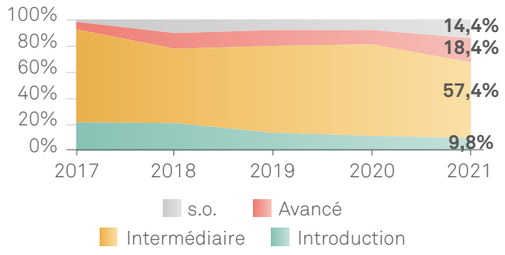
La part des débutants ayant bénéficié d'une introduction à l'AT de l'OMC à ce niveau a diminué de près de moitié en 2018 et est restée relativement stable depuis.

Le cours d'introduction à la politique commerciale pour les PMA, traditionnellement dispensé à Genève en réponse aux besoins particuliers de ces pays, n'a pas eu lieu en présentiel depuis 2020 en raison des restrictions liées à la pandémie. Un programme virtuel de cinq semaines, qui reproduit dans une large mesure le cours en présentiel, a été organisé pour la première fois en 2021.

Le nombre d'apprenants au **niveau intermédiaire** a fortement baissé en 2021, probablement en raison des attentes liées à la reprise des formations en présentiel et de la lassitude digitale. La participation aux cours de **niveau avancé**, qui a été la plus affectée par la pandémie en 2020, a augmenté de 30% lorsque ces activités ont repris sous forme virtuelle en 2021. En conséquence, la part des participants aux activités intermédiaires est tombée de près de 70% à 56%. Néanmoins, la majorité des apprenants sont toujours inscrits à ce niveau.

Étant donné qu'il est difficile de suivre la progression des participants d'un niveau à l'autre, une intégration complète de la stratégie d'apprentissage progressif n'est pas toujours possible.

**Figure 31. Participation par niveau d'apprentissage (2017-2021)**








## Des contenus différents pour des besoins différents

En plus d'adapter les cours au niveau de connaissance des participants, l'OMC propose deux voies d'apprentissage différenciées. La voie des «généralistes» s'adresse aux fonctionnaires qui ont besoin d'une connaissance générale de l'OMC pour s'acquitter de leurs tâches (par exemple les délégués en poste dans les missions à Genève). Les cours pour «spécialistes» s'adressent aux fonctionnaires qui ont besoin d'une connaissance approfondie d'un domaine spécifique, comme les obstacles techniques au commerce ou les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Le nombre d'activités destinées aux spécialistes a augmenté en 2021 mais n'est pas revenu au niveau d'avant la pandémie. Les participants qui choisissent la voie de la spécialisation continuent de représenter une majorité croissante dans les niveaux intermédiaire et avancé (71%), comme le montre la figure 32.

Après avoir atteint un niveau record en 2018, la participation aux activités avancées a diminué pendant deux ans, avant le début de la pandémie. En 2021, le nombre de participants au niveau le plus avancé est remonté, dépassant la moyenne des 10 dernières années. La capacité des programmes virtuels d'accueillir plus de participants est l'une des principales raisons de cet essor.

La forte participation aux cours avancés est un indicateur positif du succès de l'AT de l'OMC: elle signifie qu'un nombre croissant de fonctionnaires gouvernementaux acquièrent des connaissances et des compétences commerciales avancées, sachant que ce renforcement des capacités leur permettra de contribuer à la mise en œuvre des Accords et à la pleine concrétisation des droits et obligations des Membres.

**Figure 32. Choix de parcours (2019-2021)**
Pourcentage de participants au total

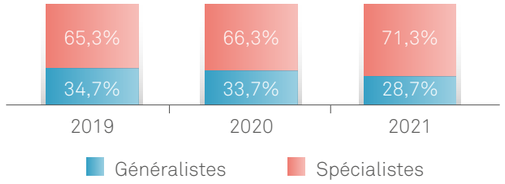
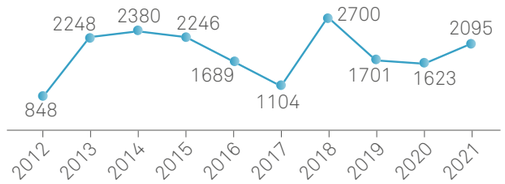



**Figure 33. Participants aux activités de niveau avancé (2012-2021)**




**Apprentissage en ligne à l'OMC**

## Les cours avancés pour généralistes reprennent

L'impossibilité d'organiser des cours avancés de politique commerciale (traditionnellement dispensés à Genève sur une période de deux mois) a entraîné une interruption de l'offre de formation avancée proposée aux généralistes en 2020.

L'ampleur de la demande non satisfaite a été révélée lorsque l'OMC a présenté un nouveau produit d'apprentissage en 2021, le **cours virtuel de politique commerciale** à l'intention des hauts fonctionnaires gouvernementaux: le nombre de candidatures a atteint plus du double du nombre de places disponibles, qui a dû être augmenté à 62. La plupart des participants étaient des hauts fonctionnaires (principalement en poste dans les capitales) ayant une grande expérience professionnelle des questions relatives à l'OMC.

Selon les organisateurs et les apprenants, les résultats ont été positifs malgré les difficultés posées par les modalités virtuelles. «Les participants ont suivi le cours depuis leur lieu de travail ou leur domicile privé, et leurs employeurs ne leur ont pas nécessairement accordé de temps libre», explique Daniel Morales, Chef d'Unité dans la Section de la conception des cours et de la formation de l'OMC.

«Cela a conduit à des situations paradoxales où la priorité était souvent donnée aux obligations professionnelles», ajoute M. Morales. De fait, la plupart des participants (96%) ont confirmé qu'ils préféreraient suivre ces cours en présentiel ou de manière hybride.

# UN CONTENU ADAPTÉ ET APPROPRIÉ

## Des efforts constants pour proposer un contenu pertinent

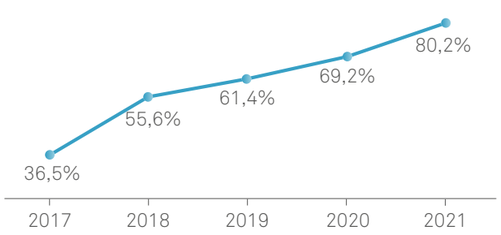
Comme mentionné dans d'autres chapitres, en 2021 l'AT de l'OMC a dû continuer à adapter son offre de formation aux contraintes liées à la pandémie. Les ajustements ont été combinés à des efforts visant à améliorer le contenu des activités et à les rendre plus pertinentes, utiles et accessibles aux participants.

Comme tous les ans, des activités spécifiques ont été mises au point sur les questions les plus pressantes concernant le commerce. Certaines formations ont été axées sur les liens entre le commerce et la crise sanitaire, et sur le rôle des règles commerciales pour apporter une réponse efficace à la pandémie. Le cours virtuel 2021 sur le commerce et la santé publique, par exemple, portait sur l'éventail des politiques qui impactent l'innovation et l'accès s'agissant des technologies médicales liées à la COVID-19 dans les pays en développement. Plusieurs séminaires régionaux sur l'état d'avancement des négociations étaient initialement prévus en décembre en préparation de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, mais la Conférence et les séminaires ont été reportés.

Le Secrétariat a aussi créé une série de prix spéciaux pour encourager les initiatives pédagogiques et les bonnes pratiques dans le cadre des CRPC. En 2021, les modules sur les mesures SPS/les OTC/le commerce et l'environnement (pays arabes et du Moyen-Orient), les mesures correctives commerciales (Afrique anglophone) et le règlement des différends (Amérique latine) ont reçu le prix de «meilleurs modules».

En ce qui concerne l'apprentissage en ligne, l'accent a continué d'être mis sur le renforcement de l'interactivité du contenu, et tous les nouveaux cours introduits pendant l'année étaient interactifs. Cela a permis d'élever la proportion de cours en ligne compatibles SCORM à 80% à la fin de l'année 2021. Le format SCORM est un ensemble de normes et de spécifications concernant la pédagogie numérique qui vise à faciliter la réutilisation et le partage des contenus.

**Figure 34. Cours d'apprentissage en ligne au format SCORM (2017-2021)**










# ACTIVITÉS VIRTUELLES ET INTERACTIVES: LA NOUVELLE NORME

## Développer l'apprentissage en ligne et les activités virtuelles

Étant donné que les restrictions relatives aux voyages ont été maintenues tout au long de l'année 2021, l'OMC n'a pas été en mesure d'organiser des activités d'AT en présentiel. Les programmes de stages de longue durée à Genève et trois activités ont été les seules exceptions à cette règle.

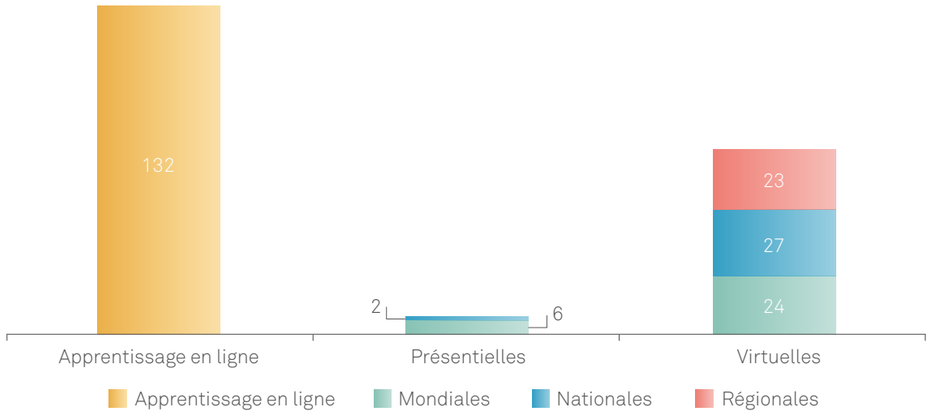
Dans ces circonstances, l'OMC s'est appuyée sur une combinaison d'activités virtuelles et de cours en ligne pour fournir une AT aux bénéficiaires. Les cours d'apprentissage en ligne, qui portent sur un éventail de plus en plus large de sujets liés au commerce, sont restés disponibles sept jours sur sept tout au long de l'année. Les fonctionnaires intéressés ont pu s'inscrire à tout moment pendant l'année et progresser à leur rythme, à condition de terminer les cours dans un délai de deux mois.

En 2021, 6 430 participants se sont inscrits à des cours d'apprentissage en ligne, soit légèrement plus qu'en 2020. La participation n'est toutefois pas revenue aux niveaux enregistrés avant la refonte de la plate-forme qui les accueille, début 2019, lorsque le nombre d'apprenants en ligne a littéralement diminué de moitié., En 2021, en raison de la faible participation aux autres activités, les inscrits aux cours e-Learning ont représenté 56% de la participation totale Le nombre de cours proposés est passé de 107 à 132, un 22% supplémentaire.

Tous les nouveaux produits d'apprentissage étaient soit des micro-modules adaptés aux appareils mobiles, soit des cours portant sur un nombre limité de questions, qui sont donc plus faciles à terminer dans le délai imparti. Les micro-modules, quasiment inexistants il y a deux ans, attirent désormais un quart des apprenants.

Étant donné que plus de 39% des participants en ligne n'ont pas respecté le délai de deux mois, le taux d'abandon a augmenté de 40% par rapport à 2020. Dans le même temps, la part des apprenants ayant obtenu un certificat avec mention est restée conforme à la moyenne des cinq dernières années. L'amélioration des normes des cours en ligne facilite bien entendu la transmission des connaissances requises.

**Figure 35. Nombre d'activités par mode de prestation en 2021**



Le Secrétariat a vite compris que la pandémie aurait des conséquences durables, et a formé son personnel à délivrer des formations grâce aux nouveaux outils numériques, tout en développant de nouveaux matériels et de nouvelles compétences pédagogiques. Les cours régionaux de politique commerciale sont devenus virtuels en 2020, tandis qu'en 2021 une nouvelle série d'activités en ligne a été lancée: le cours avancé de politique commerciale à l'intention des hauts fonctionnaires, le cours d'introduction à l'OMC à l'intention des PMA, ou encore l'atelier avancé sur les notifications concernant l'agriculture.

Ces activités reposent sur de courtes séances synchrones avec les participants, qui doivent s'y préparer en effectuant un travail personnel à partir de matériels remaniés. Tous s'accordent à dire que le format virtuel ne permet pas d'aborder autant de sujets que les cours en présentiel ou d'atteindre les mêmes objectifs, mais qu'il constitue une solution provisoire bienvenue.

À distance, la capacité des apprenants à interagir entre eux et avec les formateurs est limitée, sans que le nombre de participants ait une incidence décisive. En conséquence, la participation moyenne (30 personnes pour les activités en présentiel) a atteint jusqu'à 80 apprenants pour les activités virtuelles: un plus grand public a donc eu accès à un nombre réduit d'activités.

> “
> L'atelier national sur les règles d'origine, organisé à deux dates différentes à l'intention du Cambodge, a mis en lumière certains avantages de la formation à distance. La première séance a permis aux participants d'assimiler ce qu'ils avaient appris, puis d'échanger des courriels et des matériels pertinents et d'envoyer des questions complémentaires, qui ont été traitées quelques semaines plus tard lors d'une deuxième séance sur mesure. Au niveau logistique, il aurait été beaucoup plus difficile d'organiser cet atelier entièrement en présentiel.



***Darlan Marti,***
*Division de l'accès aux marchés, OMC*

> “
> Le passage d'activités en présentiel à des activités virtuelles nous a montré à quel point nos outils interactifs étaient essentiels pour maintenir le niveau d'engagement des participants. À l'aide de sondages, de cas pratiques et de travaux en petits groupes, nous sommes parvenus à les maintenir actifs et connectés entre eux, notamment grâce aux services d'interprétation!



***Rolando Alcalá,***
*Division de l'agriculture et des produits de base, OMC*





**Infographie 13. Types d'activités par mode de prestation**

| | | |
|---|---|---|
|  | **COURS EN LIGNE (E-LEARNING)** | Disponibles sur Internet, 24 heures/24 et 7 jours/7; auto apprentissage au rythme du participant; interactions limitées avec les autres apprenants et les formateurs; généralement cours standard. |
|  | **ACTIVITÉS EN PRÉSENTIEL** | Expériences d'apprentissage ponctuelles (dates fixes, invitations, etc.); généralement conçues spécialement pour un groupe de participants; combinaison d'auto apprentissage, de séances en direct, de travaux de groupe, etc.; participants et formateurs sont au même endroit, pour des interactions directes plus faciles et plus fréquentes; tous les participants suivent plus ou moins le même contenu au même rythme. |
|  | **ACTIVITÉS VIRTUELLES** | Reproduction en ligne des activités en présentiel en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie; interaction régulière entre participants et avec les formateurs, essentielle pour adapter les activités aux besoins des participants; webinaires et autres séances virtuelles remplaçant les réunions en personne. |
|  | **FORMATION EN COURS D'EMPLOI** | Programmes de stages et Programme des jeunes professionnels, permettant aux fonctionnaires de niveau intermédiaire et aux jeunes professionnels d'apprendre par la pratique en travaillant au Secrétariat ou dans la Mission de leur pays auprès de l'OMC; type très particulier d'AT, durant en moyenne 10 mois. |

## Lancement du soutien en temps réel pour les apprenants en ligne

En 2021, les séances de «chat» organisées par l'équipe de l'apprentissage en ligne ont été remplacées par des visioconférences pour stimuler l'interactivité et la participation. Ces séances «en direct» sont désormais menées sur Zoom dans un format qui a été remanié et amélioré pour la visioconférence. Elles ne sont pas considérées comme des activités de formation à proprement parler: elles permettent de répondre aux questions des apprenants sur les cours en ligne ou sur des aspects spécifiques relatifs à l'OMC. Au total, 1 355 participants ont assisté aux 71 séances en direct qui ont été organisées en 2021, à des moments différents pour couvrir tous les fuseaux horaires. La plupart des apprenants ont beaucoup apprécié de pouvoir participer sur leurs appareils mobiles, ce qui était auparavant impossible.

## Surmonter la lassitude digitale

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les outils numériques - visioconférences, réunions virtuelles et apprentissage en ligne - ont cessé d'être une option pour devenir une nécessité. Bien qu'il n'y ait pas encore beaucoup de travaux de recherche sur les effets de la généralisation de la visioconférence et du passage à une vie professionnelle presque totalement virtuelle, la «lassitude numérique» et la «fatigue liée aux écrans» ont gagné en visibilité, notamment en 2021.

Si l'AT de l'OMC est passée au mode virtuel, c'est aussi le cas du travail de nombreux bénéficiaires, et les participants à différentes activités ont fait état d'une fatigue liée au nombre considérable d'heures qu'ils passent en visioconférence chaque semaine. Suivre une formation à distance en plus de leur travail les oblige à passer plus de temps à visionner des vidéos, à lire des documents et à se connecter aux séances en ligne obligatoires. En plus de cette fatigue, le fait de travailler et se former à domicile plutôt que de suivre des cours en présentiel amène des difficultés supplémentaires, comme la répartition du temps entre les priorités professionnelles et l'apprentissage, ou l'absence d'un espace de travail approprié.

La baisse du nombre de participants aux activités virtuelles par rapport à 2020 est peut-être une conséquence de ces contraintes de temps pour les apprenants, alors que la délimitation physique entre travail et apprentissage (autrefois matérialisée par le fait de devoir se déplacer pour participer à l'AT) a disparu.

Les Membres et Observateurs ont systématiquement insisté sur la persistance ou même l'augmentation de leurs besoins d'AT, mais leurs fonctionnaires semblent être moins disponibles depuis le début de la pandémie.

La pandémie a entraîné une multiplication des formations numériques de tous types et la concurrence accrue concernant le temps que les apprenants passent sur un écran a aussi eu une incidence sur les résultats de l'apprentissage en ligne. Les cours en ligne traditionnels, que les participants peuvent suivre à leur propre rythme, ont enregistré des taux d'abandon plus élevés (voir page 27). Néanmoins, les résultats des apprenants ayant achevé leur formation ont globalement été meilleurs qu'en 2020, ce qui donne à penser que l'augmentation du taux d'abandon est due à la lassitude numérique plutôt qu'à des problèmes de contenu.

Au vu de ce phénomène, l'équipe de l'apprentissage en ligne a créé des micro-modules plus légers pouvant être suivis sur des appareils mobiles, elle a organisé des séances en direct spécifiques (voir page 75) et elle a envoyé des conseils et des messages d'encouragement pour motiver les participants à terminer leurs cours.







## Encourager les interactions par le biais de séances d'échange et d'autres innovations

Maintenir l'engagement des apprenants dans un environnement numérique est une tâche colossale. Les modes d'apprentissage virtuel et en ligne ne semblent pas près de disparaître, et des innovations propices à une participation plus active ont été déployées en vue d'améliorer les résultats.

Dans le cadre des cours d'AT de l'OMC, les nouveautés incluent par exemple des séances d'échange, l'utilisation d'outils de retour d'information en temps réel, des activités de réseautage rapide, des tables rondes et des apéritifs virtuels. Les séances d'échange sont des rencontres virtuelles avec des experts d'autres organisations multilatérales et régionales liées au commerce, qui mettent l'accent sur l'impact sur les activités commerciales nationales. Les outils de retour d'information en temps réel, comme Mentimeter, permettent aux participants d'exprimer leur opinion ou de répondre à une question sur le vif, les réponses s'affichant instantanément.

Ces innovations font partie intégrante du programme. L'interactivité et les rapports humains favorisent l'assimilation du contenu des cours et donc les résultats. Le fait de tisser des liens et des réseaux crée un environnement détendu et propice à un dialogue efficace et à une meilleure compréhension du contenu.

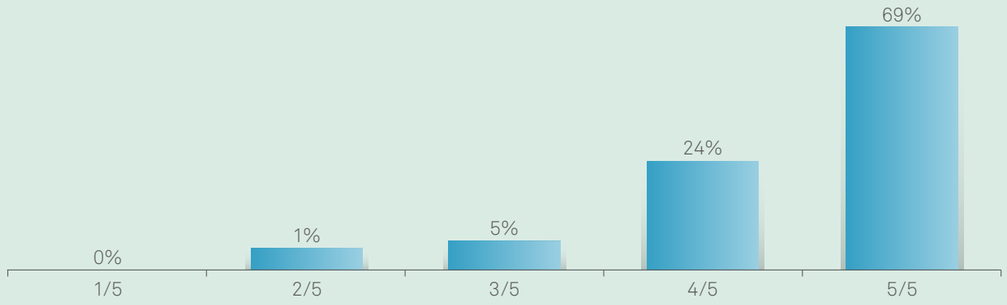
Les séances d'échange pilotes organisées en 2021 ont suscité des réactions remarquablement positives parmi les participants. Dans l'évaluation des résultats de deux CRPC en ligne, 93% des apprenants leur ont attribué une note de 4 ou 5 sur 5 (voir la figure 36).

Les commentaires reçus des participants soutiennent cette démarche. Pour Kwather Guda, originaire du Soudan, les sondages, questionnaires, cadres informels et réponses rapides aux questions posées dans le «chat» ont rendu l'expérience «réelle». D'après un autre participant, «la combinaison d'outils et de matériels d'apprentissage interactifs, y compris les sondages et Mentimeter, rendent la formation bien moins monotone». Varsha Mooneeram-Chadee, facilitatrice pour le CRPC en ligne de Maurice, estime que les activités sociales en ligne ont encouragé le réseautage entre participants et facilitateurs et ont amélioré les cours. Elle ajoute que «les contacts avec les institutions internationales importantes dans le contexte spécifique et la région sont très pertinentes».



***Varsha Mooneeram-Chadee,** membre de l'équipe de coordination académique, Université de Maurice*

**Figure 36. Évaluation des sessions informatives par les participants en 2021**



## Des cours régionaux de politique commerciale toujours virtuels

Conformément à l'approche axée sur la demande que suit l'OMC en ce qui concerne l'AT, trois cours régionaux de politique commerciale ont été menés de manière virtuelle en 2021, réunissant des participants de 35 pays Membres et Observateurs. Dans les régions couvertes (Moyen-Orient, Afrique anglophone et Amérique latine), 68% des participants étaient des femmes.

Conformément à l'usage, ces CRPC en ligne ont exploité les partenariats avec les institutions et les experts régionaux afin de mieux adapter le contenu aux besoins des participants. À cet égard, le Colegio de México et l'Université de Maurice ont joué un rôle central dans l'offre de cours, avec plus de 11 autres institutions qui ont participé activement aux tables rondes et sessions interactives, telles que le Centre du commerce international, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, le Fonds monétaire arabe ou le Centre africain pour la politique commerciale de la CEA.

Les efforts visant à optimiser les CRPC virtuels ont été bien accueillis: plusieurs innovations (réseautage rapide, rencontres virtuelles, etc.) ont été favorablement évaluées par les participants et les facilitateurs, qui ont observé un renforcement des liens pendant les cours. En outre, les participants ont enregistré des résultats positifs avec un taux d'achèvement de 97%, dont 41% avec mention.

## L'avenir des partenariats à l'ère de la formation en ligne

**Deux coordonnateurs de cours régionaux analysent la transition vers l'espace virtuel**

«On n'avait pas le choix , il fallait s'adapter!» s'exclame Varsha Mooneeram-Chadee lorsqu'on lui demande pourquoi elle s'est lancée dans l'organisation d'un CRPC virtuel. Après avoir travaillé avec l'OMC par le passé pour organiser des formations en présentiel, Mme Mooneeram-Chadee, chargée de cours à l'Université de Maurice, a coordonné le cours virtuel à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux anglophones d'Afrique qui s'est déroulé pendant 14 semaines, de mai à août 2021. La motivation d'Álvaro Baillet, du Colegio de México, au parcours semblable en Amérique latine, était de contribuer à la «normalisation» de ce type d'activités à la suite de la pandémie.

«Nous étions curieux de voir dans quelle mesure la mise à distance des formateurs et des apprenants aurait une incidence sur les cours, l'assimilation et les résultats», se souvient M. Baillet. Il souligne que les échanges entre participants sont forcément limités et qu'il faut donc avoir recours à d'autres types d'interaction pour créer des liens: «Autrement, cela risque de devenir un processus unidirectionnel où les formateurs parlent tandis que les autres ne sont qu'un un hologramme qui disparaît à la fin de la séance».

Dans le cadre du cours destiné aux représentants de pays africains anglophones Membres et Observateurs, les organisateurs ont essayé de constituer cet espace de réseautage par le biais de groupes WhatsApp, d'une séance d'accueil et d'un «apéritif virtuel», afin de proposer un cadre informel en dehors des salles de classe numériques.

Les deux coordonnateurs s'accordent à dire que le format virtuel ne laisse aucune place à l'improvisation. «Pour y arriver, il est essentiel de planifier et de répéter», explique Mme Mooneeram-Chadee, «et il faut sans cesse associer les participants au processus». Elle insiste sur la nécessité de tout prévoir avec soin, jusqu'au moindre détail technique.

Tous deux estiment que les cours hybrides seraient une bonne option pour aller de l'avant. Pour l'experte de Maurice, «l'apprentissage en présentiel pourrait être enrichi par des éléments comme les tables rondes virtuelles, qui sont plus intéressantes au niveau régional, et les séances d'échange en ligne, qui permettent une interaction avec les institutions internationales en rapport avec le contexte».

M. Baillet considère également que l'ouverture de l'espace numérique présente des avantages, comme la réduction des coûts et la possibilité pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer de participer, mais il appelle à ne pas mettre fin aux formations en présentiel: «Comme disent les Américains - 'If ain't broke, don't fix it» - si ça marche, il ne faut pas y toucher!.



***Álvaro Baillet,***
*membre de l'équipe de coordination académique, Colegio de México*





## Aperçu (virtuel) des politiques commerciales et des difficultés communes pour les pays du Moyen-Orient

**Des participants d'un CRPC racontent leur expérience de l'apprentissage à distance sur des questions régionales.**

«Ce que j'ai appris pendant ce cours va m'aider dans mon travail au Comité, pour préparer le processus d'accession de mon pays à l'OMC», affirme Kawther Guda, Directrice adjointe au Ministère de l'industrie et du commerce du Soudan. «Cela renforcera également mes contributions à notre politique commerciale nationale dans le contexte du commerce multilatéral.» Mme. Guda est l'une des 16 fonctionnaires des pays Membres et Observateurs du Moyen Orient qui ont participé au premier cours régional de politique commerciale mené virtuellement pour cette région.

«Nous savons tous que le changement présente des difficultés, notamment lorsqu'il faut s'adapter à un nouveau système d'apprentissage», poursuit Mme. Guda, «mais j'ai amélioré mes compétences pour la communication et la collaboration à distance, et j'ai pu apprendre à mon propre rythme». Comme c'est le cas depuis le début de la pandémie, ce cours régional a dû être organisé virtuellement pour que les bénéficiaires puissent continuer à le suivre.

Un équilibre entre l'auto-apprentissage et les webinaires a été trouvé, permettant aux participants de prendre leur temps pour assimiler le contenu. «Ce cours nous a montré qu'il y a toujours d'autres possibilités pour maintenir les activités», affirme Zainab Al-Zadjali, Directrice de la commercialisation au Ministère des ressources agricoles, halieutiques et hydrologiques d'Oman.

Des exercices pratiques et des discussions en direct ont aussi permis aux apprenants de renforcer leurs compétences en matière de négociation sur diverses questions commerciales. Nombreux sont ceux qui ont apprécié les contacts avec des collègues d'autres pays, en dépit des occasionnels problèmes causés par une connexion instable à Internet.

Il s'agissait d'un cours intermédiaire pour généralistes, avec une portée régionale, pour les fonctionnaires gouvernementaux ayant déjà terminé le cours d'introduction. Le contexte régional des politiques commerciales a été largement traité grâce à la présence de praticiens et d'universitaires de la région, ainsi que d'une table ronde à laquelle ont participé d'importants négociateurs commerciaux, décideurs et représentants du secteur privé. «Cela a amélioré notre capacité à formuler des politiques commerciales qui servent les objectifs communs des pays arabes», explique Antisar Al-Rubai, Conseillère juridique au Ministère iraquien du commerce. «Nous avons analysé les politiques commerciales de différents Membres de l'OMC et étudié leurs diverses répercussions.» Mme. Al-Rubai et ses collègues féminines représentaient trois quarts des participants.

«Avant de suivre le cours, j'avais du mal à comprendre l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de mon travail au Ministère du commerce et de l'industrie», se souvient Salma Binmutlaq, du Koweït. Très satisfaite d'avoir acquis des connaissances dans ce domaine, elle est déterminée à les transmettre à d'autres collègues, notamment les nouveaux venus, afin de renforcer les capacités de son gouvernement en matière d'accords commerciaux.

> “Ce cours nous a appris qu'il existe toujours des alternatives pour continuer à travailler.



***Zainab Al-Zadjali,***
*responsable marketing. Ministère de la richesse agricole, de la pêche et des ressources hydrauliques, Oman*

# LES PARTENARIATS DE L'OMC EN ACTION

## Travailler ensemble pour optimiser la formation

Les partenariats sont un outil puissant pour optimiser les efforts menés par les institutions partageant les mêmes vues en ce qui concerne l'exécution des programmes de renforcement des capacités. En 2021, l'OMC a établi un partenariat avec 51 institutions (des organisations multilatérales comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé mais aussi des fondations indépendantes comme la Friedrich-Ebert Stiftung). Les activités d'AT liées à des partenariats ont touché plus de 2 300 bénéficiaires.

Le rôle joué par l'OMC et ses partenaires varie en fonction de l'activité. En raison du remplacement des activités en présentiel par des activités virtuelles, certains partenaires qui se concentraient auparavant sur les aspects opérationnels des programmes ont cédé cette fonction à l'OMC et recentré leurs efforts sur l'élaboration du contenu.

Les contributions des partenaires aux efforts menés par l'OMC sont réparties en quatre catégories: le fond (contenu présenté); les coûts (répartition du budget); la logistique (arrangements opérationnels); et la sensibilisation auprès des publics non traditionnels de l'OMC. La figure 38 illustre la répartition des contributions des partenaires aux efforts d'AT de l'OMC par catégorie.

Par ailleurs, l'OMC contribue aux activités d'AT menées par d'autres institutions en 2021: elle a par exemple organisé un webinaire sur l'Accord sur les marchés publics dans le cadre des «masterclass» pour les PME de l'Union internationale des télécommunications. Elle a aussi collaboré avec le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, IDEAS Centre, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation de la Conférence islamique.

**Figure 37. Nombre de partenaires et d'activités conjointes (2017-2021)**

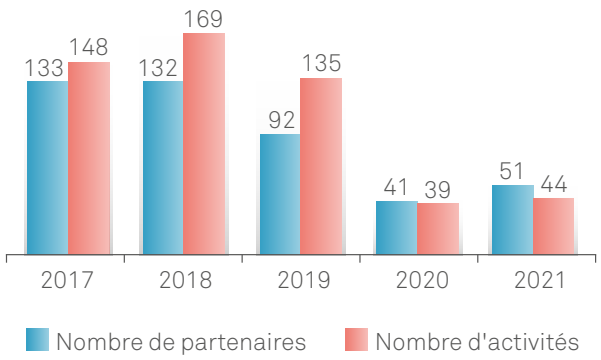
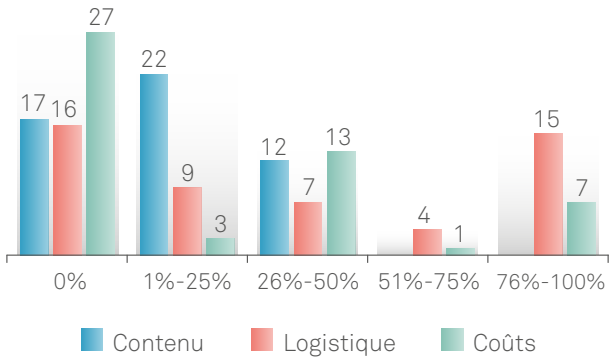



**Figure 38. Contributions des partenaires aux formations en 2021**




## Un partenariat pour des statistiques fiables

Les partenariats d'AT de l'OMC peuvent prendre diverses formes. Certains sont bilatéraux et transitoires tandis que d'autres incluent plusieurs parties et sont de longue durée. Par exemple, le programme de formation conjoint de la CNUCED, de la DSNU et de l'OMC vise à renforcer les capacités des producteurs et utilisateurs de statistiques commerciales internationales au moyen d'une méthode d'apprentissage mixte. Ce partenariat répond à la nécessité de présenter des statistiques commerciales exactes et cohérentes, en maintenant le niveau de détail et la comparabilité tout en couvrant un grand nombre de pays.

# Chapitre 4
# Suivi de la gestion et des ressources



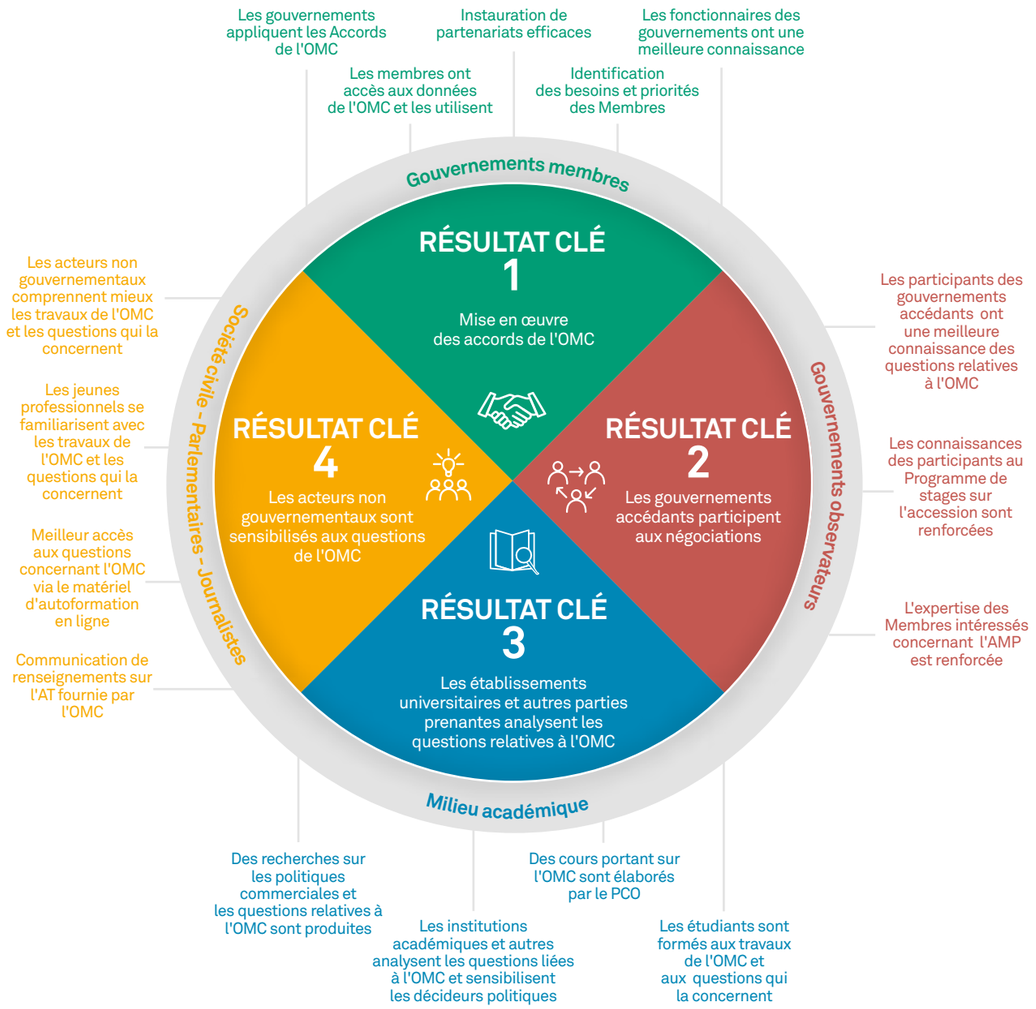

- **En 2021, le niveau de contributions volontaires a été le plus faible depuis plus de 20 ans, plusieurs donateurs ayant préféré attendre que les dépenses d'AT reviennent à la normale**
- **En 2021, les principaux postes de dépenses d'AT ont été les stages, les dépenses de personnel et le Programme de chaires de l'OMC**
- **Le développement du système en ligne de gestion de l'AT (TAMS) s'est poursuivi malgré quelques retards**

# CADRE POUR LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

L'AT de l'OMC est conçue suivant une approche de gestion axée sur les résultats (GAR), approuvée par les Membres en 2013 et qui vise à atteindre des résultats mesurables en améliorant la planification, la prise de décisions, la transparence et la reddition de comptes.

Le Plan d'AT vise à définir la contribution du Secrétariat à l'obtention des résultats intermédiaires convenus et la réalisation de quatre résultats clés (voir la page 24). Pour ce faire, il identifie des indicateurs de performance et des cibles afin de mesurer les progrès accomplis. Le Secrétariat s'efforce de faire en sorte que toutes les activités d'AT contribuent à atteindre les objectifs, qui alimentent les résultats clés établis.

**Infographie 14. Cadre logique pour mesurer l'impact de l'AT**








# GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS

Depuis l'adoption de la GAR, les Plans d'AT présentent les trois niveaux de résultats et les liens de causalité au moyen d'une matrice appelée «cadre logique». Cette matrice contient une présentation détaillée des indicateurs de performance, situations initiales, objectifs, données factuelles et présupposés qui guident la conception et la mise en œuvre du Plan d'AT et qui contribuent à mesurer les résultats (voir l'annexe 1).

Le cadre logique sert de base au suivi et à l'évaluation des progrès réalisé. Il constitue l'épine dorsale de la présentation aux Membres de ce rapport annuel, sur la base desquels la performance de l'AT est analysée et les réalisations sont identifiées. Le suivi est assuré par les responsables de programmes, les organisateurs et les formateurs, qui se focalisent sur les résultats intermédiaires immédiats des activités, puis par la Section du suivi et de l'évaluation du Secrétariat.

**Plan biennal d'assistance technique et de formation 2020-2021**

## Poursuite des travaux sur le nouveau système de gestion

Le système de gestion de l'AT de l'OMC, ou TAMS, est l'outil en ligne qui permet de suivre et d'évaluer efficacement les activités d'AT et donc d'appliquer la GAR. Grâce au TAMS, l'accessibilité en ligne des données d'AT a amélioré la transparence et la reddition de comptes, tout en rendant la gestion de l'AT plus efficace.

Par exemple, les rapports de retour de mission des formateurs, pierre angulaire de l'évaluation de l'AT, peuvent être entièrement gérés au moyen du TAMS. Cela a permis de rationaliser la mise en œuvre des recommandations pour améliorer les formations.

LE TAMS continue d'évoluer pour inclure de nouvelles fonctionnalités et améliorer l'accessibilité et l'expérience des utilisateurs. En 2021, le plan de travail initial a fait l'objet de certains retards et modifications car de nouveaux consultants ont dû être embauchés pour poursuivre l'évolution prévue.

Les tableaux de bord disponibles dans le TAMS ont toutefois été améliorés en 2021, avec quatre infographies supplémentaires qui présentent les activités, les jours de formation par mode de prestation, la participation des femmes et la participation par mode de prestation. Un rapport a été spécifiquement établi à l'intention des bénéficiaires, avec des renseignements sur toutes les activités auxquelles ils ont participé et les listes des participants à ces activités, ainsi que leurs propres demandes nationales d'AT.

Les rapports sur le TAMS ont aussi été rationalisés et, parmi les évolutions internes, on peut mentionner l'ajout des niveaux de rémunération des experts (pour faciliter l'établissement des prévisions budgétaires) et une distinction entre les Membres et Observateurs actifs et inactifs.

**Système de gestion de l'AT**

# DÉPENSES D'AT

## Baisse des dépenses due à la pandémie

En 2021 comme en 2020, les restrictions liées à la pandémie ont entravé le déploiement d'activités d'AT en présentiel, d'où une baisse des dépenses pour la période: les activités virtuelles ne requièrent aucun déplacement, ce qui réduit fortement leurs coûts variables directs. La transition vers une AT à distance a entraîné un changement dans la nature des dépenses, les frais de voyage étant remplacés par des dépenses de personnel plus élevées pour investir dans la mise au point de nouveaux matériels de formation et d'outils pédagogiques plus adaptés au format virtuel.

Comme le montre la figure 39, les dépenses d'AT ont chuté depuis le début de la pandémie, de 62% par rapport à 2019. En 2021, une nouvelle baisse (de 20%) a été enregistrée par rapport à 2020, les dépenses au titre des fonds d'affectation spéciale et du budget ordinaire ayant diminué de 14% et 70%. Mi-mars 2020, lorsque le confinement est entré en vigueur, 26 activités d'AT en présentiel avaient déjà été mises en œuvre. L'absence quasi-totale d'activités en présentiel en 2021, en dehors des cinq programmes de stages de longue durée et de trois activités liées à l'accession, explique la nouvelle baisse des dépenses.

Conséquence directe de la baisse des dépenses d'AT, le solde disponible en fin d'exercice était supérieur au montant prévu pour l'année suivante (voir la figure 40); la pleine mise en œuvre du Plan d'AT est donc garantie en 2022. Une autre conséquence imprévue des faibles dépenses a été la suspension temporaire des contributions volontaires de certains donateurs, la trésorerie des fonds d'affectation spéciale ne justifiant pas de renflouer les réserves destinées à l'AT de l'OMC. En 2021, les contributions volontaires ont été les plus faibles en plus de 20 ans. Les donateurs sont toutefois prêts à reprendre ces contributions dès que la situation des fonds d'affectation spéciale le justifiera.

**Figure 39. Dépenses d'AT de l'OMC (2012-2021)**

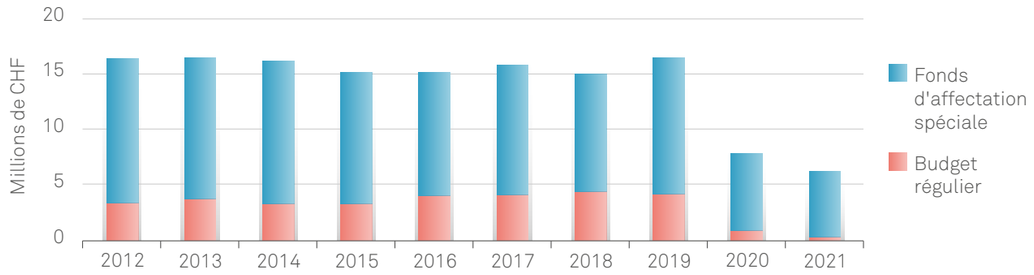
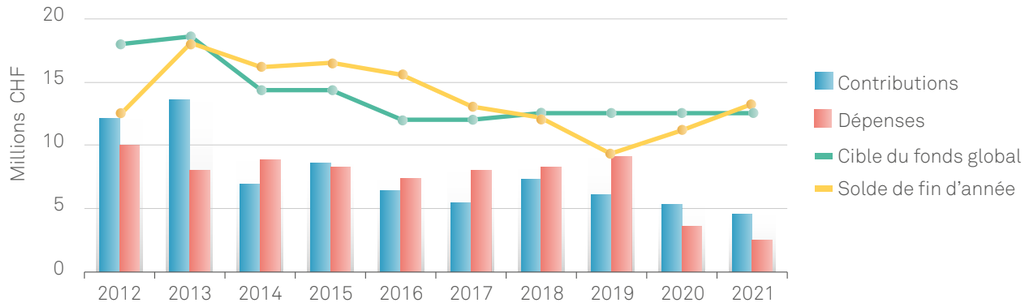



**Figure 40. Fonds non affectés (2012-2021)**



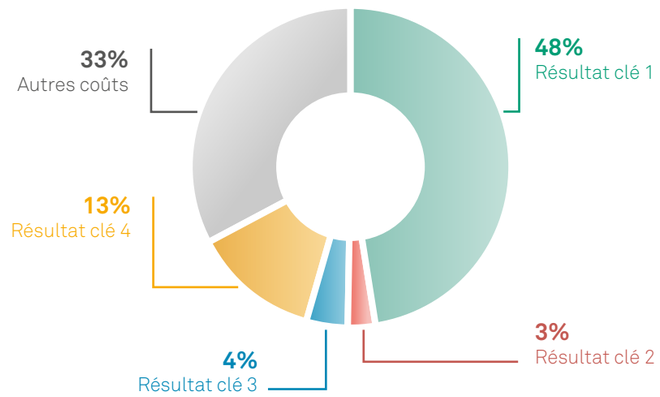





D'après l'analyse par résultat clé présentée dans la figure 41, le résultat clé 1 a représenté 48% des dépenses, la part la plus importante, 74% de ces dépenses ayant été destinées à deux programmes de stages: le PFPB et le FIMIP. Au titre de ce résultat clé, les ressources du budget ordinaire et des fonds non affectés ont été les plus sous-utilisées, les dépenses représentant 2% des budgets respectifs, une conséquence logique de l'annulation de la plupart des activités d'AT en présentiel. En revanche, le budget alloué aux autres fonds d'affectation spéciale a été dépassé de 4%, en raison des dépassements de crédits liés au PFPB et au FIMIP . Comme en 2020, les stages de longue durée en 2021 n'ont pas été affectés par la pandémie étant donné que leur durée justifiait que les stagiaires se soumettent aux prescriptions liées aux voyages. Les dépenses de personnel n'ont pas non plus baissé, car il a fallu consacrer beaucoup de temps de travail à la gestion du passage de l'AT en présentiel à l'AT virtuelle.

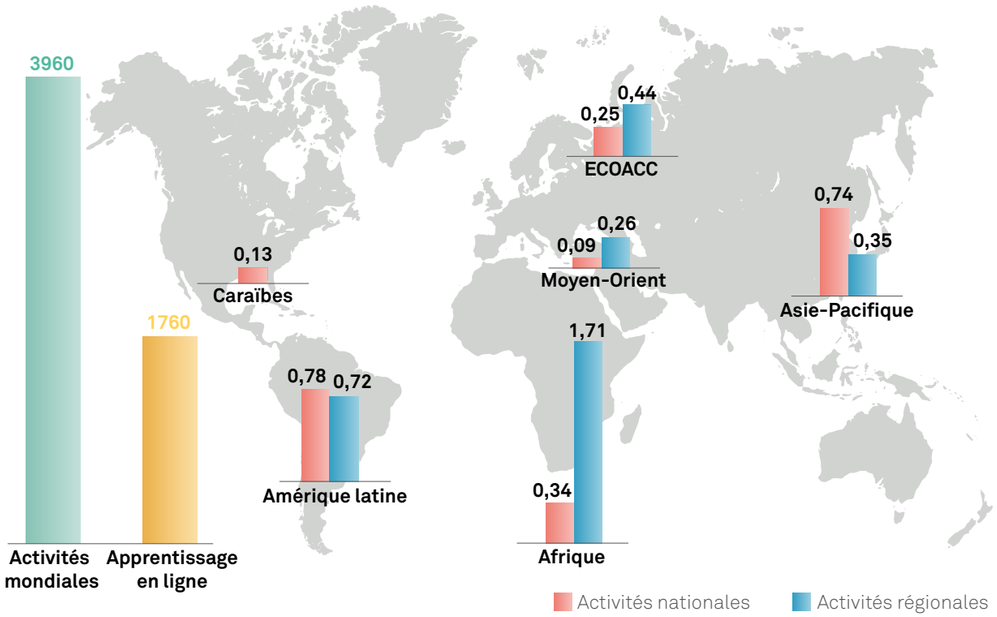
Le résultat clé 2 a représenté une part de 3% des dépenses d'AT, dont 88% ont été destinées aux programmes de la Chine pour les PMA et les accessions, à savoir les tables rondes sur l'accession à l'OMC et le Programme de stages sur l'accession. Au titre de ce résultat clé, le budget ordinaire et celui du Fonds global d'affectation spéciale (FGAS) n'ont pas été dépensés, tandis que le budget des autres fonds d'affectation spéciale a été dépensé à hauteur de 36%. Le résultat clé 3 représentait 4% des dépenses d'AT, dont 87% sont allées au Programme de chaires de l'OMC. Le budget ordinaire n'a pas été dépensé au titre de ce résultat clé, et aucune dotation n'était prévue pour les autres fonds d'affectation spéciale. Enfin, le résultat clé 4 a représenté 13% des dépenses d'AT, dont 88% sont allées au Programme des jeunes professionnels de l'OMC. À cet égard, le budget du FGAS, qui finance le programme, a été dépensé à hauteur de 46%. Les autres dépenses, notamment le personnel (postes L), la mise en œuvre de la GAR et l'élaboration des cours d'apprentissage en ligne, ont représenté 33% du budget de l'AT, les dépenses de personnel représentant une part de 79%. Le budget prévu pour cette catégorie a été dépassé de 173%, tandis que le budget du FGAS était sous-utilisé de 29%.

**Figure 41. Dépenses d'AT par résultat clé en 2021**



En résumé, le budget de l'AT a été sous-utilisé à hauteur de 74%. Le budget des autres fonds d'affectation spéciale a été le plus utilisé (93%), tandis que le budget du FGAS et le budget ordinaire ont respectivement été utilisés à hauteur de 20% et 6% seulement. La figure 42 présente la répartition régionale des dépenses d'AT.

**Figure 42. Montant des dépenses par région en 2021**
(milliers de CHF)










# Annexes

## ANNEXE 1. PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

Les renseignements contenus dans les colonnes «Valeurs» et «Remarques» de la présente annexe résument l'analyse des résultats des activités d'AT effectuée par le Secrétariat sur la base du cadre logique adopté par les Membres dans le cadre du Plan d'AT 2020-2021. Les observations figurant dans le tableau ne présentent aucun contexte ni aucune explication concernant les circonstances ou raisons qui ont conduit au résultat mesuré. Par conséquent, elles devraient être lues conjointement avec l'analyse plus complète présentée dans le reste du rapport. Les codes suivants ont été utilisés dans le tableau:

- Objectif atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été pleinement rempli ou a été dépassé.
- Objectif partiellement atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été manqué de peu et d'importants progrès ont été réalisés en vue de sa réalisation.
- Objectif non atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été manqué de beaucoup et les progrès accomplis en vue de sa réalisation ont été limités.
- Données non disponibles: les données dont dispose le Secrétariat sont incomplètes, voire inexistantes, ou ne sont pas suffisamment fiables ou solides pour pouvoir tirer des conclusions dans un sens ou dans l'autre.
- Sans objet (s.o.): les activités d'AT qui auraient dû être utilisées pour mesurer les résultats n'ont pas eu lieu et le Secrétariat ne dispose donc pas d'une base d'évaluation.







| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Impact** | | | | | | | |
| Les pays en développement et les PMA Membres tirent profit de leur participation active à l'OMC | Part du commerce total des pays en développement Membres (importations et exportations) | 2015-17 Moyenne: 40,4% | > 40% | 2019: 41,1% | Objectif atteint | 2020: 41,7% | Objectif atteint |
| Les pays en développement et les PMA Membres tirent profit de leur participation active à l'OMC | Part du commerce total des PMA Membres (importations et exportations) | 2015-17 Moyenne: 1,07% | > 1,00% | 2019: 1,15% | Objectif atteint | 2020: 1,13% | Objectif atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat clé 1** | | | | | | | |
| 1: Les gouvernements bénéficiaires appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de documents soumis par les pays en développement Membres bénéficiaires aux organes de l'OMC | Moyenne annuelle 2016-2018: 537 | Augmentation | 534 documents | Objectif partiellement atteint | 642 documents | Objectif atteint |
| 1: Les gouvernements bénéficiaires appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de documents soumis par les PMA Membres bénéficiaires aux organes de l'OMC | Moyenne annuelle 2016-2018: 81 | Augmentation | 113 documents | Objectif atteint | 131 documents | Objectif atteint |
| 1: Les gouvernements bénéficiaires appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de notifications en suspens des Membres bénéficiaires de l'AT | 28 par Membre bénéficiaire en moyenne en 2016-2018 | Diminution | 26,36 notifications en suspens | Objectif atteint | 21,82 notifications en suspens | Objectif atteint |
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 1 de la SAP | Moyenne annuelle 2016-2018: 4 271 | Stabilité | 1 661 participants | Objectif non atteint | 1 118 participants | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 2 de la SAP | Moyenne annuelle 2016-2018: 12 408 | Stabilité | 10 283 participants | Objectif non atteint | 6 533 participants | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 3 de la SAP | Moyenne annuelle 2016-2018: 1 802 | Augmentation | 1 623 participantes | Objectif non atteint | 2 135 participants | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre d'activités nationales demandées | Moyenne 2016-2018: 147 | Augmentation | 67 activités nationales demandées | Objectif non atteint | 40 activités nationales demandées | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de Membres et d'observateurs bénéficiaires participant aux cours dans le cadre de l'AT | Moyenne 2016-2018: 174 | Stabilité | 149 bénéficiaires | Objectif non atteint | 145 bénéficiaires | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de PMA bénéficiaires participant aux cours dans le cadre de l'AT | Moyenne 2016-2018: 46 | Stabilité | 40 PMA | Objectif non atteint | 41 PMA | Objectif partiellement atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Part du temps consacré aux méthodes de formation interactives dans chaque activité (exercices, études de cas, simulations, questions et réponses, participation aux réunions des Comités, etc.) | Moyenne 2016-2018: 57% de méthodes de formation interactives | Augmentation du taux à une moyenne de 60% | Méthodes interactives: 64% | Objectif atteint | Non mesurable dans les activités virtuelles | s.o. |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite aux CRPC et CAPC de 8 semaines | Moyenne 2016-2018: 95% | Stabilité | CAPC: s.o.<br>CRPC: 90%; 82% | Objectif non atteint | CAPC: s.o.<br>eCRPC: 96% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite avec mention aux CRPC et CAPC de 8 semaines | Moyenne 2016-2018: 32% | Stabilité | CAPC: s.o.<br>CRPC: 33%; 13% | Objectif partiellement atteint | CAPC: s.o.<br>eCRPC: 41% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant excellents le contenu global et les résultats des CRPC | Moyenne 2016-2018: 61% | Augmentation à 80% | CRPC: 97% | Objectif atteint | eCRPC: 82% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant excellents le contenu global et les résultats des CAPC | Moyenne 2016-2018: 83% | Stabilité | CAPC20-1: 100% | Objectif atteint | Il n'y a pas eu de CAPC en 2021 | s.o. |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant excellents le contenu global et les résultats des cours thématiques avancés | Moyenne 2016-2018: 87% | Stabilité | Aucun cours thématique avancé dispensé en 2020 | s.o. | 92% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants ayant suivi les cours avancés sur les techniques de négociation commerciale | Moyenne 2016-2018: 290 | Stabilité | Aucun cours avancé sur les techniques de négociation commerciale avancé dispensé en 2020 | s.o. | Aucun cours avancé sur les techniques de négociation commerciale avancé dispensé en 2021 | s.o. |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de cours thématiques avancés s'appuyant sur le diagnostic préalable, le coaching, le leadership, les plans d'action ou les activités de suivi | 2018: 4 | Stabilité | Aucun cours thématique avancé dispensé en 2020 | s.o. | 2 activités | Objectif partiellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du PFPB | Moyenne 2016-2018: 16 | PSM: 16 par année | 16 stagiaires | Objectif atteint | 15 stagiaires | Objectif partiellement atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du FIMIP | Moyenne 2016-2018: 16 | PFPB: 16 par année | 19 stagiaires | Objectif atteint | 20 stagiaires | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du PSCR | Moyenne 2016-2018: 7 | PSCR: 7 par année | 6 stagiaires | Objectif partiellement atteint | 3 stagiaires | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire FIMIP par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2016-2018 | 100% pleinement satisfaisant | 8 dépassant les attentes<br>11 pleinement satisfaisant | Objectif atteint | 8 dépassant les attentes<br>12 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire PFPB par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2016-2019 | 100% pleinement satisfaisant | 15 pleinement satisfaisant<br>1 dépassant les attentes | Objectif atteint | 4 dépassant les attentes<br>9 pleinement satisfaisant<br>1 partiellement satisfaisant | Objectif partiellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire PSCR par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2016-2020 | 100% pleinement satisfaisant | 2 dépassant les attentes<br>2 pleinement satisfaisant<br>2 non disponible | Objectif partiellement atteint | 1 dépassant les attentes<br>2 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nouveaux cours, cours révisés ou cours traduits en ligne publiés durant l'année | Moyenne 2016-2018: 10 | Stabilité | 15 nouveaux<br>3 révisés<br>5 traduits | Objectif atteint | 4 nouveaux<br>3 révisés<br>13 traduits | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de cours en ligne au format SCORM | 56% en 2018 | Augmentation | 69% | Objectif atteint | 80% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant la qualité du contenu des cours en ligne en lui attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2016-2018: 85% | Stabilité | 98% | Objectif atteint | 97% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant l'efficacité du site Web consacré à l'apprentissage en ligne en lui attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2016-2018: 93% | Stabilité | 97% | Objectif atteint | 97% | Objectif atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2016-2018: 67% | Stabilité | 64% | Objectif non atteint | 55% | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux d'abandon dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2016-2018: 28% | Stabilité | 28% | Objectif atteint | 39% | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite avec mention dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2016-2018: 51% | Stabilité | 55% | Objectif atteint | 54% | Objectif atteint |
| 1.2: Instauration de partenariats efficaces | Proportion des activités bénéficiant de la participation d'un partenaire | Moyenne 2016-2018: 54% | Stabilité | 39 de 69: 57% | Objectif atteint | 44 de 81: 54% | Objectif atteint |
| 1.2: Instauration de partenariats efficaces | Part de la contribution des partenaires aux activités d'AT | Moyenne 2016-2018: 46% - contributions faibles | Diminution de la part des contributions de faible niveau | 57% de contributions de faible niveau | Objectif non atteint | 43% de contributions de faible niveau | Objectif atteint |
| 1.3: Identification des besoins et priorités des Membres en matière d'AT | Nombre de réponses aux questionnaires sur l'AT | 2017-19 Moyenne: 76 | Stabilité | 71 réponses | Objectif partiellement atteint | 73 réponses | Objectif partiellement atteint |
| 1.3: Identification des besoins et priorités des Membres en matière d'AT | Nombre de suivis des EPC | 2017-2018 Moyenne: 8 | Stabilité | 0 | Objectif non atteint | 0 | Objectif non atteint |
| 1.4: Consultation des données et bases de données de l'OMC par les Membres | Visites par connexion des Membres sur le site Web de l'OMC | 49 927 en 2018 | Augmentation | 67 409 visites | Objectif atteint | 62 589 visites | Objectif atteint |
| 1.4: Consultation des données et bases de données de l'OMC par les Membres | Nombre d'activités d'AT, y compris les formations sur les bases de données de l'OMC, au rang de leurs objectifs. | Moyenne 2016-2018: 63 | Augmentation | 44 activités | Objectif non atteint | 44 activités | Objectif non atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat clé 2** | | | | | | | |
| 2: Les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession | Nombre de réunions formelles ou informelles tenues par le Groupe de travail pour les gouvernements accédants bénéficiaires | Moyenne 2016-2018: 6 | Augmentation | 4 réunions de Groupe de travail | Objectif non atteint | 3 réunions formelles de Groupe de travail<br>1 réunion informelle de Groupe de travail | Objectif non atteint |
| **Résultat intermédiaire 2** | | | | | | | |
| 2.1: Les participants des gouvernements accédants ont une meilleure connaissance des questions de fond et des procédures de l'OMC | Nombre de participants des gouvernements accédants dans les activités d'AT axées sur les accessions | Données recueillies en 2019 :<br>Présentielles : 197<br>Apprentissage en ligne : 152 | Stabilité | TAMS: 403<br>e-Learning: 28 | Objectif atteint | TAMS: 90<br>e-Learning: 12 | Objectif non atteint |
| 2.1: Les participants des gouvernements accédants ont une meilleure connaissance des questions de fond et des procédures de l'OMC | Nombre de feuilles de route et de plans finals élaborés | Moyenne 2016-2018: 5 | Stabilité | 1 feuille de route<br>5 feuilles de route révisées | Objectif atteint | 6 feuilles de route révisées | Objectif atteint |
| 2.2 Les connaissances des participants au Programme de stages sur l'accession sont renforcées | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2016-2018 | 100% | Stabilité | 4 pleinement satisfaisant | Objectif atteint | 4 dépassant les attentes<br>0 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |
| 2.3 Les compétences des Membres intéressés concernant les règles de l'AMP et les négociations en vue de l'accession sont renforcées | Nombre moyen de documents pertinents relatifs à l'accession distribués par Membre accédant à l'AMP | Moyenne 2016-2018: 6,8 | Stabilité | 1,1 document par Membre en voie d'adhésion | Objectif non atteint | 19 documents pour 7 processus actifs d'accession à l'AMP<br>2,7 documents par Membre en voie d'adhésion | Objectif non atteint |
| **Résultat clé 3** | | | | | | | |
| 3: Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques | Nombre de processus consultatifs entre les chaires de l'OMC et les responsables politiques | Processus consultatifs en 2016: 13 | Stabilité | 19 processus consultatifs | Objectif atteint | 21 processus consultatifs | Objectif atteint |
| 3: Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques | Nombre de demandes nationales d'AT pour des établissements universitaires | Données recueillies en 2019 :11 | Stabilité | Programme interrompu | s.o. | 1 demande | Objectif non atteint |
| **Résultat intermédiaire 3** | | | | | | | |
| 3.1: Des recherches sur les politiques commerciales et les questions relatives à l'OMC sont produites | Nombre de publications dans des revues internationales faisant l'objet d'un examen par les pairs | 13 en 2016 | Augmentation | 56 publications | Objectif atteint | 38 publications | Objectif atteint |
| 3.1: Des recherches sur les politiques commerciales et les questions relatives à l'OMC sont produites | Qualité des travaux de recherche mesurée à l'aune des notations SJR et SNIP des revues dans lesquelles sont publiés les recherches des chaires | Notation SNIP moyenne en 2016: 0.69<br>Notation SJP moyenne en 2016: 0.38 | Augmentation | SNIP: 0,93<br>SJR: 0,30 | Objectif partiellement atteint | SNIP: 1,16<br>SJR: 0,74 | Objectif atteint |
| 3.2: Des cours portant sur l'OMC sont élaborés par le PCO | Nombre d'étudiants participant à des cours liés à l'OMC qui obtiennent un diplôme chaque année | 2 091 étudiants formés par les chaires en 2016 | Stabilité | 2 168 étudiants | Objectif atteint | 3 226 étudiants | Objectif atteint |
| 3.3: Les étudiants sont formés aux travaux de l'OMC et aux questions qui la concernent | Nombre d'équipes participant aux sessions régionales | 2018-19 Moyenne: 53.5 équipes de pays en développement et PMA | Stabilité | 58 équipes | Objectif atteint | 58 équipes | Objectif atteint |
| 3.3: Les étudiants sont formés aux travaux de l'OMC et aux questions qui la concernent | Nombre d'étudiants en doctorat supervisés | 5 étudiants obtiennent un doctorat | Stabilité | 3 étudiants obtiennent un doctorat | Objectif partiellement atteint | 4 étudiants obtiennent un doctorat | Objectif partiellement atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2021

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2020 | Remarques de 2020 | Valeurs de 2021 | Remarques de 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 3** | | | | | | | |
| 3.4: Les recherches des chaires de l'OMC sont diffusées auprès des autres parties prenantes et des responsables politiques | Nombre d'activités de communication chaque année | 54 en 2016 | Augmentation | 59 activités | Objectif atteint | 77 activités | Objectif atteint |
| 3.4: Les recherches des chaires de l'OMC sont diffusées auprès des autres parties prenantes et des responsables politiques | Participation des principaux responsables politiques | 383 en 2016 | Augmentation | Données non disponibles | Données non disponibles | Données non disponibles | Données non disponibles |
| **Résultat clé 4** | | | | | | | |
| 4: Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Diversité des sujets liés à l'OMC couverts par les déclarations, les rapports et les documents produits par ce groupe de parties prenantes | 26 rapports 2017 | Stabilité | 1 rapport | Objectif non atteint | Données non disponibles | Données non disponibles |
| 4.1: Les acteurs non gouvernementaux comprennent mieux les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre de séminaires et d'ateliers organisés | Moyenne 2016-2018: 26 | Stabilité | 1 séminaire | Objectif non atteint | 5 séminaires | Objectif non atteint |
| **Résultat intermédiaire 4** | | | | | | | |
| 4.1: Les acteurs non gouvernementaux comprennent mieux les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre d'acteurs non gouvernementaux clés touchés durant l'année | Moyenne 2016 2018:<br>437 législateurs<br>66 journalistes<br>32 membres de la société civile | Stabilité | 160 législateurs<br>77 représentants du secteur privé<br>52 représentants de la société civile | Objectif partiellement atteint | 33 législateurs<br>31 journalistes<br>151 représentants du secteur privé | Objectif non atteint |
| 4.2: Meilleur accès aux questions concernant l'OMC via le matériel d'autoformation en ligne | Nombre de matériels de formation consultés | Moyenne 2016-2018: 3 157 | Stabilité | 4 619 | Objectif atteint | 3 573 | Objectif atteint |
| 4.3: Communication de renseignements sur l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC | Nombre de fois où les pages Web sur l'assistance technique ont été consultées, y compris les nouveaux articles portant sur le sujet | Moyenne 2016-2018: 59 105 | Stabilité | 415 552 visites | Objectif atteint | 357 253 visites | Objectif atteint |
| 4.4 Les jeunes professionnels se familiarisent avec les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre de jeunes professionnels recrutés chaque année par l'OMC | 15 en 2018 | Stabilité | 12 jeunes professionnels | Objectif partiellement atteint | 14 jeunes professionnels | Objectif partiellement atteint |
| 4.4 Les jeunes professionnels se familiarisent avec les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Évaluation finale des résultats de chaque stagiaire par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2017-2018 | Stabilité | 12 pleinement satisfaisant | Objectif atteint | 13 pleinement satisfaisant<br>1 partiellement satisfaisant | Objectif partiellement atteint |

WT/COMTD/W/265

ANNEXE 2 – MATRICE DES ACTIVITÉS

# ANNEXE 2. MATRICE DES ACTIVITÉS

## Résultat clé 1 – Les gouvernements appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Cours à Genève pour les PMA - Introduction et activités thématiques - Semaines de Genève | Monde | 462 | - | | | | | 462 | - |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Cours avancés de politique commerciale appliqués | Monde | 1 367 | - | | | | | 1 367 | - |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Activités de niveau intermédiaire pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique, les Caraïbes, l'ECOACC, l'Amérique latine et le Moyen-Orient | Toutes les régions | | | 2 972 | 35 | | | 2 972 | 35 |
| Intermédiaire/ avancé | Spécialiste | E/F/S | Cours thématiques avancés et ateliers sur des sujets spécifiques basés à Genève pour les fonctionnaires en poste dans les capitales | Monde | 1 814 | 38 | 950 | | | | 2 764 | 38 |
| Avancé | Spécialiste | E/F/S | Rôle consultatif sur les questions juridiques (article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends) | | 60 | 55 | | | | | 60 | 55 |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Activités régionales et/ou sous-régionales de renforcement des capacités générales | Toutes les régions | | | 370 | | | | 370 | - |
| Intermédiaire/ avancé | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Séminaires et ateliers nationaux, y compris suivi et évaluation | Toutes les régions | 695 | 3 | 40 | | | | 735 | 3 |
| Intermédiaire | Spécialiste | E/F/S | Séminaires régionaux et sous-régionaux sur des sujets spécifiques | Toutes les régions | | | 3 000 | | | | 3 000 | - |
| | | E/F/S | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: participation des PMA à certaines réunions de l'OMC; suivi des EPC des PMA; dialogue Sud-Sud | Toutes les régions | | | | | 95 | 95 | 95 | 95 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Programme de formation des Pays-Bas (PFPB) | Monde | | | | | 774 | 800 | 774 | 800 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Programme de stages de coordonnateur régional (PSCR) | Monde | | | 210 | 135 | | | 210 | 135 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP) | Monde | | | | | 970 | 1 011 | 970 | 1 011 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Cours en ligne: Niveau introductif | Fonctionnaires en poste dans les capitales | x | | | | | | | - |
| Intermédiaire | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Cours en ligne: Niveau intermédiaire (généralistes et spécialistes) | | x | | | | | | | - |
| | Généraliste/ spécialiste | E | Cours en ligne: Cours personnalisé – Créer ses propres cours d'apprentissage en ligne | | x | | | | | | | - |
| | | | **Sous-total** | | **4 398** | **97** | **7 542** | **170** | **1 839** | **1 907** | **13 779** | **2 173** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **981** | **22** | **239** | **248** | **1 220** | **270** |
| | | | **Total** | | **4 398** | **97** | **8 523** | **192** | **2 078** | **2 155** | **14 999** | **2 443** |

## Résultat clé 2 – Les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| Intermédiaire/ avancé | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Séminaires, cours et ateliers sur l'accession | Toutes les régions | 80 | - | 313 | | | | 393 | - |
| | | E | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: réunions de la table ronde sur les accessions à l'OMC | Monde | | | | | 230 | 63 | 230 | 63 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: Programme de stages sur l'accession à l'OMC (PSA) | Monde | | | | | 100 | 56 | 100 | 56 |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Cours en ligne: L'accession à l'OMC | Monde | x | | | | | | | - |
| | | | **Sous-total** | | **80** | **-** | **313** | **-** | **330** | **119** | **723** | **119** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **41** | **-** | **43** | **15** | **84** | **15** |
| | | | **Total** | | **80** | **-** | **354** | **-** | **373** | **135** | **807** | **135** |

## Résultat clé 3 – Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| | Généraliste | E/F/S | Programme de Chaires de l'OMC | Toutes les régions | | | 50 | 182 | | | 50 | 182 |
| | | E/F/S | Programme de soutien aux étudiants en doctorat | | | | 65 | 2 | | | 65 | 2 |
| | | E/F/S | Don de publications de l'OMC à des universités et autres activités de type universitaire | | 5 | - | - | | | | 5 | - |
| | | | **Sous-total** | | **5** | **-** | **115** | **184** | **-** | **-** | **120** | **184** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **15** | **24** | **-** | **-** | **15** | **24** |
| | | | **Total** | | **5** | **-** | **130** | **208** | **-** | **-** | **135** | **208** |

## Résultat clé 4 – Les acteurs non gouvernementaux connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| | | E/F/S | Activités de sensibilisation pour les parlementaires, les journalistes, la société civile et les entreprises | Toutes les régions | | | 605 | | | | 605 | - |
| | Spécialiste | E/F/S | Programme des jeunes professionnels | | | | 657 | 585 | | | 657 | 585 |
| | | E/F/S | Matériels d'autoformation en ligne | Toutes les régions | | | - | | | | - | - |
| | | | **Sous-total** | | **-** | **-** | **1 262** | **585** | **-** | **-** | **1 262** | **585** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **164** | **76** | **-** | **-** | **164** | **76** |
| | | | **Total** | | **-** | **-** | **1 426** | **661** | **-** | **-** | **1 426** | **661** |


WT/COMTD/W/265
ANNEXE 2 – MATRICE DES ACTIVITÉS

## Autres coûts des programmes – dépenses de personnel et coûts de suivi et d'évaluation (milliers de CHF)

| Autres coûts | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| | Postes L (les engagements jusqu'au 31 décembre 2021 sont inclus) | | | | 1 900 | 1 343 | | | 1 900 | 1 343 |
| | Mise en œuvre de la GAR et élaboration de cours d'apprentissage en ligne | | 65 | 178 | | | | | 65 | 178 |
| | **Sous-total** | | **65** | **178** | **1 900** | **1 343** | **-** | **-** | **1 965** | **1 521** |
| | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **247** | **175** | **-** | **-** | **247** | **175** |
| | **Total** | | **65** | **178** | **2 147** | **1 517** | **-** | **-** | **2 212** | **1 695** |

## Total général récapitulatif (milliers de CHF)

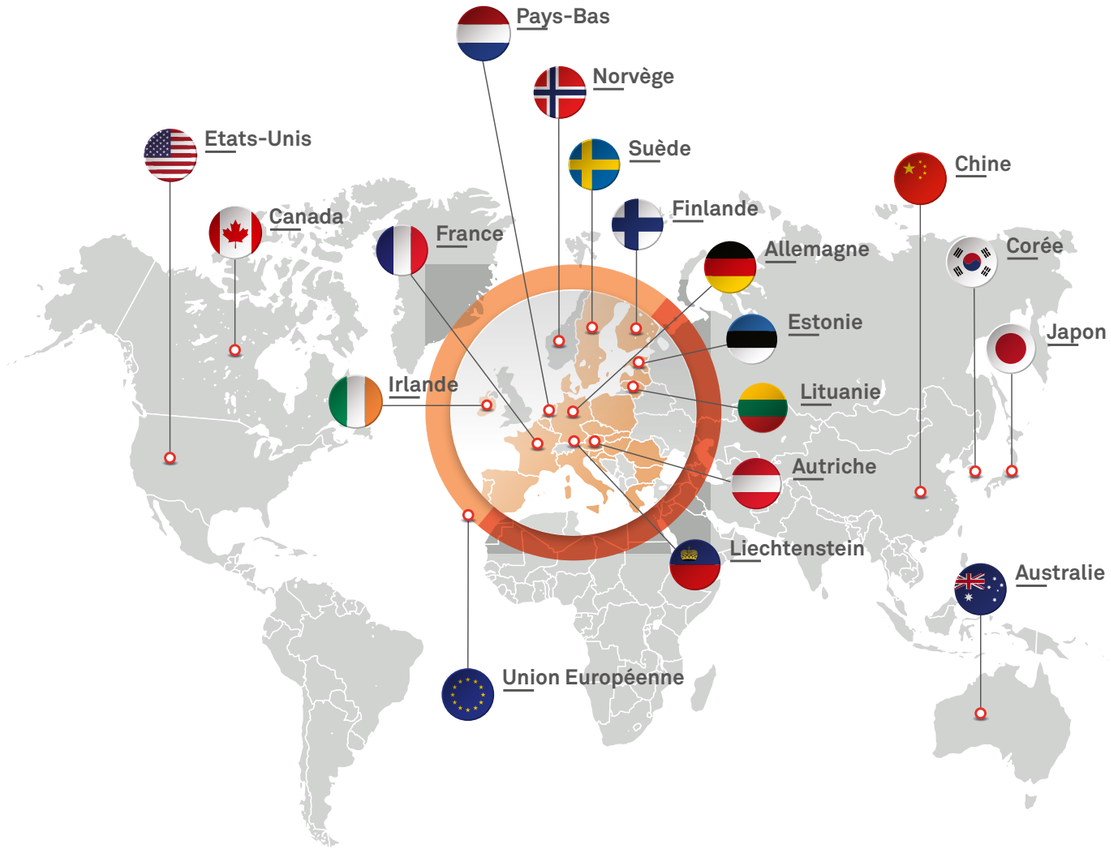
| Total général récapitulatif | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 | Budget 2021 | Dépenses 2021 |
| | **Sous-total** | | **4 548** | **274** | **11 132** | **2 281** | **2 169** | **2 026** | **17 849** | **4 581** |
| | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **1 447** | **297** | **282** | **263** | **1 729** | **560** |
| | **Total** | | **4 548** | **274** | **12 580** | **2 578** | **2 451** | **2 289** | **19 579** | **5 141** |

1 Le Fonds Global d'Affectation Spéciale (FFG) comprend des fonds non affectés et des fonds destinés à financer le Programme de Chaires de l'OMC (PCO).

2 Les autres FAS financent le Programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP), le Programme de formation des Pays-Bas (PFPB) et le Programme de la Chine pour les PMA et les accessions; ils sont placés sous le contrôle exclusif de l'OMC, qui peut les utiliser pour financer ses activités d'AT. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), le Cadre intégré renforcé (CIR) et le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF) ne sont donc pas pris en considération; ils ont leurs propres processus de gouvernance et d'établissement de rapports.

# Saluer les efforts des donateurs

**En 2021, près de 62% des ressources pour l'AT de l'OMC provenaient de contributions volontaires des Membres donateurs, et les 38% restants du budget ordinaire de l'OMC. Le financement des donateurs est donc essentiel pour continuer à fournir une assistance technique de première qualité aux pays en développement et PMA Membres et Observateurs, afin qu'ils puissent profiter pleinement de leur participation à l'OMC et au système commercial multilatéral.**




**Les contributions volontaires reçues en 2021 sont tombées à 7,5 millions de CHF, un plancher historique et le chiffre le plus faible des deux dernières décennies. La Finlande est redevenue donatrice avec des contributions non affectées, tandis que l'Allemagne, le Canada, la Chine et la Norvège se sont abstenus d'apporter de nouvelles contributions. Toutefois, comme les dépenses d'AT étaient au plus bas en raison de l'absence de formations en présentiel, le déclin des contributions volontaires n'a pas eu d'incidence négative sur l'AT.**



Rapport conçu par la Section de conception graphique
et événementielle, impression et distribution.
Imprimé par le Secrétariat de l'OMC.

Crédits photos:
Couverture et pages:
11, 23, 27, 37, 43, 53, 65, 66, 72, 76, 87, 89 © WTO

Pages:
47 © Shutterstock-Zaruba Ondrej,
61 © Shutterstock-Debbie Ann Powell,
69 ©Shutterstock, © Unsplash and © pixabay,

© Organisation mondiale du commerce 2022

**Renforcer la compréhension et la connaissance du système commercial multilatéral**

Le présent rapport a été élaboré, pour le compte du Secrétariat de l'OMC, par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT), la division chargée de gérer, de coordonner et d'évaluer l'organisation et l'exécution des activités d'assistance technique (AT) de l'OMC. Il a bénéficié des contributions de toutes les divisions associées à la mise en œuvre du programme d'AT. En tant qu'outil pour évaluer les résultats de l'AT de l'OMC et communiquer ses réalisations, le rapport recense divers résultats concrets qui ont été produits et qui pourraient être mesurés pendant l'année. Il montre comment l'OMC répond à l'évolution des besoins des pays en développement et des pays les moins avancés Membres et observateurs en adaptant constamment son offre pour la rendre encore plus pertinente et qualitative. Tout au long du rapport, des témoignages rapportent les points de vue et l'expérience de ceux par qui et pour qui l'AT de l'OMC fait la différence.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**Institut de formation et de coopération technique**
**Organisation mondiale du commerce**
Centre William Rappard,
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél. +41 (0)22 739 51 11
Courriel: TAMS@wto.org
Site Web: https://www.wto.org/fr

**Pour en savoir plus**